

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA CONDITION JURIDIQUE
DES
ENFANTS INCESTUEUX OU ADULTÉRINS
ET
LEUR LÉGITIMATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Décembre, à 1 heure 1/2

PAR

Henry TURPIN

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { MM. BARTIN } professeurs.
 { WAHL }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA CONDITION JURIDIQUE
DES
ENFANTS INCESTUEUX OU ADULTÉRINS
ET
LEUR LÉGITIMATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Décembre, à 1 heure 1/2

PAR

Henry TURPIN



Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { MM. BARTIN
WAHL } *professeurs.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La condition des enfants illégitimes soulève le plus délicat et le plus douloureux des problèmes juridiques.

« Si l'on se place au point de vue des droits de l'individu, un enfant naturel vaut un enfant légitime : il n'y a pas de raison pour qu'il soit traité moins favorablement.

— Si, au contraire, on se place au point de vue de l'intérêt social, on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'assimilation des enfants naturels aux enfants légitimes serait la ruine de la famille, base de tout ordre social.

« Ménager la société sans sacrifier l'individu, faire la famille forte et respectée sans refuser une place au soleil à ceux qui ont le malheur de naître en dehors d'elle, tel est l'idéal que la loi doit poursuivre et qu'elle ne peut jamais atteindre complètement.

« Refuser tout droit à l'enfant naturel sur les biens de ses père et mère, cela est cruel, faire tomber sur une tête innocente le châtement de la faute d'autrui, et dire comme

les anciens jurisconsultes « *hoc sit supplicium patris* » cela est inique et immoral.

« Assimiler l'enfant naturel à un enfant légitime, c'est porter une dangereuse atteinte à la famille. Deux gouvernements l'ont essayé, la Convention et la Commune de Paris de 1871. » (1)

C'est donc une question très compliquée que celle de savoir quel est le régime que l'on doit appliquer aux enfants naturels.

Mais nous ne voulons pas dans cette étude nous occuper de tous les enfants naturels en général ; nous avons l'intention de ne nous consacrer qu'à une certaine catégorie d'entre eux : les enfants incestueux et adultérins. Nous allons étudier leur condition juridique qui vient d'être profondément modifiée par la loi du 7 novembre 1907, en ce qui concerne leur légitimation, et qui sera probablement plus profondément modifiée encore, si notre Parlement persiste dans la voie où il s'est engagé (2).

Cette loi offre un double intérêt, aux points de vue juridique et social.

D'abord au point de vue juridique la loi du 7 novembre

(1) F. Bernard, *Cours sommaire de droit civil ou exposé rationnel des principes*, 1872, t. I, p. 49 et 50.

(2) A peine la loi du 7 novembre 1907 avait-elle été votée par le Sénat, que MM. Violette et Steeg déposaient un nouveau projet beaucoup plus radical qui a déjà été voté par la Chambre des députés le 5 juin 1908.

1907 est très intéressante ; le législateur a inséré dans le Code civil la possibilité de la légitimation jusque là prohibée des enfants incestueux ou adultérins. — Mais dans quelles conditions a-t-il réalisé cette réforme ?

MM. Violette et Steeg dans leur proposition qui a abouti à la loi de 1907, ne s'étaient pas préoccupés des enfants incestueux, considérant que la jurisprudence avaient suffisamment pourvu à leurs intérêts. Cette manière de voir a été très vivement combattue et à bon droit, car, comme on l'a fait très justement observer, il ne faut pas compter pour établir une situation fixe sur une jurisprudence qui peut varier du jour au lendemain (1).

Le texte définitif de la loi a fait disparaître cette lacune en instituant la légitimation non seulement des enfants adultérins mais des enfants issus de ce qu'on appelle un « inceste de droit civil », c'est-à-dire de relations entre deux personnes qui auraient pu se marier en obtenant des dispenses de parenté ou d'alliance.

Quant aux enfants adultérins, nous constaterons plus

(1) « Ils (MM. Violette et Steeg) ne s'occupaient pas, dit M. Taudière, des enfants incestueux suffisamment protégés à leurs yeux par une jurisprudence qu'ils jugeaient définitivement acquise. Le procédé est déplorable comme système législatif et fort dangereux pratiquement, puisqu'une jurisprudence peut toujours se modifier, surtout si elle est contraire à un texte de loi formel et dans l'espèce, c'eût été un argument bien fort en faveur d'un changement que le fait par le législateur, en 1907, d'avoir corrigé l'ancien texte, au profit des enfants adultérins, en laissant les enfants incestueux seuls désormais dans l'exception. » Taudière, p. 589.

tard la classification arbitraire qu'en a faite la loi de 1907.

Au point de vue social cette loi porte une grave atteinte à l'unité de la famille.

Voilà une femme qui a des enfants de son mari et de son amant. — Le fruit de ses relations adultères est désavoué par le mari.

Après un divorce, en se mariant avec son complice, elle fera une situation identique aux enfants nés de son mariage et à celui dont la naissance est la plus grave atteinte qui puisse être portée au foyer conjugal.

Elle aurait pu être retenue par l'inégalité de situation faite à l'enfant adultérin et aux enfants légitimes. — Elle ne sera plus retenue du tout !

Or, la famille doit-elle être l'accident d'un jour, ou doit-elle créer entre ses divers membres un lien perpétuel et indissoluble ?

C'est le problème qui sépare actuellement les novateurs et les hommes de la tradition.

Pour nous, nous sommes d'avis que pour que la famille soit apte à remplir son rôle social, il ne faut pas qu'on touche à sa stabilité ; il ne faut pas qu'elle puisse se disloquer à chaque génération ; n'est ce pas ce qui arrive lorsqu'en dehors du mariage des enfants peuvent se rattacher à l'un ou à l'autre de leurs parents par un lien aussi étroit que celui qui unit entre eux les membres de la parenté légitime ?

« La principale source du bien se trouve dans certaines

familles soumises par leur tradition à la sévère discipline du respect et du travail. L'harmonie se conserve parmi elles, avec la connaissance de Dieu et de l'ordre moral, sous la direction du père et de la mère, c'est-à-dire du double pouvoir institué par le décalogue » (1).

Il faut, en effet, élever ses regards jusqu'au caractère religieux de la famille, caractère qui s'est manifesté dans tous les temps, mais auquel le Christianisme a donné une pureté inconnue jusqu'alors. — A ce propos il faut remarquer que le caractère religieux de la famille a été une des causes des attaques qu'on a dirigées contre elle.

L'indissolubilité du mariage a été proclamée par le Christ dans l'Évangile même.

Le Christianisme a fait du mariage un sacrement qui embrasse à la fois les fins naturelles (perpétuation de la race humaine) et les fins surnaturelles du mariage (sanctification des époux et des enfants).

« Les fils doivent obéissance à leurs parents, à la mère et au père un égal honneur. Le but supérieur, en vue duquel l'homme et la femme s'unissent, consiste à donner des membres à l'Église, à susciter de nouveaux enfants de Dieu. La fin qu'ils procurent les dépasse infiniment, et cette fin ne peut être obtenue que par la libre volonté de leurs enfants. Le ^{*}but principal du mariage, c'est l'enfant, sa naissance, son éducation. L'enfant n'est pas un moyen ; il

(1) Le Play, *L'organisation de la famille*, p. 7.

est ici une véritable fin. C'est là ce qui fait l'originalité de la conception chrétienne du mariage, et c'est de ce caractère que découle la haute moralité du mariage chrétien ainsi que la dignité que la femme y a trouvée » (1).

On essaierait en vain de détruire la famille, si l'on ne détruisait la religion. C'est là une constatation de fait : ainsi, durant la Révolution, les Assemblées, en même temps qu'elles faisaient les lois contre la famille — loi de 1792 contre l'indissolubilité du mariage ; — loi de Brumaire, an II, contre les privilèges de la filtration légitime — en édictaient d'autres contre la religion catholique, et aboutissaient au culte de la déesse Raison.

On ne peut se faire une idée de la démoralisation dont cette législation nouvelle fut le point de départ ; le nombre des divorces surpassant celui des mariages, le flot des naissances illégitimes montant toujours.

Dès 1795, d'anciens partisans de la législation novatrice jetaient un cri d'alarme, et on les trouve comme Mailhe, au moment de la discussion du Code Civil, évoquant la menace d'une désorganisation dont ils portent plus ou moins la responsabilité.

Le Code Civil entreprit de consolider cette société croulante. Il nous a donné trois quarts de siècle de stabilité, de moralité *suffisante* (nous ne voulons rien dire de plus, les lois positives sont toujours très faibles contre le débordement).

(1) Fonsegrive, *Mariage et Union libre*, p. 74.

dement des passions). Aujourd'hui on imagine de nous faire retourner aux expériences de 1792 et des années suivantes.

Sous prétexte qu'elle est centenaire, l'œuvre des législateurs de 1803 est considérée comme ayant fait son temps et n'étant plus au courant des besoins et des aspirations de la société moderne. Nous sommes de ceux qui pensent que nos contemporains ne tarderont pas à recueillir les fruits amers de ces réformes qui ont si peu réussi à nos aïeux.

DIVISION

Nous allons tout d'abord dans un exposé historique, montrer l'évolution accomplie en matière de légitimation depuis les premiers siècles de l'histoire jusqu'en 1803. — Nous nous sommes cependant bornés à ne faire qu'une rapide ébauche des principes admis par le droit romain et par notre ancien droit.

Dans une seconde partie nous exposerons les dispositions contenues dans notre Code civil relativement à la filiation incestueuse ou adultérine.

Dans la troisième partie nous examinerons la loi de 1907 et les nouvelles lois en projet.

Dans notre quatrième partie nous discuterons le projet de réforme présenté par la Commission de la Société d'Études législatives au mois de mars dernier.

Notre cinquième titre sera consacré à l'étude de la législation actuelle des divers pays d'Europe en ce qui concerne la matière qui nous intéresse.

nombreuses — si ce n'est plus — que de nos jours, car les mœurs étaient fort lâches, et l'on se montrait indulgent pour les unions irrégulières.

Sous l'influence du christianisme, la loi, voulant favoriser les mariages légitimes, va frapper de déchéance les enfants illégitimes.

Nous allons successivement étudier ces deux périodes.

I

Période païenne

Nous n'avons guère de textes pour nous renseigner sur la situation des enfants nés hors du mariage ; celle-ci peut toutefois se déduire de la constitution de la famille.

Il n'existe alors qu'une seule paternité, la paternité légitime : tout enfant né hors mariage est un enfant sans père, et, s'il naît d'une femme libre, il jouira à sa naissance de toutes les prérogatives d'un *sui juris*, d'un *paterfamilias*.

On ne connaît alors, en effet, qu'un seul lien de parenté : c'est l'agnation.

Il est donc facile de comprendre que toute filiation naturelle, sans qu'il y ait lieu de faire une différence entre les fruits du concubinage et ceux de l'inceste, ne donne pas accès dans la famille. Vis-à-vis de son père, l'enfant naturel demeure un étranger ; il n'a aucun droit

ni aucun devoir ; le père peut le laisser traîner une vie misérable, tout comme il lui est loisible de le combler de prodigalités.

Quelle était la situation des enfants adultérins ou incestueux au regard de la loi ?

Nous croyons, avec M. Girard, que tous les droits et devoirs reconnus entre la mère et l'enfant par la doctrine, par le préteur, par les sénatus-consultes et par les constitutions des empereurs païens, se produisaient aussi bien au regard des enfants adultérins ou incestueux qu'en ce qui concerne les enfants issus d'un concubinat et les *vulgo concepti*.

« La base est toujours la même, la parenté naturelle attestée par le fait matériel de l'accouchement qui est toujours également certain, que la mère soit une femme mariée, une concubine, ou une prostituée. » (1)

Mater semper certa est etiam si vulgo conceperit. (2)

Il ne semble pas que le sénatus-consulte Tertullien (rendu sous Hadrien), qui appelle la mère à la succession légitime des enfants, et le sénatus-consulte Orphitien (rendu sous Marc-Aurèle), qui appelle les enfants à la succession de leur mère, aient fait une distinction à cet égard.

« Ils admettent pour la première fois à l'hérédité civile

(1) Girard, *Manuel*, p. 175.

(2) *Digeste, de in jus vocando*, l. 3 (Paul.)

nombreuses — si ce n'est plus — que de nos jours, car les mœurs étaient fort lâches, et l'on se montrait indulgent pour les unions irrégulières.

Sous l'influence du christianisme, la loi, voulant favoriser les mariages légitimes, va frapper de déchéance les enfants illégitimes.

Nous allons successivement étudier ces deux périodes.

I

Période païenne

Nous n'avons guère de textes pour nous renseigner sur la situation des enfants nés hors du mariage; celle-ci peut toutefois se déduire de la constitution de la famille.

Il n'existe alors qu'une seule paternité, la paternité légitime : tout enfant né hors mariage est un enfant sans père, et, s'il naît d'une femme libre, il jouira à sa naissance de toutes les prérogatives d'un *sui juris*, d'un *paterfamilias*.

On ne connaît alors, en effet, qu'un seul lien de parenté : c'est l'agnation.

Il est donc facile de comprendre que toute filiation naturelle, sans qu'il y ait lieu de faire une différence entre les fruits du concubinage et ceux de l'inceste, ne donne pas accès dans la famille. Vis-à-vis de son père, l'enfant naturel demeure un étranger; il n'a aucun droit

ni aucun devoir ; le père peut le laisser traîner une vie misérable, tout comme il lui est loisible de le combler de prodigalités.

Quelle était la situation des enfants adultérins ou incestueux au regard de la loi ?

Nous croyons, avec M. Girard, que tous les droits et devoirs reconnus entre la mère et l'enfant par la doctrine, par le préteur, par les sénatus-consultes et par les constitutions des empereurs païens, se produisaient aussi bien au regard des enfants adultérins ou incestueux qu'en ce qui concerne les enfants issus d'un concubinat et les *vulgo concepti*.

« La base est toujours la même, la parenté naturelle attestée par le fait matériel de l'accouchement qui est toujours également certain, que la mère soit une femme mariée, une concubine, ou une prostituée. » (1)

Mater semper certa est etiam si vulgo conceperit. (2)

Il ne semble pas que le sénatus-consulte Tertullien (rendu sous Hadrien), qui appelle la mère à la succession légitime des enfants, et le sénatus-consulte Orphitien (rendu sous Marc-Aurèle), qui appelle les enfants à la succession de leur mère, aient fait une distinction à cet égard.

« Ils admettent pour la première fois à l'hérédité civile

(1) Girard, *Manuel*, p. 175.

(2) *Digeste, de in jus vocando*, l. 5 (Paul.)

ab intestat des personnes qui n'appartiennent pas à la famille du *de cujus*, même des parents nés hors mariage, puisque le lien entre la mère et l'enfant est indépendant du mariage. » (1)

Nous ne croyons donc pas, contrairement à ce qui a été affirmé quelquefois, que, au regard de leur mère, à l'époque classique, les enfants incestueux ou adultérins aient été traités autrement que les autres enfants naturels. (2)

II

Période chrétienne

L'Église voulut naturellement favoriser le mariage, et stigmatiser les enfants nés d'unions illicites. Elle pensait empêcher la fréquence de ces unions en frappant les parents dans leurs enfants. Justinien alla jusqu'à interdire qu'on leur donnât des aliments.

Ce n'est qu'au Bas-Empire qu'apparut la légitimation, instituée pour faciliter au père le moyen d'acquérir la puissance paternelle sur ses enfants naturels.

Justinien, en 529, accorda la légitimation même si le père avait des enfants légitimes, mais seulement en faveur des *liberi* nés d'un concubinat ; ni les enfants incestueux,

(1) Girard, *Manuel*, p. 822.

(2) Cuq., *op. cit.*, t. II, p. 613-614.

ni les enfants adultérins ne pouvaient bénéficier de cette institution. (1)

Nous voyons donc apparaître à ce moment avec netteté la distinction entre les enfants nés d'un commerce coupable, et ceux qui étaient issus de personnes *quorum matrimonium minime legibus interdictum fuerat*.

Il existait deux autres modes de légitimation : la légitimation par oblation à la curie, et la légitimation par rescrit du prince.

On peut se demander si la distinction entre les enfants naturels simples et les enfants incestueux ou adultérins leur était applicable. Il n'y a pas de texte qui donne sur ce point des renseignements positifs ; mais il est permis de supposer que la dureté du droit byzantin envers les enfants issus de relations coupables devait fermer à ces derniers l'accès de cette espèce de réhabilitation (2)

(1) Nov. 74, cap. 5.

(2) Conf. Cuq., *Institutions*, t. II, p 815.

CHAPITRE II

DROIT CANON

Le droit canonique, bien que suivant de très près la législation romaine -- en ce qui concerne les enfants illégitimes -- pour définir la légitimité et l'illégitimité, se montra moins rigoureux envers les bâtards.

★
* *

Le droit canonique reconnut deux modes de légitimation :

- 1) La légitimation par mariage subséquent ;
- 2) La légitimation par rescrit du pape.

I. — *Légitimation par mariage subséquent.* — Les enfants adultérins et incestueux s'en virent encore refuser le bénéfice, car ce bénéfice ne pouvait profiter à l'enfant que *si le mariage de ses parents était possible au moment de sa naissance.*

« C'était la conséquence d'un principe général sur la manière dont opéraient les fictions. On tenait, en effet,

que, pour rétroagir un acte de droit, il fallait que cet acte eût été possible à deux moments : au moment où il se produisait réellement et au moment où on le supposait déjà fictivement accompli. » (1)

II. — *Légitimation par rescrit du pape.* — Elle s'appliqua à tous les enfants illégitimes sans distinction aucune.

Le Pape avait plein pouvoir. C'est ainsi qu'en 1201, Innocent III légitiba les enfants adultérins de Philippe-Auguste et d'Agnès de Méranie. (Pourquoi le roi ne l'a-t-il pas fait lui-même, puisqu'il en avait le droit comme souverain ? — Probablement par scrupule ; ou pour sauver les apparences...)

Peu à peu — vers les xv^e et xvi^e siècles — les Parlements trouvèrent que les papes abusaient trop de leur pouvoir, et ils s'efforcèrent de réduire cette faculté de légitimation aux seuls effets spirituels.

(1) Esmein, *Le mariage en droit canonique*, II, p. 42.

CHAPITRE III

ANCIEN DROIT FRANÇAIS.

L'enfant illégitime est encore mal partagé.

Il est serf; et le droit de protection qu'exerce sur lui le pouvoir royal devient pour les nobles qui l'usurpent un droit à l'oppression.

Cependant, petit à petit, son sort devient meilleur. Au ^{xiii}^e siècle, les enfants naturels, en acquérant des terres de franchise, ou par d'autres moyens, parviennent à la liberté. Et les incapacités allèrent en diminuant tant au point de vue du droit public que du droit privé (1).

*
* *

Il existait alors deux sortes de légitimation :

- 1) La légitimation par rescrit du prince.
- 2) La légitimation par mariage subséquent.

I. *Légitimation par rescrit du prince.* — Grâce à elle les

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, VII, p. 98.

enfants adultérins ou incestueux pouvaient voir effacer leur tache d'origine.

Le roi délivrait des lettres de légitimation à qui bon lui semblait. Personne ne pouvait lui demander compte de sa conduite. D'après Papon, la première de ces légitimations remonterait à 1551. « Plusieurs s'esbahirent, dit-il, pour le mauvais exemple qui en sort à raison de l'adultère partout et toujours odieux » (1).

Le roi usa souvent de ce procédé dans l'intérêt de ses propres enfants irréguliers, même adultérins.

C'est ainsi qu'Henri IV faisait élever ensemble ses enfants légitimes et ses enfants adultérins, comme nous l'a montré récemment d'une façon savoureuse M. Émile Moreau, dans sa pièce *Madame Margot*.

Henri IV légitiba aussi le fils adultérin qu'il avait eu de Gabrielle d'Estrées (2).

Souvent le rescrit ne mentionnait que le nom d'un seul des parents, généralement le père ; ce fut la méthode employée par Louis XIV, lorsqu'il légitiba les enfants qu'il avait eus de M^{me} de Montespan.

Cette légitimation avait uniquement pour but et pour effet de relever les bâtards de certaines incapacités de droit public : *valebat ad honores, non ad successiones*. Pour qu'elle valût quant à la succession, il fallait le consente-

(1) Papon, *Recueil d'arrêts notables*, Lyon, 1568, III, 8.

(2) Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, XV, p. 97.

ment des héritiers présomptifs de celui qui légitimait l'enfant. On avait recours à ce mode de légitimation principalement lorsque le mariage était impossible par suite du décès de la mère survenu au moment de l'accouchement (1).

Remarquons qu'à cette époque ni la reconnaissance, ni l'adoption n'étaient possibles vis-à-vis des bâtards.

II. *Légitimation par mariage subséquent*. — Cette légitimation était interdite aux enfants adultérins, car les Parlements, en France, ne l'accordaient que quand les père et mère de l'enfant auraient pu se marier à l'époque de sa naissance.

Pour les enfants incestueux, des controverses s'élevèrent.

Certains auteurs (2) soutinrent que la dispense accordée aux parents de l'enfant pour contracter mariage effaçait l'empêchement de parenté, et purgeait le vice d'inceste. Elle prouvait ainsi que le mariage était possible au moment de la naissance de l'enfant, et produisait sa légitimation *ipso facto*.

En disant que la dispense anéantissait le passé et faisait disparaître par son effet rétroactif le caractère incestueux

(1) Conf. Observation de M. Lefebvre à la Société d'études législatives, *Bulletin*, 1910, p. 162-163.

(2) Pothier, *Successions*, chap. I, sect. II, art 3, § 5.

Bourjon, *Dr. com. de la France*, l. I, III, chap. VI, sect. II, n° 19.

du commerce des parents, ces auteurs ont fait une confusion.

Le droit canonique connaissait deux sortes de dispenses : l'une, simple, ne produisait d'effet que du jour du mariage, et pour l'avenir seulement ; l'autre, la dispense *in radice* effaçait l'empêchement jusque dans le passé (1).

La seconde, seule, conférait la légitimation, mais une condition fut toujours nécessaire à son obtention : c'était un mariage de fait, nul en droit, mais existant en la forme.

*
* *

Notons, pour terminer, que le pape appliquait souvent la légitimation par rescrit même aux enfants adultérins ou incestueux. Mais peu à peu on se demanda s'il avait ainsi le droit de relever les sujets du roi de certaines incapacités, et on regarda comme nulle la clause de légitimation : sa force fut restreinte aux effets spirituels, ainsi que nous l'avons déjà remarqué tout à l'heure.

Les Parlements ne pouvaient tout de même pas refuser catégoriquement la légitimation des enfants incestueux ; aussi se basèrent-ils sur la distinction tirée de la procédure d'obtention de la dispense. S'il suffisait de demander la dispense pour l'obtenir, les Parlements décidaient que les relations en dehors du mariage n'avaient pas entraîné l'inceste. Si la dispense n'était accordée que *cognita causa*,

(1) Esmein, *Le mariage en droit canonique*, II, p. 366.

on jugeait que les parents avaient entretenu des relations incestueuses, et dès lors la légitimation de l'enfant n'était pas possible.

C'est ainsi que le Parlement de Paris, dans certains arrêts admit la légitimation d'enfants nés antérieurement de cousin et cousine germaine, et la refusa à des enfants d'oncle et de nièce, de beau-frère et de belle-sœur (1).

Ainsi s'établissait dans notre ancien droit la distinction renouvelée par notre jurisprudence contemporaine entre les enfants nés d'un *inceste du droit des gens*, et ceux qui sont issus de ce qu'on appelle aujourd'hui un *inceste de droit civil*.

Impitoyable fut donc sous l'ancien Régime — sauf la faveur accordée par les rois à leurs bâtards qui ne constituait qu'une injustice de plus — la sévérité de traitement imposée aux enfants incestueux ou adultérins.

Au nom de l'intérêt général, l'arbitraire des lois positives consacra une inégalité voisine de l'opprobre, inégalité que la Révolution, avec ses principes humanitaires, allait fortement combattre, mais qui reparut, comme nous le verrons, sous l'Empire du Code.

(1) Arrêts des 12 mai 1665, *Journal des Audiences*, l. VII, chap. XIX, p. 1.665, II. — 20 août 1711, Bourjon, *Dr. com. de la France*, l. I, III, chap. VI, sect. II, n° 19. — 11 décembre 1664, *Journal des Audiences*, l. VI, chap. LVIII, p. 766.

CHAPITRE IV

DROIT RÉVOLUTIONNAIRE

Déjà en 1789 les cahiers des États généraux signalaient l'infériorité de condition des enfants nés hors mariage ; mais ces récriminations étaient formulées d'une façon timide. Les enfants naturels n'ont dû qu'à l'abolition des droits féodaux décrétée le 4 août, d'être relevés indirectement des déchéances dont ils étaient frappés en droit public.

La situation des enfants illégitimes fut réglée par les lois du 4 juin 1793 et du 12 brumaire an II.

C'est la Constituante qui affirma l'égalité entre tous les enfants. « Les hommes naissent libres et égaux », portait la Déclaration des Droits de l'homme. Il fallait appliquer dans la famille aussi bien que dans la société les principes proclamés par la Révolution.

*
* *

La loi du 4 juin 1793 ne fit que poser le principe de l'existence de droits successifs au profit des enfants illégi-

times ; son article unique était ainsi rédigé : « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, constitué le 7 mars 1793 pour élaborer un projet de décret sur les enfants naturels, décrète que les enfants nés hors mariage succèdent à leurs père et mère dans la forme qui sera déterminée (1). »

Le rapport de Cambacérès était ainsi conçu : « Je ne crains pas de vous proposer de placer dans la famille les enfants nés de personnes libres presque au même rang que les enfants légitimes, sauf quelques différences en faveur de ceux-ci et uniquement dans la vue de favoriser l'institution du mariage (2). »

Comme Cambacérès ne parlait que des enfants naturels « nés de personnes libres », on s'est demandé s'il comprenait dans ces termes la filiation incestueuse ou adultérine, ou s'il l'excluait.

Mais une lettre de lui nous révèle sa pensée. Elle fut écrite à un père qui désirait que son fils adultérin fût traité — pour sa succession — sur le même pied que son fils légitime.

Voici cette lettre :

« Citoyen, le suffrage des hommes de bien est la plus douce récompense de ceux qui se dévouent au service de de leur pays. J'attache un prix infini aux applaudissements

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1789-1830, p. 232.

(2) S. 1789-1830, p. 231.

que vous donnez à mon rapport sur les enfants naturels et au décret qui en a été la suite. Le principe est consacré et c'est déjà un grand pas. Les articles de développement et de détail ne tarderont pas à occuper l'attention du comité et celle de la convention nationale. Je félicite le jeune citoyen qui vous doit le jour de n'être pas la victime de nos vieilles erreurs et de nos atroces préjugés (1) ».

Allait-on se contenter de rapprocher la situation des enfants illégitimes de celle des enfants légitimes ? — Irait-on jusqu'à l'identité de droits ? — Les enfants adultérins seraient-ils traités comme les enfants naturels simples ?

Ces diverses questions furent réglées par la loi du 12 brumaire an II (2 novembre 1793) (2).

Aux termes de l'article 2 de cette loi « les droits de successibilité des enfants illégitimes sont les mêmes que ceux des autres enfants. »

Et, comme les législateurs révolutionnaires n'ont point en général horreur de la rétroactivité, la loi devait produire effet à dater du 14 juillet 1789. De là des restitutions à effectuer par les parents qui avaient recueilli des successions au détriment des bâtards du *de cujus*. La loi déclarait à cette occasion que les enfants illégitimes reprendraient les biens dans l'état où ils se trouveraient au moment de sa

(1) Sagnac, *Législation civile de la Révolution française, La propriété et la famille*, 1789-1804, Paris, 1899.

(2) Sirey, *Lois annotées*, 1789-1830, p. 271.

promulgation, que les fruits en seraient acquis à ceux qui les avaient possédés de bonne foi ; enfin que la restitution des successions recueillies depuis le 14 juillet 1789 au détriment des enfants illégitimes ne serait effectuée que sous déduction d'un sixième au profit des héritiers dépossédés. Les enfants naturels n'étaient appelés dans le passé qu'à la succession de leurs père et mère, mais il n'en était pas de même pour l'avenir. L'article 9 de la loi dispose que « à compter de ce jour il y aura successibilité réciproque entre les enfants nés hors mariage et leurs collatéraux, à défaut d'héritiers directs ».

C'est donc l'assimilation complète, l'introduction de l'enfant illégitime tant dans la parenté maternelle à laquelle il appartient d'une façon certaine, que dans la parenté paternelle présumée à laquelle il pourrait bien ne pas appartenir du tout.

Ces dispositions si larges de la loi du 12 Brumaire an II profitaient-elles à tous les enfants naturels sans distinction ?

Cambacérès — ainsi que nous venons de le voir — l'aurait voulu : « Tous les enfants indistinctement, dit-il dans son rapport, ont le droit de succéder à ceux qui leur ont donné l'existence. Dans un gouvernement basé sur la liberté, les individus ne peuvent être victimes des fautes de leur père. L'exhérédation est la peine des grands crimes ; l'enfant qui naît n'en a pas commis, et si le mariage est une institution précieuse, son empire ne peut

s'étendre jusqu'à la destruction de l'homme et des droits du citoyen. »

Mais Cambacérès fut obligé de renoncer à cette opinion pour épouser celle du comité dont-il était le rapporteur : la rédaction de la loi de Brumaire n'allait pas être aussi radicale.

Occupons-nous d'abord des enfants incestueux.

Quelle était leur situation ?

La loi de Brumaire n'en parle pas, et tout le temps de la Révolution ce silence persistera.

Que faut-il en conclure ?

Qu'ils étaient — croyons-nous — assimilés aux enfants naturels en général. D'autant que la seule exception qui se trouve dans la loi concerne — ainsi que nous allons le voir — les enfants adultérins ; l'article 13 refuse, en effet, d'assimiler aux enfants légitimes ceux qui naissent « de parents engagés dans les liens du mariage » ; c'est-à-dire que par opposition à la filiation adultérine, les enfants incestueux succéderont, eux, à leurs parents, tout comme les enfants légitimes.

Et c'est pourquoi nous nous sommes étendus un peu longuement sur la condition des enfants naturels en général.

Quant aux enfants adultérins, leur situation est visée par l'article 13 : « Sont exceptés ceux de ces enfants dont le père ou la mère était, lors de leur naissance, engagé dans les liens du mariage. Il leur sera seulement accordé,

à titre d'aliments, le tiers en propriété de la portion à laquelle ils auraient droit s'ils étaient nés dans le mariage (1). »

(Nous voyons ainsi apparaître, au profit des enfants adultérins, une disposition que le Code de 1803 retiendra au profit des enfants naturels simples.)

Ainsi un régime de défaveur est appliqué aux enfants adultérins.

Nous devons remarquer que l'article 14 ne considère pas, il est vrai, comme adultérins les enfants nés de personnes séparées de corps par jugement ou acte authentique « pourvu que leur naissance soit postérieure à la demande de séparation. »

L'article 13 est précédé d'articles qui s'occupent des moyens de prouver la filiation. Serait-ce donc que les enfants adultérins, non seulement n'ont pas droit aux successions, mais ne peuvent pas non plus prouver leur filiation, ne peuvent pas établir les liens qui les unissent à leurs parents ?

Nous ne le pensons pas, car il n'existe aucune disposition expresse édictant cette impossibilité.

D'ailleurs la jurisprudence — bien qu'elle ne se soit pas montrée très explicite sur les modes de preuve de la filiation adultérine — corrobore cette opinion.

(1) Voir ce texte dans Duverger, 1792 et an II.

Un arrêt de la Cour de Grenoble du 5 août 1829 déclare que l'aveu de la paternité adultérine antérieure à la loi du 12 Brumaire donnait droit à des aliments sur la succession du père, bien que celui-ci ne fût décédé que depuis cette loi, l'article 10, qui renvoie les enfants naturels au Code, ne leur ayant nullement enlevé le droit aux aliments qui était pour eux le résultat d'une pareille reconnaissance (1).

Et la Cour de Paris, par un arrêt du 22 mars 1828, décide que la reconnaissance d'un enfant adultérin donne à l'enfant le droit de réclamer des aliments (2).

Donc la loi du 12 Brumaire, an II, permettait la reconnaissance des enfants adultérins, tout aussi bien que celle des enfants naturels simples, et implicitement celle des enfants incestueux.

Mais le législateur de l'an II ne s'était pas occupé de la légitimation. Il était d'ailleurs superflu de l'organiser, puisque l'enfant naturel prenait place dans la famille et jouissait ainsi d'une sorte de légitimation.

L'on peut penser qu'il n'avait pas voulu changer les dispositions de l'ancien droit à ce sujet, et que les mariages ayant eu lieu avant la rédaction du Code, non précédés ou accompagnés d'une reconnaissance authentique, conféraient la légitimation.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 5 mai 1836 jugea,

(1) S. 33, 1, 138.

(2) S. 28, 2, 60.

en effet, « que si l'on consulte l'esprit de la loi de Brumaire, il est impossible de présumer que le législateur, dont les dispositions étaient si favorables aux enfants naturels, ait voulu entraver leur légitimation ; qu'il eût été à la fois contraire à la justice, à la raison et à la morale, d'obliger les père et mère à ne pas se marier et que c'eût été les en empêcher que de les laisser dans l'incertitude (1). »

Nous appliquerons ce principe à la filiation incestueuse et adultérine. Pour déterminer l'effet de cette légitimation, il faut consulter la définition de l'adultère et de l'inceste donnée par la législation existante au moment de l'union des parents. La légitimation sera valable même si la naissance des enfants a eu lieu en un temps où le père ne pouvait pas se marier.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Cassation du 22 janvier 1812 décide qu'un enfant né avant la Révolution d'un prêtre et d'une femme laïque, n'est pas adultérin ou incestueux, et a pu être légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère qui a eu lieu valablement en l'an II (2).

*
* *

En résumé, la loi de Brumaire avait traité sur le même pied les enfants légitimes et les enfants naturels, à l'ex-

(1) S. 36, 1, 374.

(2) S. 12, 1, 12.

ception des enfants adultérins. Elle les appelait également aux successions de leurs parents; elle inaugurait en faveur des enfants naturels et de leurs descendants le droit de représentation qu'on ne reconnaissait jusque-là qu'aux enfants légitimes.

Par contre la loi du 12 Brumaire an II abolit pour l'avenir toute recherche de la paternité.

Malgré tout, le changement était profond; et toutes ces dispositions faisaient partie d'un système avoué de désorganisation de la famille, bien qu'à première vue elles produisent une impression favorable, grâce à leur esprit de justice.

L'enfant légitime ne pouvait pas voir sans irritation l'enfant naturel prendre place au foyer de la famille et détruire jusque dans le passé les espérances que lui faisait concevoir l'héritage paternel qu'il faudrait partager.

Peu à peu des idées plus saines et plus modérées se firent jour, et on s'aperçut des énormes inconvénients que suscitait ce rapprochement des filiations naturelle et légitime.

Le Code civil prit, pour base de ses dispositions l'établissement d'un moyen terme entre les rigueurs exagérées de l'ancien droit et la faveur, dangereuse pour la famille, que les lois révolutionnaires avaient accordée aux enfants nés en dehors d'elle. Il établit d'autre part une distinction entre les enfants naturels simples et les enfants incestueux ou adultérins.

Le législateur de 1803 par réaction contre le décret de Brumaire, a sacrifié l'intérêt de l'enfant à celui de la société, et s'est montré particulièrement sévère pour la filiation incestueuse ou adultérine qu'il laissa dans une position d'autant plus critique qu'elle est immuable. Bien que soumis, en effet, à une situation inférieure, l'enfant naturel simple, lui, retrouvera son milieu social et fera disparaître l'irrégularité de sa naissance en obtenant le bénéfice de la légitimation.

Au contraire, l'enfant incestueux ou adultérin ne pourra pas se réhabiliter. Pour lui le mal est irréparable, et ses parents ne pourront pas espérer régulariser la situation douloureuse qui pèse sur l'innocent issu de leurs relations coupables.

DEUXIÈME PARTIE

La filiation incestueuse ou adultérine sous le Code civil

CHAPITRE PREMIER

INTERDICTION DE LA PREUVE LÉGALE DE LA FILIATION INCESTUEUSE OU ADULTÉRINE

Avant tout il faut définir la filiation incestueuse et la filiation adultérine.

Aux termes de l'article 335 du Code civil l'enfant incestueux ou adultérin est celui qui est né « d'un commerce incestueux ou adultérin. »

Or, l'état d'un enfant se détermine non au moment de sa naissance, mais à celui de sa conception.

D'ailleurs cela s'impose entre notre matière. Qu'est-ce, en effet, que l'enfant incestueux ou adultérin ? C'est l'en-

fant qui est issu de relations coupables entre deux individus auxquels les rapports sexuels étaient interdits par leur parenté, leur alliance, ou la fidélité qu'ils devaient à un époux. C'est donc au moment de ces relations dont la culpabilité entache sa naissance qu'il faut se placer pour savoir si la tache s'imprime ou non sur l'enfant.

C'est donc en examinant la situation des parents au moment de la conception, que nous préciserons le caractère légitime, naturel, incestueux ou adultérin de la filiation (1).

La détermination de l'époque de la naissance est matériellement facile à faire d'une façon directe, soit à l'aide de l'acte de naissance, soit à l'aide du témoignage des personnes qui ont assisté à l'accouchement.

Il en est tout autrement de la conception dont l'œuvre est secrète : on ne peut montrer d'une façon précise à quel moment elle s'est produite,

Pour tourner la difficulté, le législateur a fixé les limites de la gestation la plus longue à 300 jours ou dix mois, et celles de la gestation la plus courte à 180 jours, ou six mois (article 312 du Code civil).

Ces bases avaient été adoptées par Hippocrate jadis ; Fourcroy les admettait à son tour en 1803 ; nous ne pouvons que nous incliner devant la concordance d'opinions

(1) Comp. Rapport Francastel à la société d'Études législatives. *Bulletin*, 1910, p. 127.

de deux savants séparés l'un de l'autre par un intervalle d'un peu plus de 2.000 ans.

Ainsi la conception d'un enfant peut se placer au plus tôt le 300^e jour, et au plus tard le 180^e jour avant sa naissance. Si pendant ce délai le mariage des père et mère présumés a existé, l'enfant a été conçu au cours du mariage; il est légitime.

La filiation naturelle est le lien qui existe entre un enfant et ses père et mère, lorsque ceux-ci n'étaient pas unis par le mariage au moment de la conception. Il semble cependant que le Code civil ne refuse pas le bénéfice de la légitimité à l'enfant qui, conçu avant le mariage, est né après la célébration. Mais c'est là une extension contestable et contestée; et l'on ne peut évidemment considérer l'enfant conçu avant le mariage et né après sa célébration comme un type véritable d'enfant légitime.

L'enfant naturel dont la conception n'est entachée ni d'inceste ni d'adultère, pourra par le mariage de ses auteurs bénéficier de la légitimation : on l'appelle « enfant naturel simple. »

La filiation est dite adultérine, lorsqu'elle est le fruit de l'adultère de l'un des parents, qui était marié avec une autre personne au moment de la conception de l'enfant.

La filiation naturelle est dite incestueuse, lorsqu'entre les père et mère existe un lien de parenté ou d'alliance qui serait un obstacle légal à leur mariage.

Ce lien, s'il s'agit de la parenté, qui est un rapport per-

manent, existera aussi bien à l'époque de la conception qu'à celle de la naissance ; s'il s'agit de l'alliance, il devra exister au moment de la conception.

Quant à l'enfant adultérin, l'adultérinité résulte de ce qu'au moment de sa conception, l'un de ses auteurs, ou chacun d'eux, était marié avec une personne autre que son concubin ; sans s'occuper du jour où fut faite la constatation de la filiation de l'enfant. On a, en effet, jugé qu'un enfant était adultérin bien que l'acte de naissance eût été dressé au temps où ses parents étaient libres, s'ils ne l'étaient pas au moment de sa conception (1).

Maintenant que nous avons brièvement défini ce que sont les enfants incestueux ou adultérins, il nous faut envisager à quelles conditions la filiation incestueuse ou adultérine est légalement constatée.

Le Code civil défend qu'on recherche l'origine des enfants, lorsque cette recherche révélerait une filiation incestueuse ou adultérine. Il fait cette défense à toutes personnes, à l'enfant, aux parents, à tous intéressés.

La recherche de la paternité incestueuse ou adultérine est formellement interdite et ne peut avoir lieu tant au profit de l'enfant que contre lui. La prohibition est d'ordre public.

La recherche de la maternité est elle-même prohibée chaque fois qu'elle aura pour effet de conduire à la cons-

(1) Angers, 13 août 1807, S. an XIII, 1808. 2, 165.

tatation d'une filiation incestueuse ou adultérine (art. 342).

Quant à l'article 335, il interdit la reconnaissance volontaire des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin.

(Remarquons en passant que cet article 335 ne se concilie guère avec l'article 762, qui donne à l'enfant incestueux ou adultérin un droit de créance alimentaire dans la succession de ses auteurs, puisqu'il lui refuse tous moyens de faire valoir ce droit. La loi, en effet, qualifie d'incestueuse ou adultérine la filiation qui légalement revêt ce caractère, et chaque fois que ce caractère apparaît, elle se refuse à le constater).

Les sanctions de la prohibition édictée par l'article 335 étaient au nombre de deux.

1° L'officier de l'état civil, ou plutôt l'officier public, puisque la reconnaissance peut être reçue par un notaire, devait refuser de dresser l'acte de reconnaissance lorsque le caractère incestueux ou adultérin de la filiation lui était connu ou ressortait des déclarations qui lui étaient faites.

2) La reconnaissance, d'autre part, était frappée de nullité. Si l'officier de l'état civil, soit par connivence avec les parties, soit par ignorance de la vérité, avait reçu la reconnaissance, cette reconnaissance était nulle dès qu'il était légalement établi que l'enfant était issu d'un commerce incestueux ou adultérin.

La reconnaissance en pareil cas ne produisait d'effet ni

contre l'enfant, ni en sa faveur. Elle ne pouvait être invoquée ni par lui ni contre lui.

En somme les dispositions rigoureuses qui viennent d'être citées ne produisaient que des effets pratiques très limités. Elles n'empêchaient, en effet, la reconnaissance que de la part de l'un des parents, excepté dans le cas où l'enfant était issu d'un commerce doublement adultérin ; si l'enfant était né des relations d'une personne mariée avec un autre que son conjoint, celui des deux concubins qui était libre le reconnaissait seul, et sa reconnaissance était valable.

Supposons, par exemple, un enfant né du commerce d'une femme mariée, séparée de droit ou simplement de fait, avec un célibataire ou un veuf, le père seul — et le fait s'est présenté bien souvent — le reconnaissait très valablement ; et comme la recherche de la maternité contre l'enfant n'est pas permise, le fruit du commerce adultérin bénéficiait de tous les avantages attachés à la qualité d'enfant naturel reconnu. Il est même arrivé fréquemment que la mère devenue libre par le décès de son mari ou par une conversion de la séparation de corps en divorce, se mariât avec son complice, et, par le moyen d'une adoption, assurât à l'enfant, par rapport à sa succession, des droits plus étendus que ceux qu'il avait sur celle de son père naturel (surtout avant la modification de l'article 908 du Code civil par la loi du 25 mars 1896).

Si l'autre parent le reconnaissait à son tour, cette recon-

naissance frappée de nullité par l'article 335, ne pouvait nuire à l'enfant dont la situation demeurerait intacte. Pour que la prohibition de l'article 335 annulât à la fois les deux reconnaissances, il faudrait supposer, comme le fait remarquer M. Planiol, qu'elles eussent été faites dans un seul et même acte (1).

Ces doubles reconnaissances simultanées ont toujours été rares. Mais il est arrivé souvent qu'un enfant, déjà reconnu, le fût à nouveau par un parent au degré prohibé de l'auteur de la reconnaissance, — qu'un enfant désavoué par le mari de la mère fit l'objet d'une reconnaissance par un célibataire, — ou qu'une femme attribuât la paternité de l'enfant dont elle était accouchée à un homme marié avec une autre femme.

Qu'a fait en pareil cas la jurisprudence ?

A cette déclaration complexe, elle a appliqué le principe de l'indivisibilité.

Le déclarant, disent les arrêts, avoue lui-même que l'enfant est adultérin ; il ne peut pas diviser son aveu. Dès lors la déclaration est frappée de nullité même en ce qui le concerne (2).

Cette théorie de l'indivisibilité de l'aveu a-t-elle un fondement juridique bien solide ? Y a-t-il vraiment aveu au sens légal du mot dans le fait d'attribuer soit la paternité,

(1) Planiol, t. I, n° 2868.

(2) Paris, 14 janvier 1864 (S. 64, 2-5). — Cass. 13 juin 1865. (S. 65, 1, 308), — Cass. 9 juillet 1879. (S. 80, 1, 241).

soit la maternité à un concubin, dont la situation aurait pour conséquence d'imprimer à la procréation de l'enfant un caractère incestueux ou adultérin? Et si l'on admet qu'il y eût là un aveu, cet aveu est-il indivisible?

Un demandeur qui n'entend faire que la preuve d'une maternité naturelle ne peut-il distinguer l'affirmation de cette maternité, d'une indication réputée non avenue et dont l'inexactitude (y aurait-il en droit comme en fait possibilité de la constater) ne conduirait nullement à démontrer que l'enfant n'a pas été mis au monde par la mère qui l'a déclaré?

La divisibilité ou l'indivisibilité de l'aveu dépend dans l'étude de cette question des règles générales concernant la filiation, et il n'y a pas indivisibilité dans la déclaration par laquelle une femme non mariée atteste d'une part qu'elle est mère d'un enfant, et désigne de l'autre le prétendu père.

N'y a-t-il pas quelque chose d'excessif à ne pas admettre la reconnaissance de la mère du fait que l'enfant est issu de ses entrailles, parce qu'il a plu à la femme auteur de la déclaration d'ajouter une mention qu'elle n'avait pas le droit d'y insérer, concernant une paternité dont la recherche est interdite?

Il nous semble donc que la jurisprudence a formulé une solution trop générale, et qu'il ne faut pas maintenir dans un aveu, sous prétexte qu'il est indivisible, des déclarations qui ne devraient pas y figurer.

Nous croyons donc que si le caractère incestueux ou adultérin de la filiation résulte de la mention dans un acte de reconnaissance d'une affirmation qui doit être absolument proscrite, il est excessif d'annuler la reconnaissance même, qui, si l'on efface la désignation intempêtive et illégale du concubin, ne constate qu'une filiation naturelle simple. (1)

Nous allons voir que l'attribution légale à un enfant de la qualité d'enfant incestueux ou adultérin était rare.

La situation des enfants adultérins ou incestueux, très peu nombreux au point de vue légal — quelle que pût être en réalité leur multiplicité — était donc moins préoccupante pour le législateur, que celle des enfants naturels simples dont le nombre est malheureusement considérable.

Aussi, est-il permis de croire que la sollicitude, qui s'attache à l'infortune de ces pauvres déshérités, et que nous n'avons nulle envie de leur marchander, a tenu moins de place dans la pensée de leurs défenseurs, que le souci de livrer un nouvel assaut à l'organisation de la famille.

En effet les cas où la filiation incestueuse ou adultérine se trouvait indirectement établie, étaient peu fréquents.

Les voici :

(1) Note de M. Lacointa sous Cass. 29 janvier 1883. (S. 1884, 1, 73).

I. — Un enfant prouvait par témoins sa filiation maternelle relativement à une femme mariée. Le mari de celle-ci pouvait à son tour — aux termes de l'article 325 — prouver que cet enfant n'était pas le sien, bien qu'il fût celui de son épouse.

Cela pouvait arriver soit que l'enfant ait été inscrit de père et mère inconnus; soit qu'il ait été inscrit sous de faux noms; soit qu'il n'eût ni acte de naissance, ni possession d'état, et cherchât à établir sa filiation par la preuve testimoniale. Dans tous ces cas l'enfant cherchera à prouver la maternité — parce qu'il ne peut pas rechercher la paternité —, et la maternité une fois démontrée, la paternité se trouvera démontrée elle-même par la présomption *pater is est*.

Deux cas peuvent se présenter : le mari aura été mis en cause, où il n'aura pas été partie à l'instance.

Dans la première hypothèse, ou bien le mari n'élève aucune protestation, et l'enfant sera légitime; où il réussit par tous les moyens de preuve à établir sa non-paternité; l'enfant sera alors adultérin. (1)

II. — L'enfant né d'un mariage contracté de mauvaise foi par les deux époux et annulé comme ayant été contracté entre parents ou alliés au degré où le mariage est interdit, sera légalement incestueux. (2)

(1) Cass. 14 février, t. 854, L. 54, 1, 225. — 9 mai 1864, S. 64, 1, 305, D. 64, 1, 409.

(2) Aubry et Rau, t, IV, p. 222, § 572. — Marcadé, sur l'art. 335,

Un mariage ainsi contracté de mauvaise foi, au mépris d'une première union non dissoute ou malgré un empêchement de parenté ou d'alliance, est nul de nullité absolue, et est censé n'avoir jamais existé, ni relativement aux époux, ni relativement aux enfants.

La décision judiciaire qui prononce la nullité démontrera le caractère incestueux ou adultérin de l'enfant né de pareilles unions.

III. — Un jugement passé en force de chose jugée peut admettre la preuve d'une telle filiation ou la tenir pour constante.

C'est du moins ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de Cassation du 12 décembre 1854 (1).

L'espèce jugée par la Cour était celle-ci :

Un sieur Georges Booth Barritt, anglais, établi en France avait laissé trois enfants dont une fille Georgina Lucilia Barritt, mariée à un sieur Mannoury.

Lorsque la dame Mannoury réclama ses droits dans la succession, la veuve de Barritt soutint que cette dame n'avait aucun droit à la succession de son père, étant enfant adultérin né alors que le sieur Barritt était engagé dans les liens d'un précédent mariage contracté à la Jamaïque avec une demoiselle Mariott.

n° 3. — Demolombe, t. V, n. 587. — *Contra* Valette sur Proudhon, t. II, p. 157.

(1) S. 1855, I, p. 593

La Cour de Caen déclara en effet que la dame Mannoury n'était qu'un enfant adultérin de Barritt, et par conséquent ne pouvait avoir droit qu'à des aliments.

Qu'avait fait la Cour de Caen? Une recherche de paternité, et de paternité adultérine. Or le jugement qui avait constaté cette paternité avait acquis l'autorité de la chose jugée.

Il s'agissait alors de savoir qui devait l'emporter, ou de la règle qui défend la recherche de la paternité adultérine, ou du principe de l'autorité et de l'indéfectibilité de la chose jugée.

C'est dans le sens de la règle « *res judicata pro veritate habetur* » que s'est prononcée la Cour de Cassation, qui déclara que la Cour de Caen avait pu proclamer la filiation adultérine de la dame Mannoury.

C'est une solution qui appelle quelques réserves. Car il n'est pas téméraire de considérer l'interdiction de la recherche de la paternité comme étant au premier chef une question de droit.

Néanmoins M. Aubry et Rau (1) et Demolombe (2) approuvent la décision de la Cour suprême.

C'est peut-être pousser bien loin la religion de la chose jugée.

IV. — L'enfant né d'un mariage contracté de mauvaise

(1) Aubry et Rau, t. IV, § 572, n. 12.

(2) Demolombe, t. V, § 587, n. 3.

foi par les deux époux et annulé pour bigamie sera légalement adultérin.

V. — Enfin l'enfant né plus de 180 jours après la célébration du mariage et désavoué par le mari est adultérin.

N'oublions pas qu'il y a deux variétés de désaveu suivant les circonstances qui entourent la conception de l'enfant.

1) Si l'enfant est conçu durant le cours d'un mariage dont les liens ne sont nullement relâchés, le mari est forcé d'établir à l'appui de sa demande certains faits limitativement déterminés. Ce n'est qu'au cas de recel par la mère de la naissance de l'enfant que le Code se montre moins sévère.

Si la naissance de l'enfant a été célée au mari, ce dernier peut invoquer tous les faits capables de prouver sa non-paternité.

Si la naissance de l'enfant n'a pas été cachée au mari, celui-ci ne peut invoquer que l'impossibilité physique de cohabiter qui peut provenir soit d'impuissance accidentelle, soit de l'éloignement (article 312 du Code civil.) (1)

2) Si l'enfant est conçu durant une séparation légale des époux (article 313), par exemple lorsque le devoir de cohabitation a cessé entre époux durant un procès en divorce ou en séparation de corps, à partir du jour où l'époux demandeur a reçu du président du tribunal

(1) Locré, VI, p. 290.

l'autorisation d'avoir un domicile distinct, et tant que le rejet de la demande ou la réconciliation des époux ne sont pas survenus, — le mari peut le désavouer.

Ce désaveu est péremptoire : il suffit que la conception se place durant le cours de la séparation légale ; et le mari obtient gain de cause.

Une controverse assez vive s'est élevée au sujet du caractère relatif ou absolu du jugement de désaveu.

Il est aujourd'hui généralement admis que l'action en désaveu intentée par le mari produit un effet absolu.

L'enfant, si le mari a gagné son procès, est-il légitime à l'égard de tout le monde ? Et pourquoi cela ?

C'est que, comme le dit très bien M. Planiol, en réservant l'action en désaveu à une personne unique, la loi a voulu permettre à celle-ci de substituer entièrement une situation nouvelle à celle qui résultait de la présomption légale.

Il est bon de remarquer que c'est là un effet exceptionnel qui ne se produit dans aucune autre question de filiation.

Il faut remarquer encore que quand l'action passe aux héritiers du mari après sa mort, ce résultat ne se produit que quand tous ont exercé l'action conjointement ; si quelques uns seulement ont agi, le jugement qu'ils ont obtenu ne peut pas profiter aux autres (1).

Tels sont les seuls cas où la qualité d'enfant incestueux ou adultérin était légalement attribuée à un enfant, sous

(1) Planiol, I, n. 2.805.

l'Empire du Code civil. En somme, en dehors du cas de désaveu, il fallait une véritable maladresse des parents pour l'en stigmatiser.

(Nous n'avons pas parlé du cas de désaveu de l'article 314, qui vise l'enfant né avant le cent-quatre-vingtième jour depuis la célébration du mariage, car, lorsque cet enfant est désavoué, il n'est jamais que naturel simple).

CHAPITRE II

SITUATION DES ENFANTS INCESTUEUX OU ADULTÉRINS

Nous venons de démontrer qu'il était assez rare que la filiation incestueuse ou adultérine fût légalement constatée. Mais nous avons vu qu'il pouvait cependant y avoir parfois des enfants incestueux ou adultérins.

Quelle sera donc leur situation au regard de la loi?

Il nous faut le reconnaître, ils sont traités assez durement par notre Code civil.

Pour bien saisir l'infériorité de condition de l'enfant incestueux ou adultérin, il faut envisager la place qu'il occupe dans sa famille, les obligations qui résultent de la paternité et de la filiation, ses droits sur la succession de ses parents.

L'enfant incestueux ou adultérin est *doté d'une condition déplorable* au point de vue de la famille (1).

En général la loi ne reconnaît aucun lien de parenté ou

(1) Pourtant il ne faut pas oublier qu'en se mariant il devient époux et père comme tout enfant légitime.

d'alliance entre les enfants incestueux ou adultérins d'une part, les auteurs de leur existence et les parents ou alliés de ces derniers d'autre part.

Ce principe est cependant soumis à des exceptions.

C'est ainsi qu'à tout âge ils doivent honneur et respect à leurs père et mère. C'est là une maxime absolue dont nul enfant, quel qu'il soit, ne saurait être affranchi, sans un véritable sacrilège, envers l'auteur de ses jours. En conséquence les dispositions législatives qui dérivent de cette règle posée par l'article 371 du Code civil (comme par exemple autrefois l'article 19 de la loi du 22 juillet 1867, sur la contrainte par corps) leur sont applicables. Et c'est pourquoi l'article 299 du Code pénal permet de les condamner comme parricides, s'ils tuent leur père ou leur mère.

Les enfants incestueux ou adultérins ont le droit de porter le nom de leur père, ou celui de leur mère, si leur filiation ne se trouve légalement constatée qu'à l'égard de cette dernière.

« Tous les motifs, dit Demolombe, par lesquels j'ai essayé d'établir cette proposition à l'égard de l'enfant naturel me paraissent ici applicables sans distinction (v. n° 543) (1), et je cherche en vain pourquoi l'auteur du

(1) Demolombe, t. V, n. 543 : « L'enfant naturel porte le nom de son père ou de sa mère..... Objectera-t on qu'aucun article du Code ne lui confère textuellement ce droit ? Cet argument n'est pas décisif ; car le silence du Code est le même à l'égard de l'enfant légi-

Traité de l'Adultere, (Bedel) enseigne que l'enfant adultérin ou incestueux peut bien porter le nom de sa mère, mais point le nom de son père. » (1)

Notons qu'un enfant incestueux ou adultérin n'est jamais sûr de conserver le nom qui lui a été attribué. Si le vice de sa conception est étalé au grand jour, la reconnaissance est déclarée nulle, et on lui retirera son nom, qu'il avait porté jusque là (2).

Les prohibitions et incapacités légales qui sont communes aux parents et alliés légitimes et illégitimes, s'appliquent aussi bien au cas où la filiation est incestueuse ou adultérine, qu'à celui où elle est simplement naturelle.

Telles sont les prohibitions de mariage prononcées par les articles 161 et 162 du Code Civil. (« En ligne directe,

time, qui, bien entendu, prend le nom de son père. Or il y a d'autant moins de raisons d'interpréter autrement ce silence à l'égard de l'enfant naturel, que la transmission du nom par l'effet de la reconnaissance est un fait consacré par les traditions anciennes, par nos mœurs actuelles, par la nécessité même. Notre ancienne jurisprudence, si sévère pourtant contre *les bâtards*, attachait cette conséquence à la preuve une fois acquise de la filiation illégitime; et un arrêt du Parlement de Paris du 18 juin 1707 jugea qu'elle s'appliquait à l'enfant adultérin. C'est encore ce qui se pratique aujourd'hui; et très souvent même la transmission du nom est un mobile plus ou moins déterminant de la reconnaissance. J'ajoute enfin que cela est, pour ainsi dire, une nécessité, car la transmission du nom est le moyen de distinguer et de reconnaître les rapports de filiation... »

(1) Demolombe, t. V, n. 596.

(2) Paris, 9 mai 1894. D., 95, 2, 272.

le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne. » « — En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels et les alliés au même degré. » (1)

(Cependant l'article 163 : « Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu » ne s'applique pas à l'enfant adultérin ou incestueux). (2)

La jurisprudence et la doctrine paraissent aussi être d'accord pour appliquer en matière de filiation incestueuse ou adultérine les articles 911 et 1.100 du Code civil :

« Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées. — Seront réputées personnes interposées les père et mère, les enfants et descendants et l'époux de la personne incapable. » (article 911) (3).

« Seront réputées faites à personnes interposées les donations de l'un des époux aux enfants ou à l'un des enfants de l'autre époux issus d'un autre mariage, et celles faites par le donateur aux parents dont l'autre époux sera héritier présomptif au jour de la donation, encore que ce

(1) Conf. Cass., 6 avril 1809 (S. et R. Chr.).

(2) Toullier, I, n. 538; — Maleville, I, p. 179; — Duranton, n. 172; — Laurent, II, n. 353.

(3) Cass., 13 juillet (S. et P. Chr.) Lyon, 25 mars 1835 (S., 85, 2, 241); — Toullier, V, n° 80; — Bayle-Monillard sur Grenier, I, n. 34, note e.

dernier n'ait point survécu à son parent donataire » (article 1.100).

« Que l'article 911, dit Demolombe, soit, à certains égards, applicable à l'enfant adultérin et incestueux, cela ne saurait être contesté. Ainsi ses enfants, son époux, doivent sans doute être considérés comme des personnes interposées à son égard. Mais il paraît plus difficile de comprendre comment la présomption légale d'interposition de personnes peut frapper la mère, en ce qui concerne les libéralités à elle faites par le père, ou réciproquement. Est-ce qu'en effet l'incapacité de recevoir n'est point toujours, pour l'enfant, aussi absolue à l'égard de de l'un qu'à l'égard de l'autre ? Est-ce que la difficulté de cette transmission frauduleuse n'est point aux yeux de la loi, la même des deux côtés ? » (1)

Le principe que l'enfant incestueux ou adultérin est étranger à la famille de ses père et mère fléchit encore en ce qui concerne les articles 268 et 283 du Code de procédure civile, 156 et 322 du Code d'instruction criminelle, relatifs aux témoignages, qui s'appliquent nettement en notre matière.

C'est à propos de l'article 322 du Code d'instruction criminelle, alors que son sens était, il est vrai, enfermé dans l'article 358 du Code des délits et peines du 3 Brumaire an IV, que la Cour de Cassation, par un arrêt du

(1) Demolombe, V, n. 600.

6 avril 1809, a jugé que l'enfant adultérin ne pouvait, comme allié du conjoint de sa mère, déposer en justice contre le mari de celle-ci accusé d'assassinat (1).

L'enfant n'a donc pour lui que ses auteurs, — et encore du rapport juridique qui existe entre eux et lui, n'a-t-il pour ainsi dire que les mauvais côtés.

Quelles sont les obligations qui résultent du fait de la paternité, celles qui incombent à la filiation incestueuse ou adultérine ? C'est le second point que nous allons étudier.

Les enfants incestueux ou adultérins n'ont droit, soit pendant leur minorité, soit après leur majorité, qu'à des aliments (article 762 du Code civil), car enfin les enfants adultérins n'en sont pas moins des hommes, et tout homme a le droit de recevoir au moins des aliments de ceux qui lui ont donné le jour (2).

Bien que l'article 762 ne mentionne pas que les enfants adultérins ou incestueux n'ont le droit de réclamer des aliments *que lorsqu'ils sont dans le besoin*, nous pensons que cette condition doit y être suppléée d'après les principes généraux sur la dette alimentaire ; et cela ressort d'ailleurs implicitement de l'article 764 (3).

Ces aliments sont dus par les père et mère de leur vivant, et ils forment, après leur décès, une dette de leur

(1) S., 1.809, p. 43 ; — Cass., 6 avril 1809, précité.)

(2) Siméon, *travaux préparatoires*, V. Locré, X, p. 294.

(3) Conf. Aubry et Rau, II, p. 225.

succession, qui ne peut être réclamée qu'à titre de créance; et non à titre de droit héréditaire (article 763).

L'article 764 porte que : « Lorsque le père ou la mère de l'enfant lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession » (1).

Peu importe le métier d'ailleurs (2). Il n'est pas nécessaire que l'éducation de l'enfant soit en rapport avec la situation de ses auteurs ; il suffit que le métier donné à l'enfant soit un gagne-pain (3).

(1) Demolombe, XIV, n. 427 ; — Laurent, IX, p. 172 ; Toulouse, 30 avril 1828, D., *Rép.*, n. 374.

(2) Aubry et Rau, IV, p. 225.

(3) Demolombe tente de justifier la disposition du Code : « Le législateur, dit-il, a particulièrement prévu le cas où l'on aura fait apprendre à l'enfant *un art mécanique*, c'est-à-dire un métier, sans doute parce que les père ou mère, afin de cacher leur propre honte, le font le plus ordinairement élever dans des conditions obscures, et aussi surtout peut-être *parce que ces sortes d'états sont ceux qui deviennent le plus vite lucratifs*, et qui procurent des salaires ou des gages au moyen desquels l'artisan et l'ouvrier peuvent promptement suffire à leurs besoins. Il est clair que l'enfant ne pourrait former aucune réclamation si son père ou sa mère lui avait fait apprendre une profession quelconque, industrielle ou libérale, comme s'il l'avait placé dans une maison de commerce, ou s'il l'avait mis en état de donner des leçons de langue, de dessin ou de musique, ou de devenir instituteur, avocat, médecin, etc..., de manière qu'il trouvât effectivement dans son état des moyens d'existence. Tandis que, au contraire, l'enfant pourrait réclamer, si l'état ou l'industrie quelconque, art mécanique ou autre, qu'on lui aurait enseigné, ne lui produisait, comme il y en a malheureuse-

En s'appuyant sur les termes de l'article 208 du Code civil, on peut décider que, du vivant des père et mère, les aliments sont réglés dans la proportion de leur fortune et des besoins de l'enfant.

Après le décès des parents, ils sont fixés « eu égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes » (article 763), et proportionnellement aux besoins de l'enfant.

N'oublions pas de noter que si l'enfant, incestueux ou adultérin, une fois dans sa majorité ne peut plus, pour une cause quelconque indépendante de sa volonté, exercer la profession qu'on lui avait fait apprendre et se trouve sans ressources, il aura le droit de demander des aliments à la succession.

Les enfants adultérins ou incestueux ne peuvent recevoir de leurs auteurs ni par donations entre vifs ni par libéralités testamentaires, au-delà de ce qui leur est ainsi accordé. L'article 908, qui a été modifié par la loi de 1896 en ce qui concerne les enfants naturels simples, est maintenu intégralement pour eux.

Si on les gratifie d'un legs, ce legs ne doit pas excéder la valeur des aliments dus par la succession, si le père ou la mère n'a pas subvenu à leurs besoins.

Un legs — quoique fait à titre d'aliments — doit être

ment plus d'un exemple, que des ressources insuffisantes pour le faire vivre... » Demolombe, XIV, n. 128.

annulé, si l'enfant se trouve à même, soit par situation de fortune, soit par la profession qu'il exerce, de subvenir à son existence. En tous cas il est réductible proportionnellement à ses besoins.

Toute personne intéressée peut demander l'annulation ou la réduction, suivant les circonstances, des libéralités faites à un enfant incestueux ou adultérin.

On ne peut pas, en effet, arguer de ce que l'annulation ou la réduction des dispositions à titre gratuit, faites au profit d'enfants naturels simples, ne peut être demandée que par les héritiers *ab intestat* de leurs père et mère.

A leur égard, l'article 908 crée plutôt une indisponibilité partielle dans l'intérêt de la famille légitime qu'il n'établit une incapacité de recevoir, dans le sens strict du mot, puisque, à défaut de parents au degré succcessible, ces enfants sont appelés par la loi elle-même à recueillir la totalité de la succession de leurs père et mère.

Au contraire, pour les enfants incestueux ou adultérins, la disposition de l'article 908 a un tout autre caractère, et une portée beaucoup plus absolue. Ils sont, en effet, exclus, dans tous les cas possibles, des successions de leurs père et mère, qui, à défaut d'héritiers ou de successeurs irréguliers, sont dévolues à l'État.

Ils se trouvent ainsi frappés d'une véritable incapacité,

fondée sur des motifs d'ordre public, et que toute personne est par cela même admise à faire valoir (1).

*
* *

Ces exceptions une fois admises, il faut revenir au principe que nous avons formulé tout à l'heure, à savoir que l'enfant né de l'inceste ou de l'adultère est sans famille.

C'est ainsi que ses père et mère ne peuvent exercer sur sa personne ou sur ses biens ni les droits de puissance paternelle, ni ceux de tutelle, ni ceux de succession.

Le Code fait découler, en effet, le devoir d'éducation du mariage plus que de la procréation (2).

Demolombe donne les raisons de cette prescription :

« Le Code ne me paraît accorder aux père et mère adultérins ou incestueux aucun droit sur la personne de l'enfant.

« Celui-ci ne serait donc pas tenu de leur demander leur consentement ou leur conseil pour son mariage ; l'article 158 n'est applicable qu'aux *enfants naturels légalement reconnus*, expressions qui, dans ce cas particulier surtout, sont exclusives des enfants incestueux ou adultérins.

« Point de puissance paternelle ; l'article 383 ne concerne

(1) Conf., Aubry et Rau, IV, p. 226-227. — Contra, Loyseau, p. 731

(2) Pourtant les père et mère d'un enfant naturel simple bénéficient d'un régime contraire.

également que *les père et mère des enfants naturels légalement reconnus*.

« Point de tutelle légale.

«

« J'ajoute que des considérations morales et politiques de l'ordre le plus élevé ne permettent pas d'attacher ces effets à la parenté adultérine ou incestueuse :

« D'abord, quel est le principe de ces effets, et de la puissance paternelle, et de la tutelle, et de toute cette magistrature domestique ? C'est la confiance de la loi dans la personne de ceux qu'elle en investit, sa confiance dans leur caractère, dans leur moralité ; or, il est très logique, et en même temps très exemplaire, que la loi n'accorde pas une telle confiance aux auteurs de l'adultère et de l'inceste ; et puisqu'on place l'inconduite et le désordre des mœurs au premier rang des causes qui entraînent la destitution de ces sortes de pouvoir, il y aurait eu contradiction à en faire ici des titres à la confiance du législateur.

« Et puis, convenait-il de mettre sans cesse en présence les uns des autres les enfants incestueux ou adultérins et leurs père et mère, de multiplier entre eux les relations juridiques et officielles ? Fallait-il entretenir et perpétuer ainsi le souvenir d'un crime, que la loi voudrait au contraire effacer par l'oubli ? Fallait-il placer dans les familles légitimes cette cause incessante de discordes et de scandales ? » (1)

(1) Demolombe, t. V, n. 597.

Il n'est donc pas étonnant que la loi du 2 juillet 1907, qui a réglé la protection et la tutelle des enfants naturels, ne se soit pas préoccupée le moins du monde des enfants incestueux ou adultérins, puisqu'elle décrète que les enfants sur lesquels s'exercera la puissance devront avoir été légalement reconnus.

Maintenant l'enfant incestueux ou adultérin est-il obligé de fournir des aliments à ses parents s'ils sont dans le besoin ?

La question est controversée.

La majorité des auteurs se prononcent pour l'affirmative. Ils invoquent la réciprocité de la dette alimentaire et la disposition de l'article 371 (1).

Par contre MM. Aubry et Rau sont d'un avis différent.

La dette alimentaire — disent-ils — n'est pas réciproque par essence ; et il est naturel qu'elle ne le soit pas lorsqu'il n'y a pas parité de position entre deux personnes dont l'une est soumise à l'obligation alimentaire envers l'autre. Certes, entre un enfant adultérin ou incestueux et ses père et mère il n'existe pas de lien civil de parenté engendrant une obligation alimentaire. Mais si le législateur a imposé aux père et mère l'obligation de donner des aliments à leurs enfants incestueux ou adultérins, c'est pour punir ces parents du crime dont-ils se sont rendus coupables envers leurs enfants et envers la société.

(1) Baudry-Lacantinerie, III, n. 2.029, p. 604 ; — Demolombe, XIV, n. 131.

Il n'y a aucune raison pour imposer cette obligation à l'enfant, et même ce serait commettre une injustice que de lui imposer cette charge.

Quant à l'argument tiré de l'article 371, il ne semble pas avoir une grande valeur.

Pourquoi faire découler l'obligation alimentaire du devoir d'honneur et de respect auquel l'enfant est soumis ?

Rien ne permet cette déduction (1).

Enfin l'article 766 édicte que :

« En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères et sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession ; les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants. »

Les frères et sœurs d'un enfant incestueux ou adultérin ne sont donc pas autorisés à lui succéder en vertu de cet article.

*
* *

Comme on vient de le voir, l'enfant incestueux ou adultérin souffre d'une condition très inférieure dans la famille.

Mais au point de vue du droit public, il est l'égal du

(1) Conf. Aubry et Rau, IV, p. 227-228.

premier venu. Il est électeur ; il est éligible ; et rien ne s'oppose à ce qu'il arrive aux plus hautes situations, s'il parvient à renverser les barrières que les préjugés élèvent autour de sa condition sociale.

C'est évidemment le moins qui pouvait lui être accordé. Ce n'est pas du reste chose nouvelle, et l'histoire nous montre plus d'un bâtard adultérin de prince ou de grand seigneur qui a occupé une haute situation dans l'État.

Mais les préjugés bourgeois n'ont pas de ces tolérances aristocratiques, et l'on peut dire qu'ils s'acharnent fort injustement d'ailleurs de notre temps contre ces victimes innocentes, dont la situation en dehors de la famille se trouve aggravée par un ostracisme qui les poursuit parfois jusque dans la vie publique.

Il ne faut pas se payer de mots. La situation des enfants adultérins ou incestueux, telle qu'elle fut réglementée par le Code civil, est une situation lamentable, et si nous faisons un grief au législateur contemporain, ce n'est pas d'avoir porté un remède à cette condition rigoureuse, c'est d'avoir mal choisi le remède qu'il prétendait y apporter.

Nous devons remarquer que, même sous la législation rigoureuse du Code civil, il y avait un moyen de transformer favorablement la situation des enfants incestueux ou adultérins. Ce moyen, c'était l'adoption. Certains auteurs en déniaient la possibilité comme d'ailleurs ils déniaient la possibilité d'adopter les enfants naturels simples. Mais

leur doctrine n'avait pas prévalu; et en vertu de ce principe que tout ce qui n'est pas défendu est permis, la faculté d'adopter un enfant incestueux ou adultérin n'était plus guère contestée.

Seulement il faut remarquer que l'adoption n'est pas toujours possible, que notamment, pour adopter, il ne faut pas avoir d'enfants, il faut être âgé de 50 ans, il faut obtenir le consentement d'un conjoint, qui certainement ne mettra pas de bonne volonté à introduire dans la famille un enfant, qui n'est pas de lui. Il ne faut donc pas s'étonner que des législateurs, sentimentaux et révolutionnaires tout à la fois, aient cédé à la tentation de bouleverser l'ordre social pour le plus grand honneur de la justice.

Nous examinerons dans notre conclusion s'ils n'auraient pas pu faire mieux.

CHAPITRE III

LA LÉGITIMATION DES ENFANTS INCESTUEUX OU ADULTÉRINS

L'ancien article 331 était ainsi conçu :

« Les enfants nés hors mariage, *autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin*, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de la célébration ».

Donc tous les enfants naturels simples, tous, sans exception, pouvaient bénéficier de la légitimation; les enfants incestueux ou adultérins ne le pouvaient jamais.

Ne tenait-on pas compte de la bonne foi des époux? Ils pouvaient ignorer, en effet, leur lien de parenté, se croire libres.

Cette question des effets du mariage putatif n'offre plus grand intérêt depuis la loi du 7 novembre 1907, puisque, sur ce point, la nouvelle législation lie dans des dispositions

communes le sort de tous les enfants naturels sans distinction.

Rappelons cependant les controverses que cette question a fait naître.

Presque tous les auteurs s'étaient refusés jusqu'ici à donner à l'union ainsi contractée les effets d'un mariage putatif, malgré les articles 201 et 202 du Code civil (1).

Qu'un des parents de l'enfant, ou même tous les deux eussent été de bonne foi, il n'en restait pas moins que leur commerce avait été entaché d'inceste ou d'adultère ; et le texte formel de l'ancien article 331 défendait de les légitimer.

On n'avait même pas voulu excepter le cas où l'erreur de l'homme ou de la femme était basée sur des actes émanés de l'autorité publique.

D'autres auteurs furent d'un avis contraire. C'est ainsi qu'il ont contesté la culpabilité d'une femme qui, se croyant veuve sur la foi d'un procès-verbal affirmant le décès de son mari, s'était remariée. Ce qui fait l'adultère, c'est l'intention ; la logique et la morale s'opposent à ce qu'on dénature cette faute en y ajoutant une intention qu'elle ne contient pas ; l'enfant devra donc être légitime (2).

(1) Demolombe, III, n. 364 ; — Aubry et Rau, V, p. 54 ; — Laurent, II, n. 509.

(2) Pothier : *Des Successions*, I, sect. II, § 5. — Cette absence de faute aurait dû encore faire admettre l'opinion de Pothier au cas où une femme mariée victime d'un enlèvement accouche d'un enfant

Bref les auteurs n'ont pas voulu, en général, appliquer les effets du mariage putatif aux enfants incestueux ou adultérins.

M. Planiol est d'un avis différent : (1)

« L'idée même du mariage putatif — dit-il — consiste précisément à supprimer par une fiction le vice qui a empêché la formation d'un mariage valable. Si l'on efface cet empêchement pour laisser se produire les effets normaux du mariage, pourquoi en tiendrait-on compte pour écarter la légitimation des enfants ? La bonne foi de leurs parents efface le vice de leur origine et ils doivent obtenir le bénéfice de la légitimité tout aussi bien que ceux qui sont nés après le mariage et qui sont, tout autant qu'eux, incestueux ou adultérins » (2).

A cette théorie on a objecté qu'un mariage putatif ne pouvait pas produire plus d'effets qu'un mariage ordinaire ; un mariage valable ne légitimerait pas des enfants incestueux ou adultérins ; un mariage putatif ne saurait leur accorder ce bénéfice.

Depuis la loi du 7 Novembre 1907, la légitimation étant permise pour cette sorte d'enfants, la controverse qui

qui plus tard est désavoué par le père. Eh bien, même aujourd'hui, cette opinion serait repoussée, bien qu'on ne puisse rien reprocher à la mère !

(1) Planiol, I, n. 1.409, p. 368.

(2) Dans le même sens : F. Bernard, *Cours sommaire, Code civil*, 1872, t. I, p. 97.

s'ouvre à leur sujet est celle qui s'est élevée pour les enfants naturels simples. Or le mariage putatif les relèvera de toutes leurs déchéances.

C'est en vain qu'on a voulu voir dans l'article 201 la possibilité de ne légitimer que les enfants *issus du mariage*, c'est-à-dire la nécessité d'exclure ceux qui sont nés d'un commerce antérieur.

M. Baudry-Lacantinerie (1) fait observer que les articles 201 et 202 prévoient deux hypothèses différentes. L'article 202 vise dans leur ensemble les effets civils du mariage putatif ; l'article 201 ne traite ces effets qu'incidemment, pour refuser à l'époux de mauvaise foi tout moyen de les invoquer. Ce qu'on doit retenir de l'article 201, c'est que les effets civils du mariage putatif se produisent tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants quelle que soit l'époque de leur naissance. D'ailleurs une semblable union a souvent pour objet de légitimer les enfants et il ne serait pas logique de prétendre qu'elle ne peut servir au but que les parents avaient en vue (2).

En somme les enfants incestueux ou adultérins bénéficieront maintenant des avantages des effets du mariage putatif. — (Il est bien entendu que nous ne voulons parler que des enfants adultérins qui peuvent être légitimés d'après la loi du 7 Novembre 1907.)

(1) Baudry-Lacantinerie, I, n° 463, p. 260.

(2) *Sic.*, F. Bernard, *op. et loc. cit.*

*
* *

Recherchons maintenant le champ d'application de l'ancien article 331 du Code civil.

Occupons nous d'abord des enfants adultérins.

Les auteurs et la jurisprudence refusaient d'accorder aux enfants adultérins le bénéfice de la légitimation. Cette prohibition les atteignait tous sans qu'il y eût lieu de faire une distinction entre ceux qui n'ont pas cette qualité au regard de la loi et ceux dont la preuve légale de la filiation est indirectement acquise. Tandis que ces derniers tombaient sous le coup de l'art. 331, l'art. 335 interdisait par voie de conséquence la légitimation des premiers. Ceux-ci ne pouvaient, en effet, être reconnus. Or, pour être légitimé, il faut d'abord être reconnu.

Quant aux enfants incestueux, la jurisprudence de la Cour de Cassation les a depuis longtemps déjà pris sous sa protection, ou du moins, parmi les enfants incestueux, ceux qui sont le fruit d'un *inceste purement civil*. On appelle ainsi les relations de deux concubins dont le mariage pourrait être célébré en vertu de dispenses accordées par le chef de l'Etat, (oncle et nièce, tante et neveu, beau frère et belle sœur.)

La Cour de Cassation, le 22 janvier 1867, rejeta un pourvoi formé contre un arrêt admettant la légitimation et cassa un arrêt de Colmar qui l'avait refusée.

Le premier président Troplong donna les motifs suivants :

« Qu'en déclarant que les enfants adultérins et incestueux ne peuvent être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, l'article 331 a posé un principe de haute moralité, mais qu'il ne faut pas en exagérer les conséquences ; qu'on ne peut admettre que quand les dispenses ont été accordées, le législateur ait voulu réhabiliter les auteurs de la faute, sans effacer la tache qui en est résultée pour ceux qui leur doivent l'existence, et introduire dans la nouvelle famille des causes incessantes de division, en accordant les avantages de la légitimité aux enfants nés depuis le mariage et en ne laissant à ceux qui sont nés antérieurement que la flétrissure et les incapacités de recevoir qui dérivent d'une origine incestueuse. » (1)

Et depuis 1867, la Cour suprême n'a cessé d'admettre la possibilité de la légitimation des enfants nés de telles relations.

« Cette jurisprudence, dit non sans raison M. Planiol, supprime la moitié de l'article 331 ; elle fait disparaître la prohibition de légitimer les enfants incestueux. En effet, pour qu'il soit possible de légitimer un enfant dans une législation qui n'admet plus que la légitimation par mariage, il faut que ses père et mère aient le droit de se

(1) S., 67, 1, 49.

marier un jour. Or le vice d'inceste dérive de la parenté ou de l'alliance et ces deux qualités sont indélébiles ; l'obstacle qui en résulte pour le mariage est donc perpétuel. Par conséquent le seul cas où la prohibition contenue dans l'article 331 puisse empêcher la légitimation d'un enfant incestueux, c'est celui où ses parents se marient après avoir obtenu des dispenses.

Apparemment cet article n'a pas été écrit pour empêcher la légitimation d'un enfant né d'un inceste entre frère et sœur, entre père et fille ; la loi n'avait pas besoin de défendre cette légitimation puisque le mariage entre les père et mère ne pourra jamais avoir lieu. Si on admet que, dans l'hypothèse prévue par l'article 164, les enfants antérieurement nés seront légitimés, on enlève toute utilité à l'article 331 en ce qui concerne les enfants incestueux. » (1)

On affirme, il est vrai, que l'introduction de la mention des enfants incestueux dans l'article 331 n'est qu'une étourderie de Bigot de Préameneu qui, d'un coup de plume, aurait confondu dans d'égales rigueurs les enfants incestueux et les enfants adultérins alors que le projet de l'article 331 n'avait pas ce sens. Sa rédaction primitive portait en effet : « Les enfants nés hors mariage d'un père et d'une mère libres pourront être légitimés. » (2) Ce texte excluant seulement les enfants adultérins fut d'abord

(1) Planiol, I, n° 2.941.

(2) Fenet, X, p. 45.

adopté et ce n'est que le projet de l'article 335, permettant la reconnaissance « d'enfants nés d'un commerce libre », qui motiva les objections de la section de législation du tribunal. On émit le vœu que la loi prohibât la reconnaissance des enfants incestueux qu'elle semblait tolérer, on voulut n'autoriser la reconnaissance que pour les enfants « nés de personnes auxquelles il était libre de s'unir par le mariage », ce qui devait amener un changement de rédaction. Bigot-Préameneu fut chargé d'élaborer le projet définitif ; il aurait introduit de son propre mouvement la modification demandée, d'abord dans l'article 335, ce qu'il devait faire, ensuite dans l'article 331, ce qu'on ne lui avait pas demandé ; l'attention du législateur se portant uniquement sur le premier de ces textes, la rédaction de l'autre resta dans l'ombre. (1) Voté par surprise, l'article 331 ne saurait donc garder, aux yeux des partisans de la légitimation, l'importance qui lui fut donnée.

C'est là un moyen commode de justifier la jurisprudence de la Cour de Cassation. (2)

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence semble si bien établie, qu'en 1892 une proposition déposée à l'Assemblée nationale en faveur de la légitimation des enfants incestueux

(1) Fenet, X, p. 145-148.

(2) Remarquons toutefois que la distinction faite par la Cour de Cassation entre *l'inceste de droit civil* et *l'inceste de droit naturel* était déjà admise par le droit canonique.

tueux fut écartée pour la raison que la question était déjà tranchée en ce sens par la jurisprudence.

Pour la même raison la proposition primitive de MM. Violette et Steeg (proposition qui a abouti à loi du 7 novembre 1907) ne visait que les enfants adultérins.

« Ils ne s'occupaient pas, dit M. Taudière, des enfants incestueux suffisamment protégés à leurs yeux par une jurisprudence qu'ils jugeaient acquise définitivement. Le procédé est déplorable comme système législatif et fort dangereux pratiquement, puisqu'une jurisprudence peut toujours se modifier, surtout lorsqu'elle est contraire à un texte de loi formel, et dans l'espèce c'eût été un argument bien fort en faveur d'un changement que le fait par le législateur de 1907 d'avoir corrigé l'ancien texte au profit des enfants adultérins en laissant les enfants incestueux seuls désormais dans l'exception. » (1)

« On a pu voir, écrit M. Planiol, à propos de la preuve de la maternité naturelle et du rôle de l'acte de naissance, ce que durent les jurisprudences les mieux établies. Cette abstention volontaire des Chambres est un système législatif déplorable. » (2)

La doctrine s'est généralement prononcée contre la solution de la jurisprudence.

« Pour étendre aux enfants dont il s'agit, disent

(1) Taudière, *Bulletin commentaire des Lois nouvelles et décrets*, décembre 1907, p. 589.

(2) Planiol, I, n° 2, 943.

MM. Aubry et Rau, le bénéfice de la légitimation, il faudrait rayer de l'article 331 les mots *nés d'un commerce incestueux* qui n'auraient plus de sens ni d'application possible. Or cette suppression est d'autant moins admissible qu'en privant du bénéfice de légitimation les enfants issus d'un commerce incestueux, dont les parents contracteraient mariage en vertu de dispenses, le législateur n'a fait que se conformer au principe que les dispenses n'ont d'effets que pour l'avenir, et ne modifient pas les faits antérieurement consommés... on invoque tout d'abord la tradition de notre ancien droit... on ajoute que le Code civil n'ayant pas défini l'inceste, c'est à la doctrine de l'ancien droit qu'il faut demander l'explication des mots *commerce incestueux* dont se sert l'article 331 en les restreignant aux cas où les dispenses ne sont plus possibles. Cet argument est, selon nous, dénué de toute valeur.

« Le législateur n'avait pas à définir l'inceste, dont la signification se trouve bien fixée dans le langage ordinaire, et qui a toujours désigné le commerce de deux personnes entre lesquels il existe un empêchement de mariage fondé sur la parenté ou l'alliance... ; — on fait valoir la considération qu'en refusant aux enfants dont il est question le bénéfice de la légitimation, on introduirait dans la nouvelle famille, que le mariage créera, des causes de division (résultant de ce que les enfants nés postérieurement seront légitimes, tandis que les enfants nés antérieurement se trouveront placés dans une situation intolérable au regard

de ses frères et sœurs cadets). — Cet inconvénient est contrebalancé par le danger qu'il y aurait, au point de vue de la pureté des relations de famille, à laisser aux parents ou alliés entre lesquels le mariage n'est permis qu'avec dispenses, la perspective de pouvoir un jour, et peut-être après de longues années, régulariser la situation de leurs enfants. De toute manière il s'agit de savoir ce que les rédacteurs du Code ont fait et non ce qu'ils auraient pu et dû faire. » (1)

Cela nous semble évident, et nous dirions volontiers avec M. Planiol que la Cour de Cassation a refait la loi.

Mais si, cessant de nous placer à un point de vue purement juridique, nous envisageons la question au point de vue social, nous ne reprocherons point à la Cour de Cassation sa jurisprudence. Le droit canon, peu suspect d'encourager l'inconduite, admettait que les dispenses accordées par l'Église pouvaient purger le vice de la naissance de l'enfant dont les père et mère étaient parents ou alliés à un degré d'où résultait un empêchement de mariage ; et, quoique nous n'ayons pas l'envie d'accorder aux dispenses octroyées par le Chef de l'État, la vertu que l'ancien droit attribuait aux dispenses accordées par l'Église et au sacrement du mariage, nous croyons que la doctrine de la Cour de Cassation n'est pas socialement mauvaise.

(1) Aubry et Rau, VI, § 546, note 15.

« Cette solution, plus bienveillante que juridique, s'expliquait par la différence profonde et choquante de situation entre ses frères et sœurs suivant qu'ils étaient nés avant ou après le mariage célébré avec dispenses entre les auteurs, les seconds étant légitimes, les premiers absolument sans famille et pour toujours. » (1)

Ce n'était peut-être pas très légal, mais c'était équitable sans être dangereux pour la constitution de la famille.

Il était d'ailleurs imprudent de s'en rapporter, comme cela avait été fait en 1872, comme le faisaient MM. Violette et Steeg dans leur proposition, à une jurisprudence qui pouvait varier.

Le législateur de 1907 a été bien inspiré lorsqu'il a jugé à propos de substituer en faveur des enfants incestueux le bénéfice d'une disposition formelle à la bienveillance toujours un peu précaire de la Cour suprême. (2)

Pour terminer, envisageons l'hypothèse où un enfant, conçu avant l'union de ses père et mère, naît avant le 180^e jour du mariage.

S'il naît légitime, seule l'action en désaveu pourra le chasser hors de la famille.

Si l'on considère au contraire qu'il n'est légitime que grâce à la légitimation que lui procure le mariage de ses

(1) Taudière, *op. cit.*, p. 589.

(2) Conf. Rapport Francastel à la Société d'Etudes législatives. *Bulletin*, 1910, p. 115.

parents, chaque fois que le vice de sa conception empêchera la légitimation, la filiation incestueuse ou adultérine de cet enfant apparaîtra à la suite de toute action en contestation de légitimité qui sera intentée contre lui.

Autrefois les auteurs émettaient des opinions différentes sur cette question. Aujourd'hui elle n'offre plus grand intérêt, depuis le vote de la loi du 7 novembre 1907.

Cet enfant naîtra légitime, sans que l'on ait à s'occuper du vice qui aurait pu souiller sa conception. Pour l'enfant incestueux, il n'y a aucun doute à avoir, puisque le mariage des parents contracté avec dispense l'eût légitimé si sa naissance avait été antérieure à l'union. Pour l'enfant adultérin, il résulte des explications fournies par le rapporteur de la Chambre, que le législateur de 1907 admettant sa légitimation toutes les fois où ses auteurs auront la faculté légale de se marier au moment de la naissance, il en résulte que tout enfant, né de relations adultérines, qui vient au monde au cours du mariage de ses parents bénéficiera de la légitimité.

TROISIÈME PARTIE

Projets de loi en faveur des enfants incestueux et adultérins Loi du 7 novembre 1907

CHAPITRE I

PROJETS DE LOI EN FAVEUR DE L'ASSIMILATION DES
ENFANTS INCESTUEUX OU ADULTÉRINS ET DES EN-
FANTS LÉGITIMES. — PROPOSITION GROUSSIER.

Les membres du Parlement se sont souvent préoccupés de la situation faite aux enfants incestueux ou adultérins, et de nombreux projets de loi furent déposés à la Chambre des Députés.

C'est en 1850 que reprit l'assaut anti-familial qui avait, en réalité, pris fin en 1803. Ce furent surtout les littérateurs qui entreprirent une vigoureuse campagne en faveur

des bâtards. Alexandre Dumas fils, dans « Le Fils naturel » avait déclaré que tous les enfants avaient des droits égaux, et qu'ils ne devaient pas supporter les conséquences des fautes de leurs parents.

Le premier projet de loi, tendant à donner aux enfants incestueux ou adultérins des droits égaux à ceux qui sont accordés par notre Code aux enfants naturels simples, date de 1890 et fut déposé par MM. Chiché, Henri Aimel et Jourde (1).

Ce projet était basé sur des considérations morales.

« Pourquoi donc le législateur s'est-il montré si implacable vis-à-vis de ces malheureux qui sont innocents de la faute de ceux qui les ont engendrés dans les criminelles voluptés de l'adultère ou de l'inceste ?

« Parce que, nous dit Demolombe, il était impossible de traiter à l'égal de l'enfant simplement naturel, l'enfant adultérin ou incestueux dont la filiation est un attentat aux principes les plus essentiels de la famille et de l'État.

« Injuste et monstrueuse théorie qui frappe l'innocent et lui fait subir le châtiment d'une faute que d'autres ont commise et dont sa naissance est le déplorable fruit. Cette aveugle rigueur qui s'acharne sur ces infortunés dès le berceau pour leur faire expier le crime de leurs auteurs, est véritablement indigne d'une nation civilisée » (2).

Dès l'année suivante, le 12 mai 1891, M. Henri Pontois

(1) *Journal officiel*, Chambre 1890, p. 1.425.

(2) *Journ. off.*, *loc. cit.*

voulut réaliser la répression de l'inceste au point de vue pénal et la réglementation très large en matière civile de la situation des enfants incestueux ou adultérins.

S'appuyant sur ce principe que l'adultère est puni en droit pénal alors que l'inceste ne l'est pas (tandis que le Code Civil traite sur le même pied d'égalité les enfants incestueux ou adultérins), M. Pontois proposait de frapper l'inceste du droit des gens d'une peine criminelle, et l'inceste de droit civil d'une peine correctionnelle équivalente à celle dont est punie la femme adultère.

Puis il modifiait ainsi l'article 331 :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

« Les enfants incestueux ou adultérins pourront être légitimés dans les cas et sous les conditions déterminées au § 4 de l'article 5 ci-après ».

Cet article 5 groupait dans quatre paragraphes les présomptions destinées à remplacer l'article 335 du Code Civil :

§ I. — Impossibilité de reconnaissance au profit des enfants issus de relations entre ascendants et descendants légitimes ou naturels en ligne directe et des alliés au même degré.

§ II. — Même impossibilité de reconnaissance au profit

des enfants issus de relations entre frère et sœur légitimes ou naturels.

§ III. — Même impossibilité de reconnaissance vis-à-vis des enfants incestueux nés de relations entre beaux-frères et belles-sœurs, oncles et nièces, tantes et neveux, et vis-à-vis des enfants adultérins, tant qu'ils sont en concurrence avec des enfants légitimes, ou nés ou reconnus par leur père ou par leur mère antérieurement au mariage que ces derniers auront été autorisés à contracter ou auront valablement contracté.

§ IV. — Cette impossibilité de reconnaissance cesse pour les enfants incestueux ou adultérins et sous les conditions édictées au paragraphe ci-dessus. Dans ces cas et sous ces conditions leurs père et mère pourront les reconnaître, soit dans l'acte de célébration, soit au cours du mariage par un acte authentique.

M. Henri Pontois voulait donc ménager la famille ; il ne permettait pas que les enfants incestueux ou adultérins fussent égaux avec les enfants légitimes d'une première union ou même avec les enfants naturels légalement reconnus. Il avait raison ; trouverait-on, en effet, beaucoup d'enfants légitimes qui tendraient les bras à leurs frères issus de relations adultérines ?

A l'époque où fut votée la loi du 25 mars 1896 — qui a élevé la quotité des droits successoraux des enfants naturels simples, qui en a fait des héritiers proprement dits, qui leur a donné une réserve — la Chambre des Députés

était saisie d'une proposition de loi déposée le 28 janvier 1895 par M. Arthur Groussier et un certain nombre de ses collègues du groupe socialiste, proposition alors prématurée, mais qui ne peut manquer d'avoir son heure, puisque la substitution de l'union libre au mariage, loin d'effrayer les législateurs contemporains, est au contraire une de leurs conceptions favorites.

Cette proposition — qui ne fut jamais discutée devant la Chambre — fit l'objet d'un rapport favorable de M. de Folleville.

Elle avait pour but tout à la fois de donner aux enfants naturels les mêmes droits qu'aux enfants légitimes, et d'autre part de permettre la recherche de la paternité (1).

La portée de la proposition de MM. Groussier, Viviani, Jaurès, etc....., est ainsi précisée dans l'exposé des motifs :

« Plusieurs propositions de loi ont déjà été présentées à ce sujet..... par M. Alfred Naquet une proposition tendant à assimiler les enfants naturels aux enfants légitimes au point de vue successoral, déposée le 28 novembre 1893.

« La nôtre a surtout pour but de faire disparaître toutes les dispositions qui différencient les droits des enfants suivant qu'ils sont légitimes, naturels, adultérins ou incestueux.

(1) *Journal officiel*, 1897. Annexes. Documents parlementaires, n° 2880 (p. 267 et 2757).

« Ces dispositions sont, en effet, souvent illogiques, quelquefois contradictoires, toujours injustes.

« Dans certains cas, l'enfant naturel reconnu a moins de droits qu'un étranger en matière successorale, puisque la loi limite la part qu'il peut recevoir, de sorte que le Code qui préconise la reconnaissance oblige le père qui veut laisser ses biens à son enfant naturel, à ne pas le reconnaître.

« La recherche de la filiation des enfants adultérins et incestueux étant interdite par les articles 335 et 342, ils peuvent être légataires, même lorsqu'il y a des preuves de leur filiation puisque ces preuves ne peuvent être admises ; mais si, en vertu des articles 312 et suivants, il y a admission du désaveu formé par le mari, si d'après l'article 484 il y a annulation du mariage parce que l'un des époux était déjà marié ou parce qu'ils étaient parents au degré prohibé et qu'il n'y ait eu de bonne foi de la part d'aucun des deux, la filiation incestueuse ou adultérine étant établie judiciairement, les enfants ne peuvent obtenir que des aliments.

« Pourquoi cette différence ?

« Que le législateur ait fait son possible pour empêcher la constatation des filiations illicites, on peut le comprendre. Mais il est inadmissible qu'il permette de les rechercher dans le but de défendre les droits du mari, et jamais en faveur de l'enfant.

« Que devient donc l'égalité devant la loi ?

« La loi a-t-elle pour effet d'aggraver les injustices sociales ?

« A quoi bon la société et les devoirs qu'elle impose, si elle n'a pour but de soutenir et d'aider les faibles, que leur faiblesse provienne de la nature, qu'elle soit le fait de la volonté ou de la lâcheté d'autres hommes, ou qu'elle soit la conséquence des institutions humaines ?

« Aussi, pensant qu'il est temps d'apporter plus d'égalité et plus de justice dans les dispositions du Code civil, nous vous présentons la proposition de loi suivante :

« Les enfants nés hors mariage ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les enfants nés dans le mariage. (Ce serait le nouvel article 331 du Code civil) » (1).

Il n'est rien de nouveau sous le soleil. Le régime proposé par M. Groussier n'est pas autre chose que le retour à la législation qui, sous la Convention et le Directoire, fut la source d'une effrayante démoralisation (décrets des 4-6 juin 1793 et du 12 brumaire an II et loi du 15 thermidor an IV).

Il y a dans cet exposé des motifs bien de la déclamation.

La situation des enfants incestueux ou adultérins est-elle donc aussi tragique ?

On ne peut s'empêcher de reconnaître — et nous en

(1) *Journal officiel*, 1897, Annexe, n° 2.880, p. 267 et 2757 (précité).

avons convenu nous-mêmes — que le Code s'est montré peu généreux pour eux.

Heureusement qu'il y en a fort peu. (Leur nombre ne tarderait pas à augmenter si la proposition de M. Groussier était un jour admise par le Parlement.)

Les enfants qui sont le fruit d'un pur inceste de droit civil pouvaient, comme nous l'avons dit tout à l'heure, être légitimés aux termes de la jurisprudence, même avant la loi du 7 novembre 1907.

Les enfants issus d'un inceste du droit naturel ont toujours été très rares, et leur qualité ne peut être constatée que dans des cas tout à fait exceptionnels (1).

Quant aux enfants adultérins, ils ne sont jamais reconnus que par celui des concubins qui n'était pas engagé dans les liens du mariage au moment de leur conception.

Les enfants désavoués se rencontrent rarement. Les maris ignorent en général qu'ils sont trompés, et en tous cas ils ne tiennent pas du tout à ce que le monde sache leur infortune.

Il n'y a donc pas pour ainsi dire d'enfants adultérins.

Dans la seconde partie de sa proposition M. Groussier s'occupait de la recherche de la paternité et de la maternité.

(1) Par exemple, lorsqu'un mariage a été annulé parce que les conjoints étaient le frère et la sœur. Ce qui suppose évidemment des circonstances très compliquées.

Voici la rédaction nouvelle qu'il entendait donner aux articles 336-341 du Code civil :

« *Art. 336.* — (Nouvelle rédaction proposée.) La recherche de la paternité et de la maternité est admise, pourvu qu'il y ait preuve écrite, ou faits constants ou témoignages suffisants.

« *Art. 337.* — Pendant la minorité de l'enfant, l'action en recherche de la paternité appartient à la mère ou au tuteur.

« *Art. 338.* — La femme peut déclarer sa grossesse, désigner le père de l'enfant et commencer l'instance avant sa délivrance.

« *Art. 339.* — Si la mère prouve que le père reconnu lui a promis mariage, elle a le droit de réclamer une pension alimentaire. Cette pension serait révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire.

« *Art. 340.* — La mère âgée de plus de vingt-cinq ans ne sera pas admise à réclamer cette pension si le père est un mineur de moins de dix-huit ans.

« *Art. 341.* — Les revendications de paternité reconnues calomnieuses et de mauvaise foi seront poursuivies et punies des peines applicables en matière de diffamation. »

(Cette proposition Groussier a fait l'objet d'un rapport très étudié de M. Julien Goujon, qui nous montre que la réaction qui conduisit à l'interdiction de la recherche de la paternité (article 340 du Code Civil) était la consé-

quence de jurisprudences scandaleuses de nos anciens parlements (jurisprudences contre lesquelles l'avocat général Servan protestait en 1770 devant le Parlement de Grenoble (1), mais non d'une pratique juste en elle-même et qui a été accueillie sans inconvénients par la plupart des législations européennes.)

En somme, faut-il, pour améliorer le sort d'un nombre restreint d'individus, bouleverser ainsi la société, et condamner les enfants légitimes à un partage qui est presque un vol commis à leur préjudice ?

Nous verrons plus loin s'il n'y a pas moyen de rendre meilleure la situation des enfants incestueux ou adultérins, sans s'attaquer à la famille (2).

On a fait sous la Révolution l'expérience de ces législations dites sentimentales, dont on nous propose le rétablissement ; et l'on sait si elle a réussi !

Mais certes M. Groussier n'a pas dû changer d'opinion, et il aurait sans nul doute voté la proposition de M. Dejeante, déposée le 9 juillet 1902, et qui contenait les mêmes idées, mais qui n'eut pas un sort plus heureux (3),

(1) Rapport Goujon, p. 40.

(2) V. notre Conclusion.

(3) *Journ. offic.*, 1902, Débats parlementaires, p. 2.223.

CHAPITRE II

LOI DU 7 NOVEMBRE 1907 PROPOSITION VIOLETTE ET STEEG A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

La proposition de MM. Violette et Steeg — déposée à la Chambre le 30 novembre 1906 — était brève. Elle tendait à modifier ainsi qu'il suit l'article 331 du Code civil :

« Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant le mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration. »

En somme MM. les députés Violette et Steeg demandaient seulement qu'on supprime les mots « et adultérins » dans cet article 331 (1).

Dès le 5 janvier suivant la Commission de la Chambre proposa de modifier ce projet dans un sens plus large.

(1) *Journal officiel*, 30 avril 1907. Doc. parlem. Chambre. Annexes, n° 494, p. 203.

Aucune objection ne fut émise, car on pensait unanimement qu'il fallait consacrer par une loi la jurisprudence de la Cour de Cassation.

Ainsi dans le nouvel article 331, tous les enfants allaient être traités également, au sujet de la légitimation, les enfants naturels simples comme les enfants incestueux ou adultérins.

« En ce qui touche les enfants incestueux, la nouvelle rédaction de l'article 331 confirmait la jurisprudence ancienne, et donnait une réponse très nette : ceux-là seuls devaient, le cas échéant, bénéficier de la légitimation, dont les parents peuvent se marier avec dispenses ; c'est la logique ; le mariage subséquent opérant seul la légitimation, les enfants en seront exclus, s'ils sont le fruit d'un inceste du droit des gens, mais non s'il s'agit d'un inceste de pur droit civil, car il n'y a que le premier qui rende absolument impossible le mariage.

« Convenait-il d'étendre la solution aux enfants adultérins ? — La question est très discutée et l'assimilation entre les deux hypothèses n'est nullement exacte ; la preuve s'en trouve dans ce fait qu'historiquement la possibilité de légitimer les enfants incestueux était admise par l'ancien droit, tandis que rien de semblable n'existait pour les enfants adultérins.

« Pourquoi le droit canonique, le droit ancien et la jurisprudence moderne la résolvaient-ils autrement que pour les enfants incestueux ? Pour cette raison fort simple,

n'en déplaît aux promoteurs de la loi nouvelle, que sa solution ébranle « les bases constitutives de la famille » et mène logiquement à placer tous les enfants, légitimes ou autres, sur le même pied devant la loi : sans doute la situation de l'enfant adultérin est lamentable d'après le Code civil, et il n'est pas difficile de rendre intéressante cette victime innocente de la faute d'autrui. Il n'en est pas moins vrai qu'il est — et ce n'est pas le cas pour l'enfant incestueux — la preuve vivante du plus grave manquement aux lois naturelles et positives en matière de mariage, d'une violation absolue de l'engagement de fidélité pris par les époux en se mariant (1). »

Et cette objection, on peut la faire encore à l'encontre de la loi, œuvre de MM. Violette et Steeg.

A côté de cette critique primordiale, il en est d'autres — de détail — qui furent adressées à la proposition de cette loi de 1907, et qui furent prises en considération par les sénateurs, lorsque le texte voté par la Chambre vint en discussion devant eux.

Nous allons successivement examiner ces critiques.

Premièrement. — On a dit que cette loi manquait totalement de logique, puisqu'elle continuait à interdire la reconnaissance des enfants incestueux ou adultérins (elle

(1) Taudière, *Bulletin commentaire des lois nouvelles et décrets* décembre 1907, p. 589.

maintenait en effet l'article 335 du Code Civil), alors qu'elle permettait leur légitimation.

En tous cas il faut reconnaître que ce n'est point là le résultat d'une erreur, d'une étourderie. Cette conséquence avait été prévue et voulue.

M. Violette dit dans son rapport :

« Les auteurs de la proposition ne portent nulle atteinte au principe posé par l'article 335 : « cette reconnaissance d'un enfant naturel ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. »

« Ainsi donc, la reconnaissance des enfants adultérins reste absolument interdite. Seule la légitimation par mariage subséquent se trouvera permise.

« Les auteurs de la proposition n'ébranlent donc en rien les bases constitutives de la famille. Ils ne portent pas atteinte à son organisation actuelle et se bornent à tirer les conséquences logiques de l'abrogation de l'article 298 du Code Civil (1). »

Ainsi donc, dès le début, il fut entendu que les enfants incestueux ou adultérins peuvent être légitimés, mais qu'ils ne peuvent être reconnus.

« Bien que les partisans de la loi, dit M. Taudière, aient formellement accepté cette solution, il s'ensuit que leur réforme est incomplète et illogique ; on admettra bientôt

(1) *Journal officiel*, débats parlementaires. Chambre, 18 février 1907.

les dits enfants à la reconnaissance comme à la légitimation. En attendant, il y aura entre eux des différences plus choquantes que jamais, suivant que leurs parents pourront, ou non, contracter mariage. L'un de leurs auteurs est-il mort, ils restent dans la situation que leur avait faite le Code Civil, et cette situation est fort dure ; le mariage est-il possible et a-t-il lieu, il deviennent les égaux des enfants légitimes ; il y a entre les deux conditions un manque de proportion qui éclate au premier coup d'œil (1). »

A la séance du 18 février 1907, M. Perroche avait déclaré :

« J'avais pensé d'abord à préparer un contre-projet par lequel j'aurais demandé à la Chambre de sanctionner les principes que je viens d'exposer. Après réflexion j'y ai renoncé, parce que j'ai pensé qu'en voulant assurer aux enfants adultérins le bénéfice de la reconnaissance dans tous les cas, je risquais peut-être de leur faire attendre longtemps encore, en retardant le vote de la loi, les avantages de la légitimation par mariage subséquent, c'est la seule considération qui m'a retenue (2). »

Deuxièmement. — On a violemment reproché au texte voté par la Chambre des députés de viser les enfants adultérins sans les définir.

(1) Taudière, *op. cit.* (p. 589).

(2) *Journal officiel*, Chambre, 18 février 1907.

Dans quel cas un enfant est-il adultérin? Suffit-il, pour lui donner ce caractère, qu'il soit reconnu dans l'acte de célébration du mariage des personnes qui s'en prétendent les auteurs, et dont l'une — l'homme — ne peut être sûr de la réalité de ce qu'elle avance?

Ce système serait dangereux, car l'enfant peut, de cette façon, être dépouillé de sa véritable légitimité. Un enfant n'est adultérin qu'autant qu'il est sûr qu'il n'est pas né des œuvres du mari de sa mère.

Heureusement le rapporteur de la loi au Sénat, M. Chauvié, vit le danger.

« Votre Commission, dit-il, a été frappée de ce que, maintenu dans la généralité de ses termes, le nouvel article 331 pouvait amener des conséquences véritablement inacceptables.

« L'hypothèse suivante pouvait notamment se produire :

« Un homme marié entretient à côté de son ménage une liaison illégitime au cours de laquelle des enfants lui naissent concurremment de sa femme et de sa maîtresse. Le mariage se dissout par la mort de la femme : le mari, devenu veuf, épouse sa maîtresse, et révélant alors par la légitimation de ses enfants adultérins l'existence de ses relations coupables, en même temps que la date de la naissance de ses enfants légitimes atteste la continuité de ses relations conjugales, il donne une sorte de consécration légale à l'état de bigamie dans lequel il a vécu.

« Si le texte, adopté par la Chambre des députés, acqué-

rait l'autorité de la loi, rien ne pourrait empêcher un résultat aussi choquant de se produire (1). »

« Il y avait danger, dit M. Taudière, à suivre l'exemple du Code civil, en ne définissant pas ce qu'est l'enfant adultérin et en laissant aux tribunaux le soin de le faire.

« En droit, le Code était logique puisqu'il voulait ignorer autant que faire se pouvait l'adultérinité, et, en fait, étant donnée la condition misérable des enfants adultérins, rares devaient être nécessairement ceux qui se faisaient reconnaître cet état. Du jour où l'enfant adultérin peut être légitimé, son intérêt à se faire déclarer tel apparaît et peut-être la règle *pater is est* recevrait-elle quelque atteinte (2). »

Comme nous le verrons plus loin, le Sénat prit bonne note de l'observation faite par M. Chaumié.

Troisièmement. — On a dit qu'il y avait incohérence à ne pas accorder aux enfants légitimes contre les enfants adultérins légitimés par le mariage subséquent des père et mère la protection dont ils sont gratifiés par l'article 337 du Code civil contre la reconnaissance, au cours du mariage dont ils sont issus, d'enfants naturels nés antérieurement à ce mariage (3).

(1) *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat, 1907, p. 954.

(2) Taudière, p. 591.

(3) Cette question a été mise à nouveau en avant à la Société d'Études législatives, lorsqu'on discuta le rapport de M. Francastel.

Cet article 337 dit, comme l'on sait, que la reconnaissance faite pendant le mariage par l'un des époux au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage d'un autre que son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés du mariage.

Ainsi, un homme se marie, ayant déjà un enfant naturel, et il ne confesse pas cette faute à son épouse. Plus tard il reconnaît l'enfant. Cet enfant ne concourra pas à la succession de son père au détriment des enfants nés du mariage. Cet enfant ne pourra pas nuire aux droits du conjoint survivant.

Une hypothèse analogue peut se produire pour les enfants adultérins légitimes : un homme marié entretient des relations adultérines dont naissent des enfants ; puis, dans les conditions de l'article 331 nouveau, il se remarie avec sa maîtresse et légitime ses enfants adultérins. Ces derniers demanderont leur part dans la succession de leur père, même s'il y a des enfants légitimes. Cela est-il juste ?

Cette question fut touchée à la Chambre par M. Beauregard.

« Au point de vue d'une morale humanitaire que j'accepte volontiers, dit-il, vous ne voulez pas que ces enfants (les enfants légitimes issus du mariage) incarnent des droits incontestables et supérieurs. Sincèrement, au fond de ma conscience, votre projet dont j'admets le principe, ne me paraît pas pouvoir être accepté tel que vous le pré-

sentez parce que vous ne sauvegardez aucunement ces droits incontestables....

« que le mariage eût été rompu par la mort de l'un des conjoints ou qu'il l'ait été par un divorce obtenu sur la plainte de celui qui a été trahi, la situation est toujours la même : il existe des enfants légitimes auxquels il est injuste d'adjoindre comme copartageants à égalité des enfants qui vis-à-vis d'eux ne devaient pas exister (1) ».

L'on eut tort de ne se placer qu'au point de vue de la justice. — « Question de gros sous ! » s'est écrié M. Fernand David à la Chambre (2). Et il avait raison à ce point de vue. — Mais il faut lever les yeux plus haut, voir quel désastre entraînerait avec elle la ruine de la famille légitime. Car si l'on ne regarde que l'intérêt des enfants légitimes, on peut répondre — comme le fit du reste M. Violette à M. Beauregard — qu'il n'est pas défendu à un époux de se remarier, et que (tout en n'ayant pas d'enfants adultérins) il pourra avoir de son second mariage des enfants légitimes qui viendront réduire la part des enfants du premier lit dans la succession de leur auteur (3).

(1) *Journal Officiel* débats parlementaires, Chambre, 18 février 1907, p. 378.

(2) *Journal Officiel*, 18 février 1907.

(3) Conf. observation de M. Massigli à la Société d'Études législatives (*Bull.* 1910, n° 3, p. 178-181).

Malgré toutes ces critiques, la proposition de MM. Violette et Steeg fut votée par la Chambre des Députés.

Elle était ainsi libellée :

« *Article 1.* — Le premier paragraphe de l'art. 331 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou lorsqu'ils les reconnaîtront dans l'acte de célébration ».

Article 2. — Dans le délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les enfants nés d'un commerce adultérin qui n'ont pu être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, pourront être l'objet d'une reconnaissance qui emportera légitimation.

« Cette légitimation aura lieu devant l'officier de l'état civil du domicile des deux conjoints. Mention en sera faite en marge des actes de mariage et de naissance ».

CHAPITRE III

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1907 DEVANT LE SÉNAT SON VOTE DÉFINITIF

Le Sénat modifia profondément le texte adopté par la Chambre des Députés.

La théorie du Code civil découlait d'un principe, le maintien de la famille, le système de la Chambre des Députés d'un autre principe, l'égalité des enfants devant la loi.

Le Sénat fut effrayé des conséquences de ce nouveau principe qui ruinait la famille, et tout en abandonnant partiellement l'ancien, il a cherché un compromis (1).

Nous ne pouvons mieux faire que de résumer le rapport de M. Chaumié.

Le Sénat, en effet, vota le texte proposé par sa Commission sans y rien changer.

« Le texte voté par la Chambre, dit M. Chaumié, est celui de l'article 331 du Code civil dans lequel on a sup-

(1) V. Taudière, *op. cit.*, p. 591.

primé purement et simplement les mots *incestueux ou adultérins*.

« Votre Commission a été frappée de ce que, maintenu dans la généralité de ses termes, le nouvel article 331 pouvait amener des conséquences vraiment inacceptables.... »

Après avoir rappelé l'hypothèque visée plus haut (v. p. 92) d'un homme qui a tout à la fois une femme légitime et une maîtresse, et auquel naissent des enfants de l'une et de l'autre, puis qui, au décès de sa femme légitime se marie avec sa concubine, et par la légitimation de ses enfants adultérins devenus les égaux de leurs frères issus de l'union régulière, consacre légalement l'état de bigamie, dans lequel il s'est complu, M. Chaumié poursuit :

« Votre Commission a pensé qu'il était impossible de l'admettre.

« Elle vous propose, en conséquence de modifier le texte et de n'autoriser la légitimation que dans le cas de l'enfant adultérin désavoué par le mari et dont le père et la mère, malgré le divorce prononcé contre celle-ci, n'ont pu se marier ensemble à cause de l'obstacle que leur opposait l'ancien article 298 du Code civil ; ou bien lorsqu'il s'agit d'enfants adultérins nés plus de trois cents jours après l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint.

« L'hypothèse est très facile à préciser. Ici, il n'y a pas à redouter la conséquence choquante que je vous faisais entrevoir tout à l'heure. L'état de concubinage, les relations adultères, se produisent après la constatation légale par l'ordonnance du président d'une vie séparée, et l'on ne retrouve pas la boucle existence constitutive d'une sorte de bigamie.

« Il a paru à votre Commission qu'il était humain et équitable d'adopter dans cette limite la proposition de la Chambre des Députés. — À côté des cas que vise le texte nouveau, il en est sans doute — et combien m'ont été signalés ! — dignes d'un grand intérêt, très émouvants même.

« Il est certain, en effet, que souvent, à la suite de l'abandon d'un mari par sa femme ou d'une femme par son mari, il a pu se créer de faux ménages dans lesquels des enfants sont nés qu'il est cruel de laisser en dehors de la famille nouvelle que vont plus tard fonder leurs parents en régularisant leur situation.

« Mais en dehors du cas de désaveu, ou bien de conception au cours d'un état de séparation de corps ou d'instance en divorce, si le vice d'adultérinité venait de la mère, la légitimation se heurterait au principe de la règle *pater is est...*, et le conflit soulèverait les difficultés les plus graves. Si le vice d'adultérinité provenait du père, il serait presque impossible de formuler un texte assez précis pour qu'il pût à la fois éviter les inconvénients inacceptables

dont je viens de signaler l'un et favoriser les circonstances dignes d'intérêt.

« Pour toutes ces raisons, Messieurs, votre Commission vous demande de bien vouloir adopter le texte qu'elle a élaboré, en y faisant, non pas une modification, mais plus exactement une adjonction nécessitée par un oubli du copiste. Le texte de l'article 331 du Code civil, *in fine* porte qu'il doit être fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

« Cet alinéa n'a pas été reproduit dans le texte qui vous a été soumis ; mais c'est une mesure très sage qu'il convient de maintenir dans le texte nouveau de l'article 331. Le Sénat n'y verra sans doute aucune difficulté.

« Enfin, nous vous proposons une mesure transitoire. Il est incontestable que l'on ne peut priver du bénéfice résultant de la loi nouvelle ceux qui, fondant un foyer légitime, et ayant eu cependant des enfants adultérins, se sont mariés avant que la loi ait été promulguée et soit devenue définitive.

« Il est donc nécessaire de ménager en leur faveur une période transitoire que nous vous proposons de fixer, ainsi que la Chambre des Députés l'a fait, à deux ans et pendant laquelle il sera possible à ceux qui se marieront après la promulgation de la loi, de faire légitimer leurs enfants adultérins par une déclaration à la mairie de leur domicile.

« Sous le bénéfice de ces observations, je demande au

Sénat de vouloir bien admettre les conclusions de sa Commission et adopter le texte qu'elle lui propose avec l'adjonction dont j'ai parlé » (1).

Le Sénat donna crédit aux arguments développés par M. Chaumié, et ne prit à l'égard des enfants adultérins qu'une décision restrictive.

Le nouvel article 331 fut ainsi rédigé :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

« En ce qui concerne les enfants adultérins, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère et dans l'acte même de célébration ceux qui seront nés plus de trois cents jours après l'ordonnance du président du tribunal, prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint, lorsque cette procédure aura abouti à la séparation de corps ou au divorce ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint.

« L'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari, pourra également être légitimé par le mariage subséquent de la mère avec son complice.

(1) *Journal Officiel*, débats parlementaires, Sénat, 1907, p. 954.

« Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

Disposition transitoire

« Les enfants adultérins, se trouvant dans les conditions prévues par la disposition qui précède, et dont les père et mère auront contracté mariage avant la promulgation de la présente loi, pourront être de la part de ceux-ci, dans le délai de deux ans à partir de cette promulgation, l'objet d'une reconnaissance devant l'officier de l'état civil du domicile des deux conjoints.

« Cette reconnaissance emportera légitimation et mention en sera faite en marge des actes de mariage et de naissance. »

Ainsi remanié, le projet de la loi sur la légitimation des enfants adultérins retourna à la Chambre. Le rapporteur de la Commission, M. Violette, tout en faisant ses réserves sur la valeur de l'argumentation produite par M. Chaumié, conseilla d'accepter le texte du Sénat comme *un petit progrès*. Il annonça que le texte primitivement adopté serait repris. Et il a été voté, en effet, par la Chambre, le 5 juin 1908.

En somme le Sénat n'avait admis que deux cas de légitimation des enfants adultérins :

- 1° Celui de l'enfant désavoué ;
- 2° Celui de l'enfant né 300 jours après l'ordonnance rendue par le président du tribunal.

Mais il existe d'autres cas où, malgré la prohibition des articles 335 et 342. (« Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. » — « Un enfant ne sera jamais admis à la recherche soit de la paternité, soit de la maternité, dans les cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance n'est pas admise »), la filiation adultérine est constatée légalement. Il en est ainsi : quand, par erreur, un jugement passé en force de chose jugée, a admis la preuve d'une filiation adultérine ; — quand un mariage est annulé pour cause de bigamie ; — quand un enfant, se prétendant légitime, et ayant établi sa filiation vis-à-vis de sa mère mariée, l'époux de celle-ci prouve (article 325) qu'il n'est pas le père de l'enfant.

Dans toutes ces hypothèses s'appliquent les articles 762 (« La loi n'accorde que des aliments aux enfants adultérins ou incestueux ») ; — 764, (« Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession ») — et 908 du Code civil (« Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764 »).

La loi du 7 novembre 1907 n'ayant pas parlé de ces cas là, la légitimation ne pourra pas être accordée à ces enfants adultérins.

Cette solution est-elle juste? — Non. Et comme dit M. Taudière :

« Le résultat est bien médiocre et paraîtra insuffisant et dangereux comme amorce d'une réforme plus complète. Aussi faut-il s'attendre à ce que de nouvelles doléances sur le sort des enfants adultérins se produisent tôt ou tard, et à ce que le Parlement soit saisi, à la première occasion, de quelque projet ayant pour but la légitimation de tous les enfants adultérins.

« La logique y gagnera ; mais, la famille sera encore plus profondément et plus définitivement atteinte » (1).

Quant à la forme de la légitimation, il ne faut pas oublier que la reconnaissance des enfants incestueux ou adultérins ne peut avoir lieu que dans l'acte de célébration du mariage. C'est la conséquence de l'article 335 du Code civil qui interdit toute reconnaissance autre qu'une *reconnaissance simultanée en vue de la légitimation* (2).

Il se peut qu'un notaire, qu'un officier de l'état civil, aient accepté antérieurement une reconnaissance, le caractère incestueux ou adultérin de la filiation ayant été ignoré ; mais cette reconnaissance sera nulle.

Mention est faite de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

Cette légitimation des enfants incestueux ou adultérins produit exactement les mêmes effets que la légitimation

(1) Taudière, *op. cit.*

(2) Conf. Rapport Francastel, *Bull.* 1910, p. 121.

des enfants naturels simples (introduction de l'enfant dans la famille légitime, droits de succession...).

*
* *

En terminant ce chapitre, signalons une lacune de la législation de 1907 qui montrera le danger qu'il y a à bâtir trop vite une loi, sous le prétexte qu'elle est urgente.

Un peu avant le vote de la loi qui nous occupe, en avait été votée une autre regardant également les enfants nés hors mariage : celle du 2 juillet 1907, concernant la tutelle des enfants naturels.

Or l'article 5 de cette dernière loi déclare quelle sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

Rien de semblable dans la loi du 7 novembre 1907. — Faut-il donc en conclure qu'elle ne doit s'appliquer qu'en France exclusivement?

Ce qui est certain, c'est que les lois de la métropole et les dispositions du Code civil ne s'appliquent pas de plein droit aux colonies. Depuis l'article 73 de la Charte de 1814 resté en vigueur, les colonies sont régies par des lois et des règlements particuliers. Il y a pourtant deux exceptions : 1° Dans nos vieilles colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, l'état civil des personnes est régi par la loi ; — 2° en Algérie, depuis la conquête, les lois y sont applicables de plein droit (1), dès qu'elles sont pro-

(1) Cass., 4 août 1881 [S. 81, 1, 437].

mulguées, dans trois cas (lorsque aucune disposition de la législation locale ne fait l'objet de la loi nouvellement promulguée dans la métropole ; — lorsqu'une loi modifie des textes en vigueur ; — lorsqu'elle est faite pour l'Algérie) (1).

En dehors de ces deux exceptions, une loi ne s'impose dans les colonies qu'en vertu d'un décret du chef de l'État, encore faut-il qu'une promulgation spéciale par arrêté du gouverneur donne effet à ce décret (2).

Que décider en ce qui touche la loi du 7 novembre 1907 ?

Cette loi modifie un texte du Code civil en vigueur. Elle est donc applicable de plein droit à l'Algérie et aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Mais elle ne sera pas observée dans les autres colonies, puisque le pouvoir exécutif n'a rendu aucun décret.

Résultat vraiment bizarre !

(1) Cass., 31 octobre 1895 [S. 96, 4, 365].

(2) Cass., 4 septembre 1902 [S. 1904, 5, 49].

CHAPITRE IV

CRITIQUE DE LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1907

En bonne logique on est obligé de reconnaître que cette loi du 7 novembre 1907 s'imposait après l'abrogation de l'article 298 du Code civil par la loi du 15 décembre 1904.

Ce qui ne veut point dire que la loi de 1907 soit défendable au point de vue social.

La loi n'interdisant plus au couple de fonder une famille, il était rationnel de lui permettre de régulariser la situation des enfants déjà nés de ses relations.

Avant le vote de cette loi de 1904, le législateur s'opposait, en effet, dans l'article 298 du Code civil au cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, au mariage de l'époux coupable avec son complice.

« Pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'article 298 — disait M. Lintilhac dans son rapport au Sénat, lorsqu'on discuta l'abrogation de cet article — point n'est besoin que le complice de l'adultère ait été surpris et puni correctionnellement, ce qui est relativement rare ; il suffit que l'adultère soit établi par le jugement qui prononce le divorce, et que le nom du complice ressorte du dispositif

ou simplement des motifs du jugement, ou même d'un acte quelconque de la 'procédure' de divorce. Il y a pis. L'humanité des juges évite-t-elle de prononcer le nom du complice ? Un arrêt de la Cour de Paris, en date du 30 octobre 1900, autorise l'enquête tendant à prouver l'identité du complice, par tous les modes de preuve, selon les règles du droit commun.

« Et toute cette vigilance inquisitoriale pour empêcher de se rejoindre légalement deux êtres qui y aspirent, à travers une faute il est vrai, mais avec le droit si humain et des chances appréciables de la réparer ! C'est avec un sens plus exact de la vie vécue et des leçons de sagesse qu'elle donne à entendre, quand la passion accidentelle cesse de nous faire du bruit, que le consul Cambacérés disait au Conseil d'État, à propos de l'article 68, l'ainé de l'article 298 : « On ferme la porte au repentir, même lorsque la faute doit être imputée à une faiblesse momentanée et non à une dépravation habituelle ; et cependant on a vu plus d'une fois des individus dont la jeunesse avait été très licencieuse revenir dans un âge plus avancé à des mœurs très régulières. » Enfin, et par dessus tout, cette prohibition, si hérissée du fait d'une jurisprudence extensive de soupçons et d'enquêtes, a pour conséquence finale de condamner des innocents, ceux qui naîtront d'un concubinage rendu inévitable, à vivre dans la gêne sociale dont la loi frappe les enfants nés hors mariage. » (1)

(1) D. 1905, 4, 28.

Ces considérations firent impression et l'article 298 fut abrogé.

Les complices d'adultère allaient pouvoir se marier. Il était logique que les enfants, qui étaient issus de leur commerce fautif, dussent pouvoir être légitimés.

Ce fut la conclusion de MM. Violette et Steeg à la séance du 11 janvier 1907 :

« Peut-on vraiment dire plus longtemps à ceux à qui nous venons d'ouvrir une possibilité légale de mariage : Vous pourrez régulariser votre situation, bien que vous ayez été coupables, mais vos enfants qui sont innocents, c'est sur eux que la loi va exercer sa vengeance. Ainsi, nous, législateurs, nous allons les tenir avec soin hors de la famille que nous vous autorisons à fonder. Ils seront toujours là pour témoigner qu'elle n'est en quelque sorte qu'une famille frappée de déchéance morale. Certes, si vous êtes voleur ou criminel, nous nous efforcerons de voiler le plus possible votre faute. Nous avons voté la loi de sursis et nous entourons par ailleurs la communication du casier judiciaire de toutes les garanties possibles de discrétion. Si vous avez eu le bonheur d'avoir un commerce adultérin stérile, ce sera également pour le mieux ; n'avons nous pas abrogé l'article 298 ? Mais si par malheur vous avez eu un enfant, il restera là toute votre vie dressé devant vous et le nom qu'il portera apprendra à tous les raisons pour lesquelles il est votre enfant suivant la nature sans pouvoir l'être suivant la loi. Un tel système est donc

un véritable encouragement à l'infanticide ou à l'abandon des enfants adultérins.

« Il ne se trouvera personne d'assez candide pour soutenir qu'accorder la légitimation par mariage subséquent des enfants adultérins, serait pousser au développement des relations adultérines. Si l'argument a en soi une valeur, c'est lors de l'abrogation de l'article 298 qu'il eût été opportun de le produire, et si à ce moment il a déjà paru puéril et vain, à plus forte raison ne peut-il nous arrêter une seconde. Il ne se formera avec notre texte ni plus ni moins de relations adultérines qu'avant. Le but des unions de cette nature n'est généralement pas de fonder une famille et on peut affirmer que les enfants y sont plus appréhendés que désirés. C'est, à notre sens, une raison de plus pour ne pas, par une législation d'une rigueur inadmissible, aggraver encore des raisons qui y font en général redouter par dessus tout la présence des enfants.

« Mais si, malgré tout, le couple adultérin a des enfants, dans quelle situation vraiment atroce place-t-on les parents le jour où il leur sera permis de régulariser leur situation ? Ils auront le choix entre trois solutions : renoncer à profiter des facilités que la loi leur accorde et maintenir une situation irrégulière que le législateur n'a vraiment pas intérêt à encourager, se résigner à écarter d'eux leurs enfants, ou accepter les risques d'une situation qui fera l'amertume de leur vie et empoisonnera leur existence. De toutes façons c'est un problème véritable-

ment poignant qu'ils auront à résoudre. A notre avis, il n'est pas bon que la loi place le citoyen dans cette alternative : faire son devoir, mais pour cela sacrifier ses intérêts les plus légitimes. » (1).

Le maintien de la situation antérieure eût créé une différence fâcheuse entre les enfants nés avant et les enfants nés après le mariage des complices. Tandis que les premiers auraient eu sans conteste tous les bénéfices de la légitimité, les seconds n'auraient eu droit qu'à des aliments. Ni droits concurrents à la succession des auteurs communs, ni vocation à la succession les uns des autres; les uns trouvant toute faite leur place au soleil, les autres traités en parias, il y avait là un contraste bien fait pour émouvoir les âmes sensibles.

Si nous faisons abstraction de l'intérêt social il n'y a rien à objecter à ces considérations.

*
* *

Nous avons entendu de la bouche de M. Lintilhac, de la bouche de M. Viollette l'apologie de la loi du 7 novembre 1907.

Elle n'a pas échappé à la critique.

On a dit que c'était une œuvre incohérente et confuse, qui avait été élaborée trop hâtivement. (Nous en avons

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, 17 février 1907, Annexe, n° 629, p. 49.

déjà vu une conséquence au sujet de son application dans les colonies.)

On lui a reproché de détruire le sens primitif de textes anciens sur lesquels elle s'est appuyée.

Enfin, on l'a accusée — d'un autre côté et dans un autre camp — d'être trop douce à l'adultère.

Nous allons reprendre successivement chacun de ces points.

Une fois pour toutes, nous croyons devoir faire remarquer que nous donnons la synthèse des reproches formulés contre la loi, sans prendre à notre compte ceux qui se basent sur ce qu'elle n'a pas été encore assez favorable à la légitimation des enfants incestueux ou adultérins ; et que, lorsque nous faisons nôtre une des critiques dirigées contre l'œuvre du législateur de 1907, nous avons le soin de le déclarer expressément.

A

D'abord, a-t-on dit, les fautes du mari et celles de la femme doivent être traitées également. (1) Il n'y a pas de raison pour que les unes soient plus sévèrement punies, ou au contraire le soient moins que les autres.

Or ce n'est qu'à l'enfant d'une femme mariée issue de

(1) Conf. observation de M. Ambroise Colin à la Société d'Études législatives. — *Bulletin*, 1910, p. 178.

l'adultère et désavoué par le mari, que la loi de 1907 accorde la légitimation.

Pourquoi n'en gratifie-t-elle pas aussi l'enfant né des œuvres d'un homme marié avec une concubine ?

C'est, comme l'a dit M. Chaumié au Sénat et comme nous l'avons rapporté plus haut, afin de ne pas donner « une sorte de consécration légale à l'état de bigamie. »

Mais alors pourquoi se montrer plein d'indulgence pour l'état de polyandrie, qui n'est pas moins rigoureusement interdit ?

Ainsi, une femme mariée entretient à côté de son ménage une liaison illégitime au cours de laquelle des enfants lui naissent concurremment de son mari et de son amant. « Le mariage se dissout par la mort du mari ; la femme, devenue veuve, épouse son amant et révélant alors, par la légitimation de ses enfants adultérins, l'existence de ses relations coupables, en même temps que la date de la naissance de ses enfants légitimes atteste la continuité de ses relations conjugales, elle donne une sorte de consécration légale à l'état de *polyandrie* dans lequel elle a vécu (1). »

Pourquoi cette différence totale de situation ? Les époux sont cependant tous deux tenus d'observer la fidélité conjugale !

« Pourquoi à deux situations de valeur morale et juri-

(1) C'est avec une intention que nos lecteurs comprendront que nous employons à nouveau les termes mêmes du passage du rapport de M. Chaumié, cité plus haut.

dique si complètement identiques apporter deux solutions aussi violemment contradictoires? Dans un cas on accepte sans difficulté de donner consécration légale à l'adultère; dans l'autre cas on présente le même résultat comme la plus monstrueuse des aberrations. Vraiment en tout cela la logique et le bon sens se trouvent traités de fort cavalière façon (1). »

Cette critique nous paraît fondée.

B

On a reproché au législateur de 1907 d'avoir réuni dans l'article 331, alinéa 2, tous les enfants adultérins, que ce soit un homme marié qui soit coupable, ou bien que ce soit une femme mariée. Tous, ils peuvent être légitimés, s'ils sont nés plus de 300 jours après l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'article 878 du Code de procédure civile.

On a dit qu'il y avait là une confusion regrettable qui est cause que la loi du 7 novembre 1907 est obscure.

Les deux situations sont fort différentes.

Nous allons les prendre l'une après l'autre.

§ I. — Supposons d'abord qu'un homme marié, en instance de séparation de corps ou de divorce, prend comme maîtresse une femme libre et lui fait un enfant. Puis,

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, rapport Violette, 19 mars 1908, Annexe, n° 1.331.

devenu libre, ses chaînes légitimes étant rompues, il épouse cette femme. L'enfant pourra être légitimé ou non, suivant que sa conception se placera ou non dans la *période favorable*.

Qu'est-ce que cette période favorable, que nous appelons ainsi par opposition à la période suspecte visée dans l'article 313 du Code civil ? C'est la période qui part du jour où le président du tribunal rend l'ordonnance de non conciliation et permet aux époux de vivre dans des domiciles séparés.

Si l'enfant est conçu pendant la période favorable, il pourra être légitimé par le mariage subséquent de ses auteurs ; si au contraire, sa conception se situe avant cette période favorable, il ne pourra pas être légitimé, quoiqu'adultérin ; si cette conception se place après que la période favorable est terminée, sa situation variera.

Sur ce point, a-t-on dit, la loi est obscure et peu satisfaisante.

Il est inadmissible, dit-on, encore, qu'un enfant qui naît plus de 300 jours après l'ordonnance du président puisse être légitimé, alors que celui qui naît moins de 180 jours après cette ordonnance, ne le peut.

« Avec le texte du Sénat, on arrive à des conséquences vraiment terribles, dit M. Violette. Voici une situation qui se présente très souvent, de nombreuses lettres l'attestent. Un homme est séparé de fait de sa femme légitime soit pour cause de brusque départ de cette dernière, soit pour

toute autre cause. Il noue des relation avec une autre femme et plusieurs enfants naissent. La femme légitime finit par se décider à demander le divorce et l'obtient. Le père en se remariant avec sa maitresse veut légitimer ses enfants ; or, à cause de la date de l'ordonnance il ne pourra le faire que pour quelques-uns ; les autres sont exclus à jamais du bénéfice de la loi. Pourtant quelle différence y a-t-il entre ces différents enfants ? Ils sont bien frères et sœurs nés dans des conditions identiques. Pourquoi briser et disloquer ainsi cette famille de façon aussi arbitraire (1) ?

« Voici ce qu'écrivit à ce sujet l'un de ces pères de famille :

« .. On en référa au maire, qui en référa au Parquet. On me demanda les pièces de procédure, puis, après examen, on me déclara que la légitimation des deux derniers enfants était possible, mais qu'à l'égard du premier elle n'était pas possible : parce que sa naissance était antérieure à l'ordonnance, ou du moins antérieure aux 300 jours. Donc, voilà une loi que j'appelais de tous mes vœux, — et combien comme moi ! — qui, au lieu d'être un bienfait pour mes enfants, ne ferait qu'apporter une terrible aggravation à la situation du premier, si elle devait être interprétée ainsi. Il restera, lui seul, le paria, l'enfant adultérin ; il ne me sera pas même permis de lui léguer la

(1) Nous répondrons à ce point d'interrogation de M. Violette dans notre quatrième partie.

quotité disponible. Il sera dans la famille moins qu'un étranger. Est-ce possible que telle ait été la pensée du législateur?... »

« Le législateur n'a pu avoir une telle pensée, mais c'est tout de même à ce résultat monstrueux qu'aboutit le texte du Sénat (1). »

Les législateurs — au dire de ceux qui critiquent la loi parce qu'ils trouvent qu'elle n'a pas été assez loin — se seraient égarés en s'inspirant de l'article 313 pour la rédaction de leur nouvel article 331,

Cet article 313 (alinéa 2) dit que, lorsque deux époux sont en instance de séparation de corps ou de divorce, le mari peut désavouer l'enfant né 300 jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de 180 jours depuis le rejet définitif de la demande ou de la réconciliation.

Et ce désaveu péremptoire, le mari, ou les héritiers pourront l'exercer à l'encontre de l'enfant qui naît plus de 300 jours après l'ordonnance, mais la fiction de légitimité continue à couvrir l'enfant né plus de 180 jours et moins de 300 jours depuis l'ouverture de la période suspecte. Par conséquent, si l'enfant prouve qu'il a été conçu moins de 300 jours depuis l'ordonnance, c'est-à-dire avant cette ordonnance, le mari ou les héritiers seront déboutés de leur action en désaveu.

(1) *Journ. Offic.*, Doc. Parlem., Annexe, n° 1.334, p. 294.

Mais les cas ne sont pas du tout les mêmes dans l'article 331 et dans l'article 313. Dans le premier l'enfant doit essayer de prouver qu'il a été conçu après l'ordonnance ; dans le second il a intérêt au contraire à démontrer qu'il a été conçu avant cette ordonnance, alors que ses parents étaient unis encore.

« L'article 331, alinéa 2, aurait donc dû permettre la législation par mariage subséquent, dans l'acte même de célébration, des enfants nés le 180^me jour au plus tôt après l'ordonnance du président, *du moins lorsqu'il s'agit d'un enfant dont le vice d'adultérinité provient du père* (1) ».

*
* *

Nous savons quel est le point de départ de la période favorable. Quel sera son terme ?

Il y a trois sortes d'événements, d'après la loi du 7 novembre 1907, qui mettent un terme à cette période favorable :

A. — *La séparation de corps.* — Si l'enfant naît plus de 180 jours après le jugement, il pourra être légitimé, parce que c'est un enfant né d'un père séparé de corps. Il pourra l'être également, d'après la loi du 7 novembre 1907, s'il naît moins de 180 jours depuis le jugement,

(1) *Journal Officiel*, documents parlementaires, Chambre, rapport Violette, note 1. 19 mars 1908, p. 293.

et si sa conception se situe après l'ordonnance présidentielle.

B. — *Le divorce.* — Si l'enfant est conçu avant la transcription du jugement (c'est-à-dire s'il est né avant le 180^{me} jour depuis cette transcription) il pourra — adultérin — être légitimé, profitant des dispositions de la loi nouvelle. Naturellement s'il a été conçu après la transcription du jugement (c'est-à-dire s'il naît après le 180^{me} jour depuis la transcription), il est naturel simple, et la loi de 1907 ne le concerne pas.

C. — *Le décès du mari*, mettant fin à l'instance en séparation de corps ou en divorce. Si l'enfant naît moins de 180 jours depuis ce décès, il sera adultérin; mais il pourra être légitimé (loi de 1907), si sa conception se place après l'ordonnance du président. Maintenant s'il naît plus de 180 jours après ce décès, il est naturel simple, car, d'après les présomptions légales, sa conception se place après la dissolution du mariage de son père.

Dans ces trois hypothèses l'enfant pourra donc être légitimé. Mais d'autres événements peuvent se produire :

A. — *L'instance est rejetée.* — Si l'enfant a été conçu plus de 300 jours après le rejet de la demande, l'enfant adultérin ne pourra être légitimé, parce qu'au moment de sa conception, l'auteur de cet enfant et son conjoint étaient tenus de vivre ensemble. Si l'enfant peut prouver que sa

conception a eu lieu avant le rejet de la demande, mais après l'ordonnance, il ne pourra pas être légitimé ; il ne pourra pas invoquer la loi de 1907, si le père épouse sa complice, sous le prétexte qu'il n'y a eu ni séparation de corps ni divorce. Et cependant il est né plus de 180 jours après l'ordonnance !

Comment justifier cette solution ? On l'ignore. Là où règne l'arbitraire on ne peut rien expliquer (1).

B. — *La réconciliation de l'auteur de l'enfant avec son conjoint.* — Les résultats que nous venons d'exposer s'appliquent également dans cette seconde hypothèse.

§ II. — Envisageons maintenant le second cas qui peut se présenter.

Supposons que c'est une femme mariée, en instance de séparation de corps ou de divorce, qui entretient des rapports avec un homme libre et a un enfant de lui. Puis devenue libre, son lien légitime étant brisé, elle épouse cet homme. L'enfant pourra être légitimé, ou non, suivant que sa conception se placera ou non dans la *période favorable*, (que nous avons définie lorsque nous avons étudié l'adultérinité du côté du père :

1° La conception de l'enfant a eu lieu avant le commen-

(1) Il est extraordinaire que les auteurs de ces critiques s'obstinent à ne pas vouloir distinguer entre l'époque où les relations conjugales sont judiciairement rompues, et celles où le devoir de fidélité subsiste dans toute sa vigueur.

cement de la période favorable. Pour cela il faut qu'il naisse moins de 300 jours après l'ordonnance. Les parents étaient tenus aux devoirs de cohabitation et de fidélité. La présomption *pater is est* est dans toute sa vigueur. L'enfant est présumé légitime ; et, s'il n'est pas désavoué par le mari de sa mère, jamais il ne pourra être légitimé. Et il est juste qu'il en soit ainsi, à cause du principe de la présomption de paternité du mari. Mais on peut reprocher au législateur d'avoir usé de la formule, applicable — avec raison — à la mère, dans le premier cas (celui du père), où elle ne doit pas figurer. Lorsqu'un homme marié, en instance de séparation de corps ou de divorce, a commis un adultère avec une femme libre et qu'un enfant naît des œuvres de cette dernière, il ne saurait être question de la présomption *pater is est* ; la seule question qu'il importe de trancher, c'est de savoir dans quelle catégorie d'enfants adultérins peut entrer cet enfant, et s'il peut ou non, bénéficier de la loi du 7 novembre 1907. Or, la loi est formelle, il faut qu'il soit conçu après l'ordonnance ; si sa conception se place antérieurement à l'ordonnance, la légitimation est impossible. L'intérêt de l'enfant sera de se dire conçu après l'ordonnance pour pouvoir bénéficier de la légitimation ; il aurait donc fallu permettre à cet enfant de placer sa conception au moment le plus favorable.

Bref — dans l'hypothèse où la conception de l'enfant se situe avant le commencement de la période favorable —

l'enfant est présumé légitime s'il est conçu moins de 300 jours après l'ordonnance ; il est adultérin, mais peut être légitimé, s'il est conçu plus de 300 jours après elle ;

2° La conception de l'enfant a lieu durant la période favorable. L'enfant naît plus de 300 jours après l'ordonnance ; il a donc été conçu à une époque où les époux n'étaient plus obligés de cohabiter ; il est adultérin, mais pourra être légitimé (loi de 1907).

Et ici nous pouvons nous demander pourquoi le législateur de 1907 a cru devoir élaborer l'alinéa 2 de l'art. 331. (« En ce qui concerne les enfants adultérins, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, et dans l'acte même de célébration, ceux qui seront nés plus de 300 jours après l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint, lorsque cette procédure aura abouti, à la séparation de corps ou au divorce, ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint »).

En effet, la loi du 7 novembre 1907 n'a pas touché à l'alinéa 2 de l'article 313 du Code civil : « En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de cent quatre-vingts

jours depuis le rejet définitif de la demande, ou depuis la réconciliation. »

Le désaveu du mari est péremptoire ; l'action en désaveu n'est pas admise seulement s'il y a eu réunion de fait entre les époux.

Ainsi l'enfant, né au cours de l'instance où sa mère est engagée avec son conjoint, reste protégé par la règle *pater is est*, et cette présomption subsiste jusqu'au rejet de la demande ou à la réconciliation des époux.

Il semble dès lors qu'elle se continue si la séparation de corps ou le divorce est prononcé par le tribunal, mais ceci n'est vrai que pour la séparation de corps ; en ce qui concerne le divorce, la présomption de paternité du mari tombe dès le jour où le jugement est devenu définitif et la faculté de désaveu disparaît avec elle. C'est par l'action en contestation de légitimité qu'il y aura lieu d'agir contre l'enfant.

Rappelons que l'article 331, alinéa 3 porte que : « L'enfant né pendant le mariage et désavoué par le père pourra également être légitimé par le mariage subséquent de la mère avec son complice. »

En rapprochant l'alinéa 2 de l'article 313 avec l'alinéa 3 de l'article 331, on s'aperçoit que l'alinéa 2 de l'article 331 est superflu.

En effet, ou bien le mari exerce le désaveu péremptoire de l'alinéa 2 de l'article 313 ; alors l'enfant désavoué est adultérin, et il pourra être légitimé ; c'est l'alinéa 3 de

l'article 331 qui s'applique. Et l'alinéa 2 de l'article 331 est inutile. Ou bien le mari néglige d'intenter une action en désavœu ; l'enfant est légitime. La légitimation de l'alinéa 2 de l'article 331 ne lui sert de rien.

En résumé, l'enfant issu, au cours d'une instance en séparation de corps ou en divorce, d'une femme mariée, est tout comme celui du mari soumis à l'alinéa 2 de l'article 331.

Notons que les points de départ sont les mêmes pour l'expiration de la période suspecte de l'article 313, alinéa 2 et pour la période favorable de l'alinéa 2 de l'article 331. Or ces deux articles se contredisent : l'article 331, alinéa 2 déclare adultérin l'enfant conçu pendant une instance par une femme mariée ; l'article 313, alinéa 2 dit au contraire qu'il est légitime tant qu'il n'a pas été désavoué !

Il faut se demander dans quelles conditions l'alinéa 2 de l'article 331 fait cesser la présomption de paternité du mari, qui jusqu'ici a couvert les enfants conçus à partir de l'ordonnance rendue pendant une instance en séparation de corps ou en divorce.

On peut expliquer le sens du nouvel article 331 par ce fait que le législateur de 1907 a mal interprété l'alinéa 2 de l'article 313. Il a été entraîné dans cette erreur par des décisions de jurisprudence où il a cru trouver, dans les motifs de plusieurs arrêts que l'état de séparation de corps comme l'ouverture d'une demande soit en séparation de corps, soit en divorce, fait cesser toute présomption de

paternité du mari relativement à l'enfant dont la femme accouche 300 jours après l'ordonnance qui l'autorise à avoir une habitation séparée et moins de 180 jours depuis le rejet de la demande ou la réconciliation. (Tel n'était pas l'esprit de la jurisprudence, qui voulait seulement déclarer que le mari, pour réussir dans l'action en désaveu n'avait besoin que de nier sa paternité, sans avoir de preuves à fournir).

En somme le législateur de 1907 s'est trompé, et il s'est rallié à une idée abandonnée depuis la loi de Brumaire, à savoir que l'enfant conçu pendant la période suspecte n'est pas couvert par la présomption *pater is est*.

Mais la conséquence n'en est pas moins que l'art. 313, alinéa 2, se trouve abrogé, « dans celles de ses dispositions, dit M. Baudry-Lacantinerie, qui ont trait au désaveu. Il faut modifier la rédaction de la loi nouvelle et lui donner le sens suivant en le combinant avec l'article 315. En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, tout intéressé pourra contester la légitimité de l'enfant né 300 jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé, et moins de 180 jours depuis le rejet définitif de la demande ou depuis la réconciliation. L'action en contestation de légitimité ne sera pas admise s'il y a eu réunion de fait entre les époux » (1).

(1) Baudry-Lacantinerie, I, Supplément, p. 1025.

Ainsi, maintenant les enfants qui sont conçus après la séparation de corps ou durant une instance en séparation de corps ou en divorce, seraient désavoués de plein droit par la seule date de leur conception, tandis que ceux qui sont conçus au cours d'un mariage régulier, ne seraient exclus de la famille légitime que par le désaveu du mari.

3° La conception de l'enfant a eu lieu après la fin de la période favorable.

A. — Si le mariage est dissous par la transcription du jugement de divorce, l'enfant est naturel simple, s'il vient au monde plus de 180 jours et moins de 300 jours après la transcription du jugement, ou encore plus de 300 jours après elle ; il est adultérin s'il naît avant le 180^e jour qui a suivi la transcription, mais il pourra être légitimé s'il est né plus de 300 jours après l'ordonnance présidentielle.

B. — La période favorable est close par suite du décès du mari survenu au cours de l'instance en séparation de corps ou en divorce. — L'enfant sera adultérin, mais susceptible d'être légitimé s'il naît moins de 180 jours après ce décès et plus de 300 jours après l'ordonnance du président (car il a été conçu pendant le mariage et dans le courant de la période favorable). — Lorsque l'enfant naît plus de 300 jours après la mort du mari, « sa légitimité pourra être contestée », dit l'art. 315 du Code civil, mais jusque-là il sera regardé comme légitime. Si l'enfant naît plus de 180 jours et moins de 300 jours

après le décès du mari, le problème est plus difficile par suite du sens incertain de l'alinéa 2 de l'article 313 depuis la loi du 7 novembre 1907. Autrefois, un tel enfant était supposé conçu dans le mariage, et considéré comme enfant légitime pouvant être désavoué par le mari. Mais actuellement?...

Il semble qu'il faille choisir : placer la conception de l'enfant avant le décès du mari, et ainsi l'enfant sera adultérin ; ou la placer après, et l'enfant sera naturel simple. — Ce serait la plus favorable à l'enfant.

C. — *L'instance a abouti à une séparation de corps*. — La loi du 7 novembre 1907 s'applique pleinement ; l'enfant — sûrement conçu pendant le mariage — sera adultérin, et il pourra être légitimé.

Nous répéterons ce que nous avons déjà dit : que ce n'est que dans ces trois seules circonstances — divorce, décès de l'autre conjoint, séparation de corps — que l'enfant adultérin pourra prétendre bénéficier de la loi du 7 novembre 1907. Si la demande en séparation de corps ou en divorce a été rejetée, ou s'il y a eu une réconciliation, la légitimation lui sera refusée.

Divergence, dit-on regrettable et peu explicable.

C

Enfin on a reproché à la loi du 7 novembre 1907 — et c'est là, à notre avis le grief le plus sérieux qu'on puisse lui adresser — de détruire la famille, de

nuire au mariage, de favoriser le scandale de l'adultère.

Il est vrai que les partisans de cette loi ont essayé de la justifier.

Nous nous permettons de donner un extrait de MM. Paul et Victor Margueritte que M. Maurice Violette a cité dans son rapport :

« Dire qu'on a abrogé, voici plus d'un an, l'imbécile article de loi qui empêchait vos papas, vos mamans de s'unir, de fonder pour vous le nouveau foyer, le nid où abriter vos existences précaires et ballotées ! Et vous — enfants adultérins, nés hors mariage de parents déjà mariés — vous qui, les premiers, eussiez dû profiter de cette amélioration, de la loi du divorce, vous qui étiez la vraie, la profonde raison d'être de cette faculté du remariage donnée « aux complices », vous êtes les seuls auxquels ait omis de songer le législateur.

« Vos parents sont maintenant devant la loi mari et femme. Ils ont pu effacer le pénible souvenir, réparer le tort qu'ils s'étaient, aux yeux de quelques uns, causé. Nom, fortune, tout désormais leur est commun. Et vous, qui incarnez leur raison de vivre, vous, qui devriez être leur revanche du sort, leur orgueil quotidien, le soutien de leur vieillesse, vous, qui méritiez, avant eux, les réparations du bonheur, toutes les justices tardives, vous demeurez ce que vous étiez auparavant, ce que vous êtes toujours, tarés, flétris, un zéro social, quelle que puisse être votre valeur d'individu. »

Ainsi l'adultérinité ne serait plus une faute ; il n'y aurait

plus que les esprits arriérés qui la considéreraient comme telle. Les complices auraient le droit incontestable d'avoir leur part de bonheur, à laquelle ils ne pouvaient jusqu'ici associer les enfants nés d'un acte qui — pouvons-nous aller jusque là ? — devrait en quelque sorte être approuvé.

Et cette réparation, il ne faut pas croire que les innocentes victimes, les enfants, la méritaient *seuls* ; ils la méritaient simplement *avant* ces infortunés, les parents. C'est une *justice tardive*.

Loin de nous certes la pensée de condamner toujours l'époux qui s'est rendu coupable d'adultère ! — Et ce n'est pas nous qui jetterons la pierre à la malheureuse femme, qui, ayant un intérieur intenable par la faute de son mari, va chercher ailleurs une consolation. Et puis tous les êtres humains sont sujets à des faiblesses. — « L'homme n'est pas parfait. »

Mais vraiment il est des cas où l'adultère est impardonnable et doit être irrémédiablement flétri.

Ainsi un homme — et le cas est malheureusement fréquent — porte la honte dans le ménage de son meilleur ami. Il détruit lâchement le bonheur conjugal d'un être, qui souvent n'a que le tort d'aimer plus qu'il n'est aimé. Un scandale éclate, des accouchements clandestins se révèlent, favorisés peut-être par une profession qui oblige le mari à de longues absences, ou par des circonstances qui l'ont tenu éloigné de son domicile. Un jour viendra où ces naissances clandestines seront un argument en faveur

de la démonstration de l'adultère : il y aura divorce, désaveu. Les complices se marieront, et dans la famille qu'ils fonderont, ils feront entrer en vertu du nouvel article 331 les enfants dont la procréation était un outrage aux droits du mari.

Désormais l'enfant adultérin a tout intérêt à faire constater officiellement son état. Et plus le scandale sera certain, meilleur sera le résultat.

Mais comment peut-on provoquer le scandale ? — En cas de recel de la naissance de l'enfant. — Car si l'enfant est né au cours du mariage, de relations adultérines, et a été inscrit comme issu du mariage, il n'y aura pas de changement possible pour une situation qui est favorable à l'enfant lui-même. L'enfant est légitime ; il est sous la protection de la présomption *pater is est*, et ni lui, ni sa mère, ni son père naturel ne peuvent le disputer à la situation qui lui a été faite par la législation antérieure à la loi du 7 novembre 1907.

La situation peut se présenter sous un autre aspect, une femme, non séparée de corps, mais séparée de fait, met au monde un enfant qui est déclaré comme étant un enfant légitime. Le mari, averti, intentera une action en désaveu fondée sur le recel de la naissance et sur ce fait justificatif de non-paternité, que constitue la séparation de fait des époux ; ou le mari consentira à garder le silence, et l'enfant restera légitime.

Envisageons une quatrième hypothèse. L'enfant dont la

mère est encore engagée dans les liens d'un mariage non dissous a été reconnu par son père naturel qui est libre ; mais la mère n'a pas été désignée dans l'acte. Il a alors la possession d'état d'enfant naturel simple ; situation qu'on ne peut lui retirer puisque la maternité peut être recherchée « par » l'enfant, mais non « contre » lui.

Que feront l'enfant et les concubins ?

La mère ne pourra reconnaître l'enfant, puisque l'article 335 du Code civil n'a pas été abrogé.

Le mari de la mère n'intentera certainement pas d'action en désaveu, puisque l'on n'a pas tenté de lui attribuer l'enfant.

L'enfant ne pourra rechercher sa maternité, puisque la recherche de la filiation *adultérine* est interdite. Cependant il ne faudrait pas considérer cette solution comme certaine. L'enfant pourrait soutenir qu'il recherche une maternité *légitime*, dont la constatation ferait tomber la reconnaissance du père naturel et revivre le principe *pater is est*. Le procès se présenterait sous la forme d'une demande de rectification de l'acte de naissance à l'appui de laquelle viendrait l'action en recherche de la maternité. Or, aux termes de l'article 99 du Code civil (modifié par la loi du 8 juin 1893) les parties intéressées doivent être appelées, s'il y a lieu, à la demande de rectification, et ici il y aurait lieu de mettre en cause le mari de la mère. Celui-ci se trouverait alors placé dans une situation délicate : où il ne s'opposerait pas à la rectification et assu-

merait -- contre toute vraisemblance -- la paternité légitime du demandeur, ou -- ce qui est plus vraisemblable -- il intenterait une action en désaveu, dont le succès placerait précisément l'enfant dans la situation exigée par la loi du 7 novembre 1907, pour que devienne possible la légitimation par mariage subséquent des concubins.

Ainsi donc, souvent, la légitimation des enfants issus de l'adultère ne sera obtenue qu'avec beaucoup de mal, et en faisant éclater de grands scandales.

CHAPITRE V

NOUVELLES PROPOSITIONS EN FAVEUR DE LA LÉGITIMATION DES ENFANTS ADULTÉRINS

M. Violette et Steeg ont accepté, faute de mieux, le texte du Sénat, mais ils ont repris leur campagne et ils espèrent triompher.

La loi du 7 novembre 1907 ne profite qu'à deux catégories d'enfants adultérins (enfants désavoués par le mari de la mère ; enfants nés 300 jours après l'ordonnance du président.) Le résultat déçut les espérances de la Chambre des Députés.

Il peut arriver exceptionnellement qu'un mari trahi consentira à former une demande en désaveu qui est, de sa part, ou une mesure de précaution prise au profit d'une nouvelle situation qu'il s'est lui-même créée, soit un acte de générosité extraordinaire accompli dans le but unique de soustraire les enfants adultérins aux conséquences d'une faute dont ils sont innocents. Nous connaissons des exemples de ces deux hypothèses.

Mais cela se passe trop rarement. Et, comme le dit M. Taudière, « il fallait s'attendre à de nouvelles tentatives parlementaires dans le but de porter un coup plus sensible à cette institution du mariage qui, toute vieille qu'elle est ne peut se décider à mourir. »

Et en effet, *quatre jours seulement* après la promulgation de la loi du 7 Novembre 1907, — le 11 novembre — MM. Violette et Steeg déposaient une nouvelle proposition en faveur de la législation des enfants adultérins.

En voici l'exposé des motifs :

« Messieurs.

« M. Maurice Violette, dans son rapport sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat, n'a pas manqué, de faire observer que la Commission de réforme judiciaire n'acceptait le texte adopté par le Sénat que pour consacrer immédiatement son principe de haute importance.

« Ce texte n'admet, en effet, la légitimation que dans deux cas : 1° celui de désaveu ; 2° celui où l'enfant est né plus de trois-cents jours après l'ordonnance du président préliminaire de toute action en divorce ou en séparation de corps. C'est dire en réalité que sur cent enfants adultérins deux ou trois profitent de la loi nouvelle.

« *Un tel résultat est manifestement insuffisant.*

« Le texte voté par la Chambre avait fait naître les espérances les plus légitimes, et la déception est immense parmi ceux qui attendaient, avec une véritable angoisse

— l'expression ne paraîtra point trop forte à tous ceux qui ont pu recevoir les doléances des intéressés — le vote d'une disposition législative qui s'inspirait de si évidentes considérations de justice et d'humanité.

« Aussi bien la loi nouvelle établit une contradiction trop violente entre la situation des enfants adultérins dont la légitimation devient possible, et ceux pour lesquels, au contraire, demeure interdit l'espoir de voir leur situation se régulariser. De quel droit, en effet, distinguer entre les uns et les autres ? On peut soutenir à la vérité que, pour les enfants nés plus de trois cents jours après l'ordonnance du président permettant à la femme d'avoir un domicile séparé de celui de son mari, les enfants ne sont adultérins que par une fiction de la loi. Ce ne serait vrai d'ailleurs que lorsque l'ordonnance est le préliminaire d'une action en divorce ; ce ne le serait pas lorsque la procédure ne vise qu'une séparation de corps. Mais, en tout cas, pour l'enfant désavoué il n'y a pas l'ombre d'un doute : celui-là est bien adultérin en fait et en droit. Pourquoi donc faire pour lui, et pour lui seul un régime de faveur ?

« La nouvelle rédaction de l'article 331 est donc presque aussi injuste que l'ancienne. Elle a, de plus, l'inconvénient d'être contradictoire et arbitraire.

« C'est pourquoi nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption du texte suivant que la Chambre a déjà voté :

« Article I : l'article 331 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration... »

Cette proposition de loi a été votée par la Chambre le 5 juin 1908.

*
* *

Nous ne voulons pas discuter ici la nouvelle proposition de MM. Violette et Steeg ; aussi bien avons nous déjà fait valoir plus haut les objections qu'elle soulève.

Certes, si l'on ne se place qu'au point de vue exclusif de l'enfant, il est regrettable de faire peser sur lui le poids d'une faute qu'il n'a pas commise.

Mais, si l'on rapproche la loi du 7 novembre 1907 — qui fait l'objet de cette étude — de toutes celles qui ont été votées par le Parlement dans ces dernières années (suppression de l'article 298 ; — conversion obligatoire de la séparation de corps en divorce ;....) et de toutes les propositions qui complètent le système (rétablissement du divorce par consentement mutuel ; — divorce, dans certains cas, par la volonté d'un seul des conjoints ; — proposition récente de M. Meunier à la Chambre en faveur de l'abrogation des articles du Code pénal qui punissent l'adultère ; —) on constatera que la campagne entreprise

par les novateurs et suivie avec persévérance tend à la suppression de la famille, par conséquent au système de la démoralisation la plus dangereuse qui puisse menacer l'ordre social.

*
* *

Depuis que la Chambre des Députés a voté la nouvelle proposition de M. Violette et Steeg, elle a été saisie d'une autre proposition de M. Merle tendant à autoriser la légitimation de tous les enfants nés hors mariage, non seulement par le mariage subséquent de leurs père et mère, mais encore par leur reconnaissance légale au cours du mariage. (1)

Le Sénat est également saisi d'une proposition de loi de M. Catalogne et Cicéron tendant à dissocier l'acte de mariage et l'acte de légitimation ; et d'un amendement de M. Mazière proposant d'instituer, en cas d'erreur de droit commise par les parents une légitimation post nuptias sous le contrôle de l'autorité judiciaire.

(1) Cette disposition que nous nous réservons d'apprécier dans le chapitre suivant existe déjà dans diverses législations, notamment dans celle de l'état de Californie, dans celle de l'Espagne.

QUATRIÈME PARTIE

Projet de réforme de la Société d'Etudes Législatives

Tout récemment — au mois de mars dernier — une Commission, prise dans le sein de la Société d'Etudes législatives, a élaboré un projet de réforme des textes du Code civil relatifs à la légitimation des enfants nés hors mariage. (1)

Voici ce projet :

« Article 1^{er}. — L'article 331 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

Article 331. — § 1^{er} — Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, dont la condition est réglée par les dispositions ci-après, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont légalement reconnus

(1) Cette Commission sous la présidence de M. Rau était composée de MM. Crémieu, Cotelle, Capitant, Lefebvre, Ambroise Colin. Le rapporteur était M. Francastel.

avant leur mariage ou qu'ils les reconnaissent au moment de sa célébration. Dans ce dernier cas, l'officier de l'état civil qui procède au mariage constate la reconnaissance et la légitimation dans un acte séparé, porté sur le registre des naissances.

« Les enfants non reconnus avant le mariage de leurs père et mère, ou au moment de sa célébration, peuvent être légitimés, lorsqu'ils sont légalement reconnus au cours du mariage et qu'un jugement aura admis leur légitimation. Ce jugement rendu en chambre du Conseil, sur la requête des deux époux, par le tribunal de leur domicile, doit constater d'une part que le défaut de légitimation, lors de la célébration du mariage, est le résultat d'une erreur ou d'un oubli, et d'autre part que les enfants ont eu depuis cette époque la possession d'état constante d'enfant commun.

« § 2. — Les enfants nés d'un commerce incestueux sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère contracté en conformité de l'article 164, lorsque les époux les reconnaissent au moment de leur mariage ou postérieurement, selon les règles et conditions fixées au § 1^{er} pour la légitimation des enfants naturels simples.

« § 3. -- Les enfants adultérins ne peuvent être légitimés que dans les cas suivants :

« Sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment

de leur mariage ou postérieurement, selon les règles et conditions ci-dessus :

« 1) Les enfants nés du commerce adultérin de la mère et désavoués par le mari ou ses héritiers.

« 2) Les enfants nés du commerce adultérin du mari plus de 300 jours après l'ordonnance rendue en conformité de l'article 878 du Code de procédure civile au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, lorsque l'instance a abouti à la séparation de corps ou au divorce, ou a été interrompue par le décès de la femme.

« 3) Tous autres enfants nés du commerce adultérin du mari, s'il n'existe pas lors du mariage subséquent d'enfants ou descendants légitimes issus du mariage, au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

« § 4 — Toute légitimation sera mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

« Cette mention sera faite à la diligence de l'officier de l'état civil qui aura procédé au mariage, s'il a connaissance de l'existence des enfants, sinon à la diligence de tout intéressé.

« Quand la légitimation aura été admise par une décision judiciaire, la mention sera faite à la diligence de l'avoué qui aura obtenu le jugement ou l'arrêt, et qui en transmettra un extrait à l'officier de l'état civil, dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée.

» § 5. — L'enfant majeur ne peut être légitimé sans son consentement.

« § 6. — Toute légitimation qui n'est pas contestée par les intéressés dans les six mois à partir du jour où ils en ont connaissance, ne peut plus être attaquée.

« Ce délai ne court pas contre eux pendant leur minorité.

« Article II.

« Il sera ajouté à l'article 335 un paragraphe ainsi conçu :

« Sauf les exceptions prévues à l'article 331 » (1).

*
* *

Remarquons avant tout que la Commission est partie de cette idée qu'il était impossible de revenir sur la loi ; elle n'a proposé qu'un système transactionnel.

Elle a pensé qu'il serait stérile de présenter un projet de loi qui n'aurait aucune chance d'être accueilli ; elle a voulu faire une œuvre pratique.

Et pourtant elle a avoué que si elle avait été libre de sa décision, elle serait arrivée à des conclusions tout à fait différentes.

Nous ne sommes pas de cet avis, et nous estimons qu'elle a eu tort de transiger immédiatement, et qu'elle aurait

(1, *Bulletin de la Société d'Études Législatives*, 1910, p. 135-136.

dû préciser très nettement son opinion, ne pas hésiter à proposer un retour aux articles anciens du Code civil, puisque c'est en ce sens que s'était prononcé le sentiment de sa majorité.

Elle a allégué qu'elle ne pouvait pas réagir contre les tendances des mœurs, remonter le courant de l'opinion, aller à l'encontre d'une loi déjà votée à la Chambre et déposée au Sénat.

Elle n'a pas osé demander la suppression de la loi de 1907; elle n'a tenté que de faire de l'opportunisme.

Dangereux système!

La Commission a-t-elle donc pensé que les innovations de la législation contemporaine étaient un mal nécessaire?

Nous ne nous rallierons jamais à cet ordre d'appréciations. Ou une modification des institutions est nécessaire, et alors elle n'est pas un mal. — Ou elle est un mal, et en ce cas elle n'est pas nécessaire.

Trouvant la loi de 1907 inconséquente sur plusieurs points, la Commission s'est bornée à présenter un nouveau texte qui fasse disparaître ces anomalies.

Est-ce là le rôle d'une société telle que la Société d'Études législatives?

Nous ne le croyons pas. Nous estimons qu'une Société de cette importance et d'une si haute autorité, a pour mission de manifester ouvertement ses sentiments, et qu'elle ne doit indiquer les transactions auxquelles elle

consentirait que lorsque le vote de la législation à laquelle elle répugne est irrémédiablement acquis.

Certes, il faut rendre justice aux bonnes intentions de ce rapport qui est très net, très précis, et qui a été étudié d'une façon remarquable.

Mais il faut bien faire observer qu'au sujet de la légitimation des enfants adultérins il a été plus loin encore que la loi de 1907, ainsi que nous le verrons tout à l'heure.

Nous croyons que ce sont là une concession fâcheuse et une fausse tactique pour empêcher qu'on adopte la légitimation intégrale de tous les enfants adultérins.

Bien au contraire, on pourra prétexter de ce que la Société d'Études Législatives est favorable à la légitimation de tous les enfants adultérins, pour faire passer au Sénat le nouveau projet de MM. Violette et Steeg voté par la Chambre le 5 juin 1908.

Déjà dans le journal *Le Siècle* du 28 avril dernier, M. Henri Coulon, commentant le rapport de M. Francastel, a pu écrire cette phrase « Marchons lentement, et nous sommes plus sûrs alors d'arriver au but ».

Ce but, nous le connaissons d'autant mieux que l'on ne prend plus la peine de nous le dissimuler : *c'est l'union libre* (1).

(1) Le théâtre s'est efforcé lui aussi de contribuer à cette débâcle. Contentons-nous de citer « Le Lys », la pièce abominablement immorale, scandaleuse même — le mot n'est pas trop fort — de

On ne songe plus assez aux enfants légitimes; on ne pense qu'à légiférer en faveur des enfants naturels.

Comme le dit M. Appert :

« La Commission espère avoir mis une barrière aux innovations, elle espère que le législateur à venir, et non pas seulement le législateur d'aujourd'hui, se dira : On ne peut pas aller plus loin. Or sur ce point, je conserve les plus grands doutes; nous sommes sur une planche savonnée. Il y a, en effet, dans tout le Parlement, à côté d'hommes exercés aux difficultés du droit, qui sont des jurisconsultes avisés, qui aperçoivent les répercussions des solutions nouvelles, il y a des esprits plus absolus, qui seront entraînés par l'intérêt des enfants adultérins et par la logique à aller plus loin. J'estime donc que la Commission, qui paraît avoir été dans l'ensemble favorable à l'ancienne législation, c'est-à-dire au maintien des traditions et du respect du mariage, aurait pu se borner à la première partie de son travail, c'est-à-dire à corriger les imperfections de la loi de 1907. Elle pouvait s'en tenir là » (1).

MM. Pierre Wolff et Gaston Leroux, et qui remporta — il faut malheureusement l'avouer — un gros succès au Vaudeville en 1908.

(1) *Bulletin*, 1910, p. 192. — Nous citons ce passage parce qu'il exprime très clairement le regret — que nous éprouvons — que la Commission se soit montrée aussi large pour les enfants adultérins; mais nous devons ajouter que nous nous séparons de M. Appert, lorsqu'il dit que la Commission pouvait se borner à corriger les imperfections de la loi; nous venons d'ailleurs de déclarer assez nettement notre opinion à ce sujet.

*
* *

Les solutions proposées par la Commission touchent à trois points distincts :

1) Les premières concernent la légitimation en générale, *aussi bien des enfants incestueux ou adultérins que des enfants naturels simples.*

2) Les secondes regardent la légitimation des enfants incestueux.

3) Enfin les dernières s'occupent de la légitimation des enfants adultérins. — C'est là la partie la plus importante, et celle qui appelle le plus d'objections.

*
* *

Liquidons tout d'abord la question des enfants incestueux, car elle n'amène aucune discussion.

Le § 2, — qui autorise leur légitimation par le mariage subséquent de leur père et mère contracté en conformité de l'article 164, quand les époux le reconnaissent au moment de leur mariage ou postérieurement — n'est que la confirmation de la jurisprudence de la Cour de Cassation.

Mais la Commission a eu raison de parler dans son projet des enfants incestueux.

La nouvelle proposition de MM. Violette et Steeg les passait, en effet, sous silence, et quoique l'alinéa 1^{er} du

texte voté par le Sénat les visât implicitement, il n'est pas mauvais que la législation s'exprime d'une façon plus précise.

Avec le texte primitivement voté par la Chambre des députés, il était superflu d'en parler, puisque *tous* les enfants nés hors mariage (aussi bien adultérins qu'incestueux) pouvaient être légitimés.

Mais le texte actuel ne comprend plus *tous* les enfants illégitimes, puisque dans un deuxième alinéa il énumère les cas *exceptionnels*, où les enfants adultérins peuvent bénéficier de la légitimation.

On peut dire que l'exception confirme la règle ; étant donné surtout que l'article 335 n'a pas été modifié (il est toujours interdit de reconnaître des enfants incestueux) — et que rien dans l'article 331 ne fait exception pour leur légitimation.

Les rapporteurs de la loi avaient en réalité déclaré qu'il n'y avait pas besoin de parler des enfants incestueux puisque la Cour de Cassation les avait depuis longtemps pris sous sa protection.

Nous avons vu précédemment que ce n'était pas là une façon régulière de légiférer.

Et la Commission a été bien inspirée en pensant qu'il appartenait à la loi de trancher une question aussi capitale.

*
* *

Passons maintenant aux règles générales proposées par le texte de la Commission pour la légitimation des enfants illégitimes.

A

I. — Le § 1^{er} se divise en deux alinéas bien distincts.

Le premier alinéa traite des enfants naturels simples ; le second s'occupe des enfants incestueux ou adultérins.

Cette rédaction est ainsi plus claire que celle de la loi de 1907 et de la proposition de MM. Violette et Steeg.

II. — Les mots « les enfants nés hors mariage... *pourront être légitimés* par le mariage subséquent... », qui figurent dans la loi de 1907, sont remplacés par ceux-ci : « les enfants nés hors mariage... *sont légitimés* par le mariage subséquent... »

La légitimation s'opère de plein droit par le seul effet du mariage. Dès que les parents se sont mariés et qu'ils ont reconnu l'enfant, cet enfant est légitimé, qu'ils le veuillent ou non.

Et il serait inique, en effet, qu'en se mariant ils rejettent hors de la famille qu'ils vont constituer un enfant qu'ils avouent né de leurs œuvres.

III. — La plupart du temps la reconnaissance à fin de légitimation est mentionnée dans l'acte même de célébra-

tion ; il est très rare qu'elle ait lieu antérieurement au mariage. (1)

De sorte que — sous le régime actuel — chaque fois que des époux sont obligés de montrer leur acte de mariage, des tiers, que cela ne regarde nullement, sont mis au courant de la faute commise par les époux.

Pour remédier à cet inconvénient, la Commission propose la modification suivante : « Les enfants nés hors mariage... sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont légalement reconnus ou qu'ils les reconnaissent *au moment de sa célébration*. Dans ce dernier cas l'officier de l'état civil, qui procède au mariage, constate la reconnaissance et la légitimation dans un acte séparé, porté sur le registre des naissances. » (2)

IV. — La loi de 1907 ordonne bien que mention de la légitimation doit être faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé ; mais elle n'indique pas les personnes qui doivent la requérir.

(1) « Il est tellement passé dans l'esprit du personnel des mairies que c'est là le seul moyen sûr pour les parties de régulariser la légitimation, qu'alors même qu'il y a eu reconnaissance antérieure, on la fait réitérer dans l'acte de mariage. Tous les conseils contraires donnés par les notaires restent la plupart du temps inutiles. »

Rapport Francastel. — *Bulletin* 1910, p. 121.

(2) L'article 334 — aussi bien l'ancien que le nouveau — porte que la reconnaissance doit être antérieure au mariage ou doit être faite *dans l'acte même* de célébration.

Le § 4 du projet remédie à cette lacune. (1)

On n'édicte pas quelle peine encourraient l'officier de l'état civil ou l'avoué qui enfreindraient cette prescription.

Mais il est à présumer que, selon les règles ordinaires, ils seraient passibles de dommages-intérêts envers la personne lésée.

V. — Pour que les articles 331 et 335 concordent mieux la Commission ajoute à la fin de l'article 335 ces mots : « Sauf les exceptions prévues à l'article 331. »

Ces cinq modifications proposées dans le rapport de M. Francastel sont très rationnelles ; et il est à espérer que le législateur en tiendra compte.

B

Il est inutile d'insister longuement sur les § 5 et 6, qui disposent que l'enfant majeur ne peut être légitimé sans son consentement, et qui lui imposent un délai de six mois pour contester la légitimation, car la Commission, à la suite d'objections qu'on lui présenta, se décida à retrancher ces paragraphes de son projet.

On fit remarquer, en effet, qu'il était impossible de remanier cette matière de la légitimation sans toucher à la reconnaissance.

Comment l'enfant pourrait-il contester sa légitimation sans attaquer sa reconnaissance ?

(1) V. *infra*, p. 142.

En outre, la légitimation est un acte indépendant de la volonté de l'enfant, une conséquence inévitable du mariage des parents ; on peut se demander si l'enfant a le droit d'y acquiescer ou non.

Il serait plus compréhensible que ce fût la reconnaissance qui fût subordonnée au consentement de l'enfant.

La Commission n'ayant pas eu en vue de s'occuper de la reconnaissance — ce qui l'aurait entraînée dans une étude toute nouvelle — a préféré supprimer ces paragraphes.

Il est regrettable qu'elle ait été obligée de prendre cette résolution, car cette innovation était fort judicieuse et utile.

Pourquoi des parents, qui, pendant longtemps ne se sont pas préoccupés de régulariser la situation d'un enfant illégitime se décident-ils tout à coup à le légitimer ?

Très souvent ce sera dans un but intéressé, parce que cet enfant sera arrivé à la fortune (1).

Il serait donc équitable de laisser à cet enfant la faculté d'apprécier la conduite de ses parents, et de décider s'il veut entrer dans leur famille (2).

(1) V. Rapport Francastel, p. 129, et observation de M. le procureur général Baudouin, p. 168. — *Bulletin*, 1910.

(2) On a reproché encore au § 5 de ne pas indiquer dans quelle forme l'enfant majeur devrait exprimer son consentement ; et au § 6 de permettre la consécration d'une fausse filiation par la seule expiration du délai de 6 mois.

C

Occupons-nous enfin du deuxième alinéa du § 1^{er} qui permet la reconnaissance à fin de légitimation *postérieurement à la célébration du mariage*.

C'est là une innovation extrêmement importante.

La disposition en elle-même et en thèse générale a trouvé des adversaires aussi énergiques qu'autorisés.

Comment ! a-t-on dit, il n'est pas déjà suffisant que des parents puissent par le mariage assimiler leurs enfants illégitimes à leurs enfants légitimes!... On leur donne encore la liberté d'introduire ces enfants dans leur famille, s'il leur en prend plus tard la fantaisie!... Vraiment cela semble exagéré... « Et l'on a bien pu vivre pendant des siècles sans que le besoin d'une telle institution se soit fait impérieusement sentir »... Il peut arriver que des parents se figurent que par le fait seul de leur mariage leurs enfants illégitimes sont légitimés, sans qu'ils aient besoin de les reconnaître; ce serait là un résultat regrettable, inadmissible : Tant pis pour ces parents; ils n'avaient qu'à se renseigner d'une façon précise; nul n'est censé ignorer la loi... Et puis on peut douter que ces cas soient aussi fréquents qu'on veut bien le prétendre... Ce qui est inadmissible, c'est qu'on donne de la sorte à des époux qui n'ont pas d'enfants un moyen de se créer une descendance fictive, sans avoir recours à l'adoption (1);

(1) Déjà dans l'exposé des motifs de la loi relative à la paternité et

qu'on leur permette de laisser indécise la situation d'un enfant à laquelle ils n'assureront de stabilité que bien postérieurement si bon leur semble...

Si nous nous rendons bien compte de la pensée qui a inspiré cette vive opposition au texte proposé par la Commission, les jurisconsultes qui l'expriment seraient dominés par la crainte que les époux ne cherchent à se dérober aux prescriptions de la loi concernant l'adoption en conférant, sous l'apparence de la légitimation, le bénéfice d'une filiation fictive à un enfant qui ne leur est pas réellement attaché, ou qui n'est attaché qu'à l'un d'eux par les liens du sang.

La Commission s'est rendu compte du danger qu'il y aurait à introduire une telle innovation d'une manière radicale et elle a cru devoir prendre certaines précautions.

Elle a subordonné la légitimation à la condition suivante :

Un jugement devra constater qu'il y a eu oubli ou erreur de la part des parents lors de leur mariage; et que depuis cette époque ils ont traité l'enfant comme s'ils l'avaient régulièrement légitimé.

Sont-ce là des palliatifs suffisants ?

filiation par le Conseiller d'État Bigot de Préameneu (séance du 20 ventôse an XI, n. 17) on lisait ce qui suit : La loi ne peut laisser à des époux la faculté de s'attribuer des enfants par leur consentement mutuel. Les familles ne doivent pas être dans une continuelle incertitude.

Non, a-t-on répondu. — Ce jugement étant rendu en Chambre du Conseil et sur la demande des époux il n'y aura que le ministère public... Le tribunal sera tout disposé à admettre ce que lui diront les intéressés ; il se contentera d'enregistrer leurs déclarations... Quant à la constatation que l'enfant aura eu depuis le mariage une possession d'état conforme à la prétention des parents, comment le tribunal la vérifiera-t-il ? Il fera procéder à une enquête qui sera confiée au commissaire de police... Et auprès de qui le commissaire de police se renseignera-t-il... Auprès des amis des époux, des personnes qui les entourent de près et qui ne parleront donc pas avec impartialité ; auprès de leurs domestiques qui pourront être tout à leur dévotion, qui pourront être soudoyés par eux !... En outre, si la question de la légitimation se pose peu de temps après la célébration du mariage, la possession d'état d'enfant commun ne se sera continuée que pendant un laps de temps très court... Comment alors peut-elle offrir une sérieuse garantie de sincérité de la part des parents ?...

Ce sont là des appréciations bien pessimistes et des défiances qui nous semblent exagérées.

Nous ne verrions d'ailleurs aucun inconvénient à ce que le législateur entourât de plus de précautions encore la mesure proposée, par exemple en admettant la contradiction des parents intéressés, et en exigeant pour la preuve de la possession d'état les formes et les garanties ordinaires des enquêtes.

Mais en ce qui concerne les enfants *naturels simples*, nous n'avons pas d'objection sérieuse contre la réparation possible d'une erreur de droit qui peut être en somme assez facilement commise, et qu'il serait cruel de rendre irrémédiable par une application trop stricte de la règle que « nul n'est censé ignorer la loi. »

On comprendra en revanche que nous ne suivions plus la Commission et que nous nous mettions du côté de ses adversaires, s'il s'agit de la légitimation d'enfants incestueux ou adultérins, pour lesquels les législateurs contemporains ont déjà fait beaucoup plus qu'il ne convient pour la dignité et la stabilité de la famille légitime.

*
* *

Et nous arrivons au point le plus important : la légitimation des enfants adultérins.

Avant de discuter en détail les propositions du rapport de M. Francastel il nous faut exprimer à nouveau le regret que la Commission de la Société d'Études législatives n'ait pas cru devoir se montrer hostile à la légitimation de *tous* les enfants adultérins.

Il ne faut pas perdre de vue que l'intérêt de la famille prime tous les autres intérêts, même celui de l'enfant.

En autorisant la légitimation des enfants adultérins on arrive à la démolition du mariage. Depuis quelque temps on s'efforce par tous les moyens d'attaquer cette insti-

tution sacrée ; d'ici peu on l'aura supprimée complètement.

Nous ne sommes pas les seuls à déplorer cette tendance moderne à détruire le mariage.

Dans le sein même de la Société d'Études législatives, M. Lefebvre a déclaré très énergiquement qu'il n'était pas partisan de la légitimation des enfants adultérins.

« Je repousserais absolument, a-t-il dit, l'idée de légitimation des enfants adultérins, parce qu'elle me paraît bouleverser toute notre institution du mariage, et aussi toutes nos traditions de légitimation. Qu'est-ce que l'enfant légitime ? C'est en principe l'enfant né du mariage, qui a été institué précisément pour assurer la légitimité des enfants dans la famille et dans la société. Et qu'est-ce que la légitimation ? Elle a pour but exceptionnellement de rendre après coup un enfant légitime, en lui donnant la plénitude de la parenté et des droits de succession, non pas seulement vis-à-vis des père et mère, mais vis-à-vis de la famille, qui sera obligée de l'accepter comme tel. La légitimation n'a donc été qu'une mesure de faveur, qui même ne s'est introduite que tardivement dans l'histoire, et dans l'unique but de pousser au mariage les unions libres, pour les moraliser. Elle peut être appliquée à des enfants naturels, nés de gens non mariés qui se sont unis trop vite et qui souvent sont poussés du concubinage au mariage en vue de cette bienfaisante légitimation. Ici l'intérêt social apparaît évident ; mais il n'en va pas de même quand il s'agit de l'enfant adultérin

né contre la loi du mariage, que la faute dont il est issu, a gravement troublée...

« Les enfants adultérins sont nés contre la loi du mariage. Leur légitimation semble contraire au principe du mariage ; et il ne me paraît pas possible de sortir de cette idée » (1).

Or le projet de la Commission fait un pas de plus en avant que la loi de 1907, puisqu'elle autorise la légitimation des enfants nés du commerce adultérin du père, *sans s'occuper de l'époque à laquelle ils ont été conçus*, avec cette réserve, il est vrai, qu'il ne faut pas qu'il existe lors du mariage subséquent d'enfants ou descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

Mais avant d'étudier cette disposition, il convient d'envisager dans leur ensemble les modifications apportées par le projet de la Commission au texte actuel de l'article 331.

A

L'alinéa 2 du projet porte :

« Sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère...

« *Les enfants nés du commerce adultérin du mari plus de trois cent jours après l'ordonnance rendue en conformité de l'article 878 du Code de procédure civile au cours d'une*

(1) *Bulletin*, 1910, p. 184 et 187.

instance en divorce ou en séparation de corps, lorsque l'instance a abouti à la séparation de corps ou au divorce ou a été interrompue par le décès de la femme ».

Rapprochons le projet de la Commission du texte de l'article 331 modifié par la loi de 1907.

« En ce qui concerne les enfants adultérins, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère et dans l'acte même de célébration *ceux* qui seront nés plus de trois cent jours après l'ordonnance du président du tribunal... »

La différence entre les deux textes consiste en ce que l'article 331 actuel ne fait aucune distinction sur ce point entre l'enfant issu du mari et l'enfant issu de la femme, dès l'instant que cet enfant est né plus de 300 jours après l'ordonnance, du président qui a mis fin à la vie commune ; tandis que le projet de la Commission émet des solutions différentes pour l'enfant issu du mari et pour l'enfant issu de la femme.

En ce qui concerne l'enfant issu du commerce adultérin du mari, il n'y a rien de changé. Sa situation reste telle qu'elle a été établie par la loi de 1907.

B

Et l'enfant né du commerce adultérin de la femme plus de 300 jours après l'ordonnance du président ?

La Commission entend-elle lui retirer la possibilité d'être légitimé ?

La Commission propose que cet enfant ne puisse être pris à son compte par le nouveau mari qu'autant qu'il aura été désavoué.

Cela résulte de l'alinéa premier qui est ainsi libellé :

« Sont légitimés par le mariage subséquent de leur père et mère..... »

« *Les enfants nés du commerce adultérin de la mère et désavoués par le mari ou ses héritiers* ».

C'est là — reconnaissons-le — dans une certaine mesure une reculade par rapport à la loi de 1907.

Et nous ne pouvons qu'approuver cette proposition.

Il est dangereux, en effet, de permettre la légitimation d'enfants que le mari n'a pas jugé à propos de désavouer. Il peut y avoir double paternité et confusion de part.

Ainsi, une femme coupable d'adultère, après la dissolution de son premier mariage épouse celui qui se reconnaîtra le père de l'enfant adultérin ; cet enfant sera légitimé.

Il aura donc comme père le second mari de sa mère, puisqu'il sera considéré comme né de leur mariage.

Mais comme l'article 313 ne déclare pas que l'enfant né plus de 300 jours après l'autorisation accordée à la femme d'avoir un domicile séparé n'est pas l'enfant du mari, par suite de la présomption *pater is est*, cet enfant aura également le premier mari comme père.

Il sera donc pourvu de deux pères, si le premier mari n'a pas intenté l'action en désaveu.

C'est pour éviter cette conséquence inadmissible que le projet a exigé *dans tous les cas*, pour les enfants adultérins du côté de la mère, le désaveu du premier mari.

Et ce projet a eu raison de ne pas admettre que la femme pourrait elle-même contester la paternité du premier mari pour l'enfant né durant la procédure de divorce, car il serait vraiment immoral de permettre à la mère de proclamer sa faute en justice, d'autant que son complice devrait intervenir au débat (1).

En exigeant une action en désaveu on a d'ailleurs en vue l'intérêt de l'enfant qui reste légitime, qui continue à faire partie de la famille où il est né, s'il n'en est pas chassé par le père.

C

C'est dans l'alinéa 3 que se trouve l'extension que nous avons déjà citée à plusieurs reprises.

La Commission propose d'autoriser la légitimation de l'enfant dont l'adultère provient du père quelque soit le moment de sa naissance, et quelle que soit l'époque où l'adultère a été commis par le mari, à la condition toutefois qu'au moment où il épouse sa complice, il n'ait pas lui-

(1) La mère ne devait pas être autorisée à agir seule avant son second mariage, car il pourrait arriver que ce second mariage n'eût pas lieu.

même d'enfants nés de son précédent mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

Sur quels motifs la Commission appuie-t-elle son innovation ?

Elle prétend que cette nouvelle sorte de légitimation ne peut causer aucune espèce de préjudice à la famille légitime, puisqu'il n'existe pas d'enfants ou descendants du mariage dissous. Et elle soutient que la distinction qu'elle fait est plus rationnelle que celle de la loi de 1907 qui distingue les enfants adultérins du côté de la mère et ceux du côté du père, alors que la faute est égale dans les deux cas.

Mais alors pourquoi autorise-t-elle la légitimation de la part de la mère qui a une descendance légitime, alors qu'elle l'interdit au père en cette hypothèse ?

Elle allègue que le lien qui unit l'enfant à sa mère est trop intime pour qu'on puisse le séparer,... que l'adultère de la femme est moins fréquent que l'adultère du mari,... qu'en ne permettant à la mère de ne légitimer que les enfants désavoués par son mari, on ne lui donne la faculté de ne légitimer que des enfants rejetés de la famille et dont la tache originelle a été dévoilée par le désaveu.... Qu'au contraire le père doit avoir moins de facilité pour légitimer des enfants adultérins, parce que ces enfants portent son nom,... parce qu'il est le chef de la famille,... parce que son acte entraîne de plus grandes conséquences.

Nous avouons que nous ne saisissons pas bien pourquoi la Commission, qui prend si grand souci de la famille légitime à défendre lorsqu'il s'agit de la légitimation provenant du père, ne s'occupe plus du tout des intérêts de cette famille, quand il est question de la légitimation de la part de la mère.

Certes, il peut arriver qu'une femme qui s'est rendue coupable d'adultère, divorce pour épouser son complice, et que les enfants légitimes de son premier mariage restent sous la garde de leur père. En ce cas la légitimation de l'enfant adultérin ne leur cause aucun préjudice, puisque cet enfant prend place dans une famille absolument distincte.

Mais d'autres hypothèses peuvent se présenter.

Par exemple, le premier mariage est brisé par le décès du mari ; ou bien le père meurt avant la majorité de ses enfants légitimes.

Que deviennent alors les enfants légitimes si leur mère adultère se remarie et légitime son enfant adultérin ? — Ils sont forcés de vivre côte à côte avec cet enfant adultérin, de partager son existence ; ils sont placés sous l'autorité de l'ancien amant de leur mère !

Cela nous semble monstrueux (1).

(1) M. Francastel a reconnu le bien fondé de cette remarque et il a dit dans la séance du 2 avril 1910 « qu'il faudrait peut-être en arriver à dire dans la loi, qu'en cas de légitimation par la mère

Il faut remarquer en outre que, dans tous les cas, la légitimation par la mère de l'enfant adultérin porte préjudice aux intérêts pécuniaires des enfants légitimes du premier mariage, car l'enfant adultérin concourra avec eux à la succession de la mère.

La distinction faite par la Commission n'est pas équitable, comme on le voit. Du moment qu'elle s'occupait des enfants légitimes, elle devait les prendre tous sans exception sous sa protection, et ne pas réserver ses seules faveurs aux descendants du père qui aurait l'intention de légitimer un enfant adultérin.

Ce n'est pas seulement vis-à-vis des enfants du premier lit que la distinction du projet est arbitraire ; elle est encore injustifiable à l'égard des enfants du second lit.

Supposons qu'un père ne peut, en se remarquant, légitimer un enfant adultérin, — parce qu'il existe un enfant légitime du premier lit — et que cet enfant légitime meure ultérieurement.

L'enfant qui n'a pu être légitimé sera évincé de la succession de son père ; et par qui ? Par les enfants qui seront nés du même père et de la même mère que lui, mais qui, eux, seront légitimés, parce qu'ils seront nés postérieurement à la célébration du second mariage.

d'enfants adultérins elle perdra de droit la garde des enfants légitimes issus du précédent mariage. » — *Bulletin*, 1910, p. 191.

Cette solution, dit M. Edouard Lévy est souverainement immorale (1).

Puisqu'elle permettait à la mère de légitimer son enfant adultérin lorsqu'elle n'a pas d'enfant légitime, la Commission devait, pour être logique, accorder cette latitude au père également.

Ou plutôt — comme nous l'avons déjà répété — elle n'aurait pas dû proposer une extension à la légitimation des enfants adultérins ; et de la sorte elle se serait évité cette critique.

Il est une autre personne dont le rapport de M. Francastel ne prend nul souci.

C'est l'époux innocent, auquel peut préjudicier la légitimation de l'enfant adultérin.

Ainsi une femme, dont la conduite est absolument irréprochable, n'a jamais pu avoir d'enfants, ou les a perdus. Son mari entretient des relations adultères dont naît un enfant. A cause de cette liaison la femme demande le divorce. Et comme ce divorce est prononcé en sa faveur, elle continue à jouir d'une libéralité qui lui a été octroyée dans son contrat de mariage, et qui, très fréquemment, lui sera nécessaire pour vivre. Le mari épouse sa maîtresse et légitime son enfant adultérin. Cet enfant, lorsque son père mourra pourra prétexter de sa qualité d'héritier à réserve pour faire diminuer la libéralité consentie à la

(1) *Bulletin*, 1910, p. 181.

femme. Il le pourra parce qu'aucun texte ne le lui interdit.

Et l'épouse malheureuse sur laquelle se seront abattus déjà toutes sortes de chagrins, de douleurs morales, qui aura souffert dans son amour, qui aura été lâchement abandonnée, devra encore subir toutes les misères des questions d'argent !

Il semble pourtant que cette femme est digne de pitié et qu'elle mérite qu'on s'occupe d'elle.

Il serait d'ailleurs étrange que la légitimation des enfants adultérins n'amenât pas une restriction analogue à celle que l'article 337 impose à la reconnaissance faite par l'un des époux, lors de son second mariage, d'enfants naturels simples qu'il aurait eus avant ce mariage : cette reconnaissance ne peut préjudicier au conjoint.

Même si l'on estime que l'article 337 est injuste parce que l'enfant naturel dont il sacrifie les intérêts à ceux du conjoint est né avant le mariage, et qu'il n'a par conséquent rien à voir avec ce conjoint, il serait équitable d'adopter une semblable disposition en ce qui concerne l'enfant adultérin, parce que cet enfant, lui, est une offense à la foi due à l'époux (1).

M. Edouard Lévy a adressé une autre critique au paragraphe 3 du projet.

(1) Cette observation de M. Massigli a été prise en considération par la Commission, qui serait disposée à ajouter un paragraphe protégeant les droits de l'épouse légitime contre une action en réduction possible provenant de la légitimation d'enfants adultérins de la part de l'autre conjoint. — V. *Bulletin*, 1910, p. 180.

Il lui reproche de ne pas définir assez nettement quels sont les enfants qui doivent être considérés comme adultérins. Il y a certains cas douteux ; et il est préférable que ce soit la loi elle-même qui les tranche, plutôt que d'en laisser la solution à la jurisprudence.

C'est absolument vrai ; mais il faut reconnaître que le législateur ne peut pas tout prévoir, et qu'il restera toujours des matières particulières sur lesquelles la jurisprudence devra se prononcer.

Et il nous semble que M. Edouard Lévy se contredit lui-même, puisque — ainsi que nous allons le voir — il trouve que le rapport de la Commission est déjà trop compliqué, trop explicite même. Si ce rapport devait énumérer toutes les variétés d'enfants adultérins, sa rédaction en deviendrait encore plus longue et complexe.

M. Edouard Lévy demande qu'on précise quels sont les enfants qui pour être adultérins ne peuvent être légitimés sans désaveu préalable.

Il propose que l'enfant d'une veuve puisse être légitimé *sans aveu préalable à partir du 180^{me} jour* depuis le décès du mari, et non plus après le 300^{me} jour depuis ce décès.

Il peut se présenter — dit-il — fréquemment qu'une femme accouche plus de 180 et moins de 300 jours après la mort de son mari. L'enfant — prétend-on — ne peut-être légitimé s'il n'a pas été l'objet d'une action en désaveu préalable, parce qu'il est couvert par la présomption *pater is est*.

Cette solution n'est pas celle de la jurisprudence. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Versailles du 14 août 1889 repoussa une action en désaveu intentée par un mari contre un enfant qui était né 274 jours après un jugement de conversion de séparation de corps en divorce, et qui avait été l'objet d'une reconnaissance de la part du père naturel ; cette reconnaissance avait été refusée par le maire sous le prétexte que l'enfant était adultérin.

Pour rejeter l'action en désaveu, le tribunal donna l'attendu suivant :

« ... Attendu que la présomption de conception pendant le mariage, basée sur le calcul de la gestation la plus longue, peut se trouver en conflit avec une autre présomption, qui attribuerait à l'enfant soit une autre conception légitime, soit une conception hors mariage basée sur le calcul de la gestation normale ; que la présomption légale de l'article 315, laquelle a été édictée dans l'intérêt de l'enfant, doit, dans le cas où elle aboutirait à l'établissement d'une situation adultérine, s'effacer devant la présomption de l'autre filiation, soit légitime, soit même naturelle, laquelle présente le double avantage d'offrir à l'enfant une situation préférable, et d'être plus conforme avec les lois de la nature ; qu'il en est ainsi dans l'espèce, la conception et la naissance du mineur X... se plaçant après le 24 novembre 1887, date de la dissolution du mariage...

« Par ces motifs...

« Déclare... la demande en désaveu sans objet (1) ».

Le délai de 180 jours serait donc suffisant puisque la présomption légale de paternité — qui constaterait une filiation adultérine — cesse de s'appliquer lorsqu'elle est en concurrence avec une autre présomption, soit légitime, soit naturelle.

Mais on peut répondre que, si ce terme de 180 jours était adopté, on pourrait craindre de rendre possible la légitimation d'enfants adultérins conçus au cours du mariage.

Et ce danger serait encore plus à redouter si l'on admettait ce délai de 180 jours dans l'autre hypothèse où M. Edouard Lévy voudrait l'introduire.

Ils désirerait qu'on ne traitât pas comme adultérin l'enfant de la maîtresse du mari né plus de 180 jours après le divorce.

Le délai de 300 jours — dit-il — n'est justiciable que pour éviter une confusion de part : il doit s'appliquer en ce qui concerne l'enfant d'une femme mariée, mais non quand il s'agit de l'enfant de la maîtresse du mari.

« Le juge — explique-t-il — qui au début de l'instance en divorce, n'aura pas réussi à concilier les deux époux, leur dira : « Dorénavant, le devoir de fidélité mutuelle n'est plus aussi strict, et les enfants qui seront conçus de l'un ou de l'autre à partir de ce soir pourront ultérieure-

(1) S., 1890, 2, 95.

ment être légitimés, une fois le divorce devenu définitif. Seulement, Monsieur, prévenez votre maîtresse que l'enfant, conçu d'elle et de vous demain, ne sera légitimable que si elle reste au moins 300 jours enceinte ! » Les grossesses normales étant de 270 jours, le conseil aurait tout l'air d'une mauvaise plaisanterie. » (1).

Il est certain que ce raisonnement est fort judicieux. Mais il n'ébranle tout de même pas notre conviction, à savoir qu'il est inadmissible qu'un enfant puisse être légitimé, alors qu'il a été sûrement conçu à une époque où son père était encore tenu au devoir de fidélité envers sa conjointe. Ce serait encourager l'état de bigamie.

Et l'on peut ajouter que les délais de 180 et de 300 jours admis par le Code comme minimum et maximum de la durée de la grossesse, ont été adoptés pour la légitimité — qui est la condition la plus favorable qui puisse échoir à l'enfant — et non en faveur de l'adultérinité.

*
* *

On a objecté — et c'est aussi notre avis — que le texte proposé de l'article 331 était trop compliqué.

Il renferme un trop grand nombre de détails. Il risque de ne pas être compris par les maires et les employés de mairie. Or c'est la mairie qui s'occupe de la légitimation.

(1) *Bulletin*, 1910, p. 197.

Il est à craindre que cet article 331 ne soit pas appliqué régulièrement, à cause de sa complexité.

Les employés de l'état civil accorderont des légitimations, alors qu'elles sont interdites. Ou bien, par crainte d'engager leur responsabilité, ils n'oseront pas parfois admettre une légitimation alors que la loi l'autorise ; et le mariage une fois célébré, il sera trop tard, la légitimation ne pourra plus avoir lieu.

Ce danger sera surtout à redouter dans les campagnes où les personnes intéressées ne pourront pas s'adresser au Parquet, soit par impossibilité matérielle, soit par timidité.

Il est donc à souhaiter que la Commission, qui doit du reste se réunir à nouveau pour établir un texte définitif, élabore une rédaction plus simple, plus claire (1).

*
* *

Nous terminons l'étude du projet de la Commission en revenant à cette disposition exorbitante :

(1) Voici ce qu'a dit M. Edouard Lévy à ce sujet : « Je demande qu'on veuille bien ne pas entrer dans trop de détails en rédigeant ce texte, car l'article 331, si simple qu'il soit dans sa teneur actuelle, n'est pas toujours compris. J'ai cité, à la Commission la mairie d'Alfortville, où l'on ignore qu'il y a deux manières de légitimer les enfants naturels : on n'y sait pas qu'on peut les légitimer par une reconnaissance faite avant la célébration du mariage. Il me semble qu'un texte court sera toujours mieux compris et plus régulièrement appliqué. » — *Bulletin*, 1940, p. 176.

« Sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère..... »

« Tous les autres enfants nés du commerce adultérin du mari, s'il n'existe pas lors du mariage subséquent d'enfants ou descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu. »

Comment se fait-il qu'une proposition pareille n'ait pas soulevé une plus vive discussion ?

Comment se fait-il que la Commission ne se soit pas aperçu que ce texte était une véritable consécration de la bigamie ?

Un homme a tout à la fois une épouse légitime et une maîtresse. L'épouse est malheureusement frappée de stérilité ; mais la maîtresse est féconde. Et l'époque même de la conception des enfants adultérins atteste l'outrage fait par le mari et sa complice à la femme légitime.

Eh ! bien, le mari peut se consoler de la stérilité de son ménage officiel.

N'a-t-il pas dans la coulisse un autre ménage qui lui assure tout aussi bien que le premier l'espoir d'une descendance légitime ?

Le jour où le mariage sera rompu — peut-être par un divorce prononcé à raison de cette honteuse polygamie — le mari n'aura qu'à épouser sa concubine ; et il introduira dans sa famille, il imposera à toute sa parenté l'enfant dont la naissance atteste le dérèglement des ses mœurs.

On nous ramène donc au harem des Musulmans !

Le mari pourra avoir plusieurs concubines ; et il jouerait vraiment de malchance s'il ne se trouvait pas parmi celles-ci une femme capable de lui donner une postérité.

Le texte actuel de l'article 331, tel qu'il a été voté par le Sénat, avait au moins le mérite de n'accorder son indulgence qu'à la polygamie successive. Le mari pouvait légitimer l'enfant qu'il avait eu d'une autre femme, alors que celle qu'il avait trahie n'existait plus en réalité pour lui.

Avec le texte proposé par la Commission ce n'est pas la polygamie successive qui bénéficie de l'indulgence du législateur ; c'est la polygamie proprement dite.

Et c'est dans une société chrétienne — il est vrai que trop de législateurs contemporains font ce qu'ils peuvent pour la déchristianiser — qu'on prétend introduire ces nouvelles mœurs, qui ne sont pas celles de notre Occident, mais bien une institution du caractère le plus nettement Oriental !

Nous voulons croire que la Société d'Etudes Législatives n'a pas dit son dernier mot, et qu'elle remarquera — avant de clore sa discussion — l'irréparable atteinte portée à la moralité publique par une disposition dont on ne semble pas jusqu'ici avoir compris toute la gravité.

M. Appert a dit, avec beaucoup de raison : Nous sommes sur une pente savonnée...

Au bout de cette pente, il y a l'abîme.

CINQUIÈME PARTIE

Législation comparée

Les enfants illégitimes — incestueux ou adultérins — sont traités bien différemment dans les différentes nations.

Nous allons voir quelle est leur situation dans les principaux pays d'Europe.

Pour traiter plus clairement la question, nous allons classer ces pays en trois groupes :

Premier groupe. — Ce premier groupe comprendra les nations qui n'admettent pas la légitimation.

Deuxième groupe. — Où nous réunirons les peuples permettant aux enfants illégitimes de bénéficier de la légitimation lorsque les parents se marient.

Troisième groupe. — Dans ce dernier groupe prendront place les pays qui ont adopté une solution intermédiaire, c'est-à-dire ceux qui tolèrent la légitimation des enfants

incestueux — lorsque le mariage de leurs auteurs est possible — et qui l'interdisent pour les enfants adultérins.

PREMIER GROUPE

Les pays qui ne reconnaissent pas la légitimation sont :

L'Angleterre ;

L'Italie ;

Le Portugal ;

L'Espagne ;

La Belgique.

Angleterre (1)

L'Angleterre est un des pays qui n'admettent pas la légitimation par mariage subséquent.

Cette règle, qui remonte au règne d'Elisabeth, peut sembler rigoureuse. Les Anglais allèguent des raisons pour la justifier :

« Le but principal du mariage, dit J. Stephen, d'après Blackstone, est de déterminer avec précision les personnes auxquelles doit incomber l'entretien et l'éducation des enfants ; ce but est évidemment mieux atteint en déclarant légitime, comme on le fait en Angleterre, tout enfant né après le mariage, qu'en légitimant, comme dans la loi

(1) Lehr, *Eléments de Droit civil anglais*, nos 187-188.

romaine, tout enfant né des mêmes personnes avant le mariage, du moment que le mariage s'en suit, et ce : 1) parce qu'il y a toujours, avec la règle romaine, une grande incertitude dans la preuve que l'enfant a réellement pour père, l'homme qui, plus tard, a épousé la mère, tandis qu'en limitant la preuve au fait de la naissance postérieurement au mariage, la loi anglaise a précisé beaucoup mieux quel enfant est légitime, et qui doit être responsable de son entretien ; 2) parce que d'après la loi romaine, un enfant, en suite d'un mariage *ex post facto*, peut rester bâtard ou être légitimé, au choix de ses père et mère, ce qui ouvre la porte à toute sorte de partialités ; 3) parce que la règle romaine est, d'une part, un évident encouragement à une cohabitation illicite, alors notamment qu'il n'est mis aucune limite au temps dans lequel la légitimation doit intervenir, ni au nombre des enfants susceptibles de légitimation ultérieure par le mariage de leurs parents, et, d'autre part, un découragement en vue du mariage, auquel on est le plus généralement amené par le désir d'avoir non seulement des enfants, mais encore des héritiers légitimes. Si un enfant a été conçu avant le mariage et que les parents s'efforcent ensuite de réparer leur faute en régularisant leur situation peu de mois après, la loi anglaise ne pousse pas la rigueur jusqu'à considérer l'enfant comme bâtard s'il est né postérieurement au mariage ; car le fait ne peut se produire qu'une seule fois et tous les enfants suivants

seront conçus et naîtront conformément aux lois de l'honneur et de la morale. Il est probable que ce sont ces considérations qui ont empêché les pairs d'admettre que des enfants nés avant le mariage pussent jamais devenir légitimes (1). »

Italie

La législation italienne se montre très dure pour les enfants incestueux et adultérins. La légitimation — qui s'opère par le mariage subséquent des auteurs ou par décret royal — leur est refusée, parce qu'elle ne peut profiter qu'aux enfants susceptibles d'être légalement reconnus (Code civil, article 194).

Ils ne peuvent même pas recourir à l'autorité royale qui accorde la légitimation par décret aux enfants naturels simples.

Portugal (2)

Il n'est qu'un seul mode de légitimation pour les enfants naturels, la légitimation par mariage subséquent des père et mère. En outre l'enfant doit être reconnu par ses auteurs au moment du mariage, ou à celui de sa naissance, ou par un testament ou acte public antérieur ou postérieur au mariage ; enfin il faut qu'il prouve sa filia-

(1) Stephen, *Commentaries on the laws of England*, liv. III, c. 3, 1.

(2) Laneyrie et Dubois, *Code civil portugais*, 1896.

tion au moyen d'une action judiciaire et d'un jugement, dans les cas où la loi portugaise autorise la recherche de la paternité naturelle (L'article 130 permet même la recherche de la paternité incestueuse ou adultérine en cas de viol ou de rapt). La légitimation profite soit aux enfants, soit à leurs descendants, si les enfants sont prédécédés (article 120).

Les enfants incestueux ou adultérins ne bénéficient donc pas de la légitimation puisqu'ils ne peuvent jamais être reconnus.

Espagne (1)

Le Code civil espagnol (1888-1889) consacre deux modes de légitimation :

- 1) Par mariage subséquent ;
- 2) Par rescrit du prince (article 119 et suivants).

Ne sont considérés comme légitimés que les enfants reconnus par les père et mère avant ou après la célébration du mariage (article 121).

La légitimation d'enfants décédés avant la célébration profite à leurs descendants (article 124).

Ne peuvent être légitimés que les enfants naturels simples, c'est-à-dire les enfants nés hors mariage d'un père et d'une mère qui, à l'époque de la conception, auraient pu se marier *avec ou sans dispense* (article 119).

(1) Lehr, *Éléments de Droit civil espagnol*, II, p. 104.

Ainsi certains enfants que le droit antérieur qualifiait d'incestueux, sont assimilés maintenant aux enfants naturels simples (1).

Du reste la faveur royale peut octroyer les bénéfices de la légitimation à toutes les catégories d'enfants (incestueux, adultérins, naturels). Aussi la légitimation par rescrit du prince est-elle réglementée rigoureusement. Il faut qu'elle soit demandée par les parents ou tout au moins par l'un d'eux; que l'auteur qui veut légitimer son enfant n'ait pas d'autres enfants légitimes, légitimés ou descendants de ceux-ci, et que, s'il est marié, il ait le consentement de son conjoint; — enfin que la légitimation par mariage subséquent soit impossible.

Belgique

La Belgique est régie par le Code civil français.

Les nouvelles dispositions de la loi du 7 novembre 1907 ne s'y appliquent donc pas.

DEUXIÈME GROUPE

Voici les pays où les enfants issus de relations coupables peuvent bénéficier de la légitimation lorsque leurs parents se marient :

(1) On voit par là que le Code espagnol a fait une disposition législative de ce qui était la jurisprudence de notre Cour de Cassation.

L'Allemagne.

L'Autriche.

La Suède.

Le Danemark.

La Norvège.

La Roumanie.

La Suisse.

Allemagne

Le Code civil allemand de 1896 — en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1900 — consacre deux sortes de légitimation : (1)

1) *la légitimation par mariage subséquent*. — Elle assimile entièrement l'enfant adultérin à l'enfant légitime. (Le mariage des parents produit pour les descendants de l'enfant les effets de la légitimation, même si l'enfant est mort avant la célébration.) — Mais elle ne profite pas aux enfants incestueux, car ne prend cette qualité que l'enfant né de deux personnes entre lesquelles existe un empêchement de mariage pour cause de parenté ou d'alliance. — L'article 1.310 a édicté cet empêchement pour les parents en ligne directe, les frères et sœurs, et les alliés en ligne directe : et aucune dispense n'est accordée (2).

(1) *Code civil allemand*, traduit par Gruber.

(2) Ce dernier point paraît avoir échappé à M. Francastel ; car dans son rapport à la Société d'Études législatives, nous lisons : « Le

2) la déclaration de légitimité (*Ehelichkeitserklärung*). —

Un enfant naturel peut sur la demande de son père, être déclaré légitime par une décision du gouvernement (*Staatsgewalt*). L'Etat confédéré compétent est celui dont le père est le ressortissant, si le père ne relève d'aucun état confédéré, c'est le chancelier d'Empire qui décide (article 1.723). On exige le consentement de l'enfant, et s'il est mineur (la majorité est fixée comme chez nous à 21 ans), il faut également celui de la mère ; si le père est marié, on réclame encore celui de sa femme (article 1.726). La demande et le consentement doivent être remis sur un acte notarié ou judiciaire (article 1730). Si l'enfant est décédé, il ne peut plus être question de cette sorte de légitimation (article 1.733).

Ce deuxième procédé de légitimation profite aux enfants adultérins. Mais les enfants incestueux ne peuvent encore pas en bénéficier : « La déclaration de légitimité n'est pas possible lorsque, à l'époque de la conception de l'enfant, le mariage était interdit entre ses parents, d'après l'article 1.310, pour cause de parenté ou d'alliance. » (article 1.732).

Ce que nous devons retenir dans le Code allemand, c'est que la recherche de la paternité y est rendue très facile : « Le mari de la mère est réputé père de l'enfant lorsqu'il

Code civil allemand admet la légitimation par mariage subséquent de tous les enfants naturels, sans distinguer entre l'enfant naturel simple et l'enfant incestueux ou adultérin. » — *Bulletin*, 1910, p. 117.

à cohabité avec elle dans la période de conception fixée par l'article 1.717, à moins que, d'après les circonstances, il ne soit matériellement impossible que la femme soit devenue enceinte de ses œuvres. Si, postérieurement à la naissance, le père reconnaît sa paternité dans un acte authentique il est présumé avoir cohabité avec la mère dans la période où se place la conception. » (article 1720).

Quelles sont les conséquences du succès de la recherche de la paternité ? Elles se résument en une seule obligation : « Le père est tenu, avant la mère et les parents maternels, de pourvoir à l'entretien de l'enfant et de ses descendants. » (article 1739). Cet entretien comprend tout ce qui est nécessaire à la vie et à la préparation à une profession. Cette obligation incombe au père jusqu'à ce que l'enfant ait atteint ses seize ans révolus, et même, si cet âge-là passé, l'enfant ne peut pas subvenir lui-même à ses besoins, à cause d'une faiblesse physique ou intellectuelle, le père est obligé de continuer à l'entretenir au delà de cet âge.

Remarquons bien que cette obligation alimentaire est la seule conséquence de cette paternité.

L'enfant naturel n'a aucune relation juridique avec son père. « Les effets de la déclaration de légitimité s'étendent aux descendants de l'enfant, mais non à la parenté du père. La femme du père ne devient pas l'alliée de l'enfant, non plus que le conjoint de l'enfant l'allié du père » (article 1737).

Et nous pensons que cette disposition du Code allemand est juste, car elle consacre la responsabilité de l'homme, qui supporte ainsi les suites de sa faute. Le père est obligé d'élever et d'éduquer son enfant, et cette perspective le fera souvent réfléchir, quand il sera sur le point de séduire une femme.

En somme, il n'a que les mauvais côtés de la paternité. Tant pis pour lui ; il n'avait qu'à réfléchir avant. D'ailleurs, parfois, il pourra épouser sa maîtresse, s'il est libre et si elle l'est également, et ainsi il pourra s'offrir les joies complètes de la paternité.

Autriche

Le Code civil autrichien reconnaît trois modes de légitimation des enfants illégitimes : (1)

1) par la mainlevée des empêchements au mariage et la bonne foi des époux.

2) par le mariage subséquent des père et mère.

3) par rescrit du prince (Begünstigung des Landesfürsten) (articles 160-162).

Ces dispositions profitent à tous les enfants illégitimes, naturels simples, incestueux, adultérins.

Mais « les enfants nés hors mariage, et entrés dans la famille par le mariage subséquent de leurs père et mère,

(1) *Code civil autrichien*, traduit par de Clercq.

ne peuvent prétendre aux biens qui, en vertu de règlements de famille, sont réservés aux descendants légitimes, et ils ne peuvent contester aux enfants légitimes la qualité de premiers-nés ni autres droits acquis. » (articles 160-161).

Cette règle est très rationnelle ; les illégitimes ne doivent pas être mis sur le même pied que les légitimes ni léser leurs droits acquis.

Remarquons en terminant que « la bâtardise ne peut porter atteinte à l'honorabilité civile (*bürgerliche Achtung*) d'un enfant, ni entraver sa carrière ; à ce point de vue l'enfant n'a besoin d'aucun acte de faveur (*Begünstigung*) du souverain pour le déclarer légitime. » (article 162).

Suède (1)

La Suède assimile aux enfants naturels simples l'enfant d'un homme marié et d'une femme libre. S'il est le fruit d'un viol, il a les droits d'un enfant légitime, quand sa mère veut bien s'en charger.

Dans le droit scandinave et dans le vieux droit germanique, l'échange solennel des consentements a toujours produit, quant aux enfants nés en suite des promesses échangées, les mêmes conséquences que le mariage lui-même ; aussi on attache — pour la légitimation — le même effet aux fiançailles des père et mère qu'à leur mariage. Ces enfants sont ce qu'on appelle des « *Brautkinder* ».

(1) Lehr, *Éléments de Droit civil scandinave*, II, p. 42-47.

Danemark. — Norvège

Dans ces deux pays existe la légitimation par mariage subséquent.

De plus la légitimité est octroyée à l'enfant qui a été l'objet de la part de son père d'une déclaration faite en justice, à la condition, en Danemark et en Norvège, qu'il ne soit pas adultérin, et en Norvège, qu'il ne soit pas incestueux.

Roumanie (1)

D'après le Code civil roumain, tous les enfants illégitimes (naturels simples, incestueux, adultérins) sont légitimés par le mariage subséquent de leur père et mère.

Suisse

La légitimation par mariage subséquent est consacrée par la Constitution fédérale de 1874. Elle est accordée à tous les enfants nés hors mariage *sans exception*.

En outre, beaucoup de Codes cantonnaux reconnaissent une autre légitimation « par autorité de justice. »

« L'enfant dont les pères et mère se sont promis le mariage, mais qui n'ont pu le célébrer par suite du décès

(1) Demètre, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 40.

de l'un des fiancés ou de perte de la capacité requise pour contracter mariage, sera légitimé par le juge à la demande de l'autre fiancé ou de l'enfant lui-même. » (article 260) (Cette légitimation par décision des autorités n'est pas admise par les législations de Berne, de Bâle, de Genève, du Tessin, du Valais, de Neuchâtel.)

Il est presque superflu de remarquer que le bénéfice de cette légitimation par autorité de justice ne peut être accordée qu'à des enfants naturels simples ; puisque l'état de fiancés de leurs auteurs implique que ces derniers n'étaient ni parents à un degré prohibé ni engagés au moment de la conception dans les liens d'un mariage. (1)

TROISIÈME GROUPE

La Russie ; Les Pays-Bas, ont adopté un système intermédiaire. Les enfants adultérins ne peuvent pas être légitimés par le mariage subséquent de leurs auteurs. C'est la solution opposée qui s'applique pour les enfants incestueux.

Russie (2)

I. — *Russie proprement dite.* — Jusqu'à une époque relativement récente (1891), les *Lois civiles* ne recon-

(1) Lehr, *Code civil de Zurich*, introduction, p. 35 et p. 168.

(2) Lehr, *Eléments de Droit civil russe*, t. I, n° 61.

naissaient pas la légitimation, même par mariage subséquent : un enfant né hors mariage demeurerait illégitime, encore que plus tard, ses parents contractassent une union régulière (article 132). Le seul mode de légitimation qui fut admis dans certains cas tout à fait exceptionnels était la légitimation par oukase impérial (article 144.)

Depuis 1891, au contraire, les enfants nés hors mariage, *autres que ceux nés d'un commerce adultérin*, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, et jouissent, à dater du jour de la célébration, de tous les droits des enfants légitimes issus de ce mariage (article III de la loi du 12 mars 1891.)

La demande de légitimation d'un enfant né avant le mariage est présentée au tribunal d'arrondissement du domicile des père et mère, avec : 1) une déclaration par écrit que l'enfant est bien le leur ; 2) son acte de naissance ; 3) leur acte de mariage. En principe elle doit être formulée dans l'année du mariage. Le tribunal procède à une enquête sur les faits allégués, et s'il les reconnaît fondés, prononce la légitimation, ouï le ministère public en ses conclusions ; mention du jugement est faite sur l'acte de naissance et sur le registre des naissances tenu par l'autorité ecclésiastique.

Ainsi les enfants incestueux sont mieux traités que les enfants adultérins. Les premiers peuvent être légitimés par le mariage de leurs père et mère ; les seconds ne le peuvent jamais.

II. — *Pologne.* — En Pologne, cependant on traite également les enfants incestueux et adultérins.

D'après la loi polonaise de 1825, les enfants nés hors mariage, *autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin*, peuvent être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, à condition d'avoir été légalement reconnus avant le mariage, ou dans l'acte même, ou d'avoir été laissés par eux dans la possession permanente d'état d'enfant légitime.

Pays-Bas

L'article 327 du Code civil néerlandais porte que « les enfants nés hors mariage, *autres que les enfants adultérins ou incestueux*, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, à condition d'avoir été reconnus par eux dans l'acte même de mariage ou antérieurement. »

Il semble donc que la légitimation des enfants incestueux est interdite aussi bien que celle des enfants adultérins. »

Ce n'est pas complètement vrai, car les dispositions de l'article 327 sont atténuées par celles de l'article 328 qui dit qu'un enfant, quoique d'origine incestueuse, sera légitimé, lorsque l'union de ses auteurs aura été valablement contractée en vertu d'une dispense royale.

Si les parents ont négligé de reconnaître leurs enfants naturels avant le mariage ou lors de la célébration, cette

négligence peut être réparée par des lettres de légitimation accordées par le roi après avis de la Haute Cour (article 329) ; il en est de même lorsque le mariage n'a pu avoir lieu à cause du décès de l'un des parents (article 330). Dans les deux cas, la Haute Cour entend les parents, et, s'il y a lieu, ordonne que la demande soit publiée dans les journaux.

La légitimation peut aussi avoir lieu en faveur d'enfants décédés qui laissent des descendants, et elle profite alors aux dits descendants (article 334).

*
* *

La variété des solutions démontre la complexité du problème.

Dans un grand nombre de pays nous rencontrons sous des formes plus ou moins diverses cette légitimation par rescrit du prince qui remonte au droit romain, qui fut connue de notre ancien droit, mais qui a disparu depuis la Révolution.

Il existe certainement à notre avis des cas où elle pourrait être utilisée dans notre pays. Celui par exemple où un fiancé, qui a abusé de sa situation, est empêché par la mort de donner au fruit de son impatience et de la faiblesse de la femme, la situation régulière qui lui était promise.

Nous ne voulons pas ici nous attarder à des points de détail.

Ce que nous tenons à affirmer, c'est que, si nous combattons — non sans regret, mais avec avec énergie — les solutions qui compromettent l'existence de la famille, nous admettons avec faveur toutes celles qui font œuvre de justice, sans faire œuvre de désorganisation sociale.

Nous croyons, en conséquence, que nos législateurs agiraient sagement en s'inspirant de certaines législations étrangères, au lieu de se laisser dominer par des théories révolutionnaires, qui, sous couleur de justice, conduisent à la démoralisation du pays.

Nous sommes heureux de constater que la pensée qui nous a dicté ces dernières lignes, a été également exprimée par M. Lyon-Caen à la séance de la Société d'Etudes législatives du 7 avril 1910 (1).

Il faut ajouter que ce système a trouvé d'éminents contradicteurs en la personne de MM. Baudouin, Francastel, Cotelle et Lefèbvre, qui s'accordent pour repousser tout autre mode de légitimation que le mariage subséquent.

Les objections présentées nous toucheraient vivement si la légitimation unilatérale devait être chose courante.

Mais comme nous ne l'admettrions nous-mêmes que dans des cas tout à fait exceptionnels et particulièrement dignes d'intérêt, notre conviction n'a pas été ébranlée.

(1) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1910, p. 160.

CONCLUSION

La loi du 7 novembre 1907 est une des lois qui s'attaquent à l'organisation de la famille.

Nous avons signalé ses défauts, et nous avons dit qu'elle avait été l'objet de violentes attaques. Aussi est-il à présumer qu'elle est destinée à disparaître, et que bientôt tous les enfants incestueux ou adultérins pourront sans distinction être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère.

Sera-ce un bien ? — Non, répondrons nous.

Car cette loi, tout comme celles qui ont pour but l'élargissement du divorce et la suppression de l'indissolubilité du bien conjugal, tend à nous conduire à l'union libre.

Or, n'oublions pas que l'intérêt social demande que la famille soit forte et stable. La famille ne doit pas être considérée comme un groupement artificiel que le législateur peut dissoudre ou affaiblir à son gré.

On cherche à établir une égalité absolue entre tous les

enfants, quels qu'ils soient : légitimes, naturels simples incestueux, adultérins.

Si ce résultat était obtenu, à quoi bon désormais le mariage qui ne sert qu'à établir des différences que la justice répudiait et que le législateur a effacées ?

« Pourquoi se marie-t-on ? — Pour avoir des enfants légitimes. Dès lors que tous les enfants sont légitimes ou tous illégitimes, le mariage est superflu.

C'est pour soi que l'on se marie ; c'est pour ses enfants que l'on reste marié quand le foyer conjugal a cessé d'être le centre de bonheur que la jeunesse avait rêvé. Lorsque les enfants n'auront ni à profiter ni à souffrir de l'inexistence de ce foyer, on éteindra le feu, on balaira les cendres et tout sera dit. » (1)

On se rira de la fidélité conjugale. Chacun a droit au bonheur, et, s'il n'est pas heureux en ménage, pourra chercher ailleurs la félicité désirée. Il ne pourrait plus être question d'adultère.

La vertu ne sera plus admirée. Si une femme est fidèle à son mari ; on dira que c'est uniquement parce qu'elle est heureuse avec lui. Sans quoi sans nul doute, elle eût pris un amant !

Et c'est à cela que tendent certains esprits de nos jours !

Autrefois on pouvait être retenu dans le devoir conjugal

(1) Fonsegrive, p. 80.

par la crainte d'avoir des enfants nés des relations adultères ; et ces enfants étaient soumis à des conditions rigoureuses.

Maintenant plus aucune peur à avoir. Ayez autant d'enfants adultérins que vous voudrez ; ils pourront bientôt être tous légitimés, et ils bénéficient déjà actuellement de la légitimation dans certains cas.

Un à un, patiemment, méthodiquement, le législateur lève les obstacles qui peuvent se dresser sur le chemin de l'union libre ; se disant que, si pour faire des égaux de tous les enfants, ce qui est juste, il est nécessaire de faire des égales de toutes les femmes depuis la mère de famille irréprochable jusqu'à la prostituée, il ne reculera pas devant le moyen.

Rappelons ce que nous avons dit au début de cette étude : que toute la législation qui a en vue la destruction de la famille est inspirée par un esprit anti-chrétien. Au point de départ de toutes les évolutions anti-familiales, on trouvera toujours une personnalité hostile au christianisme. Ainsi, en ce qui concerne le divorce, la première voix qui s'élève en sa faveur à l'Assemblée Constituante est celle de Philippe-Egalité, fondateur du Grand-Orient de France ; en 1848 c'est M. Crémieux, en 1869, M. Naquet, qui en demandera le rétablissement.

*
* *

Empruntons ce passage à un ouvrage de M. Bonjean :

« La proportion des enfants naturels sur l'ensemble de

la population, après être restée longtemps stationnaire tend à s'accroître d'une façon sensible.

« En prenant les deux années extrêmes du relevé que vient de publier le Ministère du commerce, nous trouvons les chiffres suivants :

<i>Naissances légitimes.</i>		<i>Naissances naturelles</i>
866.978	. . 1881 . .	70.079
808.110	. . 1893 . .	76.562
<i>Différences en moins :</i>		<i>Différences en plus :</i>
58.868		6.483

« Ainsi en douze années, pendant que les naissances légitimes baissaient de 58.868 unités, soit près de 7 0/0, les naissances naturelles augmentaient de 6.483 unités, soit de plus de 9 0/0.

« Et comme si vraiment l'aveuglement s'emparait des esprits, c'est le moment où déborde le flot des illégitimes que certains hommes choisissent pour demander une assimilation plus grande encore entre les enfants naturels et les enfants légitimes...

« N'est-ce pas là précisément la thèse que Pailleron réduit à sa valeur quand il fait dire par l'un de ses personnages du *Monde où l'on s'ennuie* cette fine ironie : « Tous les enfants ne sont-ils pas naturels ? »

« Certainement, mais il serait temps aussi, je pense, pour les innovateurs de modérer leur imagination trop

féconde, afin que chaque année n'apportât pas quelques lois nouvelles ébranlant davantage cet ordre social, qui a bien encore quelque utilité, malgré certaines théories extrêmes d'avant-garde.... » (1)

M. Bonjean prévoyait que la suppression de la famille entraînerait avec elle la ruine de notre société. Son cri d'alarme s'est élevé en vain ; on propose de plus en plus d'assimiler les enfant naturels, incestueux ou adultérins aux enfants légitimes. Peut-être un jour s'apercevra-t-on du danger ; mais il sera probablement trop tard, et c'est inutilement qu'on se ressaisira. Le mal aura rongé notre société.

*
* *

Alors, nous dira-t-on, vous vouez tous les enfants illégitimes à une situation très pénible, et vous ne voulez rien tenter pour améliorer leur sort !

Si, répondrons nous.

Car, certes, il est injuste que l'enfant illégitime soit complètement abandonné et se traîne seul durant toute sa vie. Et ce n'est pas ce que nous désirons, même en repoussant l'assimilation de l'enfant naturel à l'enfant légitime (ce qui nous semble être une grave atteinte portée à l'honneur de la famille).

Voici donc le système que nous préconisons et qui don-

(1) Bonjean, *Enfants révoltés et parents coupables*, p. 139 et 140.

nerait, croyons-nous, une situation meilleure à l'enfant illégitime (par enfant illégitime nous entendons et l'enfant naturel et l'enfant adultérin désavoué par le mari, et rejeté ainsi hors de la famille du mari de sa mère).

Ce système se résume en trois points :

1) Rattachement de l'enfant naturel à sa famille maternelle ;

2) Recherche de la paternité rendue plus facile en vue de l'obtention de secours d'éducation (mais n'ayant point pour conséquence la puissance paternelle) ;

3) Répression plus énergique de l'adultère.

Développons un peu cette théorie :

1) Un enfant ne peut jamais affirmer nettement quel est son père ; la conception est un fait qui ne peut être révélé.

Par contre, il sait parfaitement quelle est sa mère ; il en a toujours une ; l'accouchement est un fait qui peut être constaté. Si la mère n'est pas connue, il sera toujours possible de la chercher et de la connaître.

Si le rattachement de l'enfant à la mère est possible et certain, si le sang de la famille maternelle coule, sans qu'il soit possible d'en douter, dans les veines de cet enfant, pourquoi élever une barrière entre lui et cette famille dont il fait partie ?

2) On dira qu'avec ce système, le père de l'enfant a trop de facilités d'échapper à la responsabilité qui lui incombe dans la naissance de l'enfant. — C'est faire le

procès, non de la législation sur la condition des enfants naturels, mais des lois sur la recherche de la paternité.

Les Allemands, en cette matière, se sont montrés plus rationnels que nous.

Le Code allemand de 1896 — comme nous l'avons vu précédemment — inflige une lourde obligation pécuniaire à celui qui a donné le droit de soupçonner, sinon d'affirmer, qu'il est le père de l'enfant naturel (celui qui a vécu avec la mère durant le temps de la conception, à moins qu'un autre ait également vécu avec elle pendant la même période). Cet homme est obligé d'entretenir l'enfant jusqu'à sa seizième année.

Les Allemands ont très bien compris que le meilleur moyen d'endiguer l'immoralité, c'était de moins assurer l'irresponsabilité de l'homme, trop bien protégée chez nous.

Il y a dans notre pays de bons esprits qui n'ont pas échappé à l'influence de ces idées.

Des juges ont souvent validé l'engagement pris par l'amant de la mère de subvenir aux besoins de l'enfant : ou bien — s'appuyant sur l'article 1.382 du Code civil (« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ») — ont permis à la mère de demander des dommages-intérêts au père de son enfant.

Un projet de loi fut déposé en 1878 au Sénat par M. Béranger, et plusieurs de ses collègues, projet qui

tendait à étendre au détournement de mineur la notion du rapt admise par l'article 340. Ce projet fut repoussé.

Il y en eut un second déposé à la Chambre des Députés en 1883 ; il était ainsi libellé :

« Article 1^{er}. — La recherche de la paternité est admise, pourvu qu'il y ait des preuves civiles, ou des faits constants, ou des témoignages suffisants.

« Article 2. — Si le père reconnu refuse d'épouser la mère, celle-ci est en droit de demander des dommages-intérêts.

« Article 3. — La femme peut déclarer sa grossesse, désigner le père et commencer l'action trois mois avant sa délivrance.

« Article 4. — Pendant la minorité de l'enfant l'action en recherche de la paternité appartient à la mère et au tuteur.

« Article 5. — L'action en recherche de la paternité se prescrit par six mois à partir de la majorité de l'enfant.

« Article 6. — La fille âgée de plus de 25 ans ne sera pas admise à poursuivre un mineur de moins de 18 ans.

« Article 7. — Les revendications de paternité reconnues calomnieuses et de mauvaise foi, seront poursuivies et punies des peines applicables en matière de diffamation.

« Article 8. — Est abrogé l'article 340 du Code civil et toute disposition contraire à la présente loi. »

Ce projet ne fut pas même discuté !

Puis vint, en 1895, la proposition de loi de MM. Grous-

sier, Viviani, Jaurès — dont nous avons déjà parlé précédemment (1) — et qui contenait les mêmes principes. Nous avons dit que cette proposition n'avait pas plus abouti que la précédente.

3) Il faut punir vigoureusement l'adultère, et combattre le plus vivement possible les théories qui tendent à se faire jour et qui prétendent que l'adultère n'est qu'un manquement à un contrat purement civil, et que, comme tel il ne doit plus être réprimé pénalement. (2)

En un mot, nous préconisons la recherche de la paternité, et nous sommes d'avis que cette paternité entraîne l'obligation d'élever l'enfant.

Cette réforme serait profitable aux enfants illégitimes. Elle amènerait encore un autre résultat appréciable : celui de diminuer le nombre de ces enfants.

La pièce maîtresse de notre système, ce serait le rattachement de l'enfant à la famille de sa mère.

Aujourd'hui, d'après la législation du Code, l'enfant illégitime n'a pas de famille du tout, s'il est adultérin ou incestueux, et n'a qu'une famille essentiellement restreinte, si, enfant naturel simple, il a été reconnu par les auteurs

(1) V., p. 81.

(2) Telles ne sont pas les tendances actuelles du Parlement. M. Meunier a déposé — comme nous l'avons dit — tout récemment sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi tendant à l'abrogation des articles 335 et suivants du Code Pénal et la Commission a émis un avis favorable à cette proposition.

de sa naissance ou par l'un d'eux. Toute sa famille se réduit aux parents qui l'ont reconnu.

Le système allemand, au contraire, établit — comme nous l'avons vu — un lien de parenté entre l'enfant illégitime, fût-il adultérin ou incestueux, et tous les membres de la famille de sa mère ; et cela avec toutes les conséquences qui découlent d'une parenté régulière (en matière de succession, d'éducation, de tutelle...)

L'enfant illégitime n'est plus un isolé. Mal accueilli à un âge où l'état de son intelligence ne lui permet pas d'en souffrir, il s'implante par la force de l'habitude, il prend racine, et, lorsqu'il parvient à un âge où il pourrait être attristé par la tare qui entâche sa naissance, il a autour de lui toute une parenté, qui le subit d'abord, l'accepte ensuite, et, la plupart du temps, finira par l'aimer.

C'est à notre sens la véritable solution du problème. Solution qui a le double mérite d'adoucir plus que toute autre la condition de l'enfant né hors mariage, et de ne pas porter à la famille un préjudice irréparable.

Cette solution a du reste fait ses preuves, car, avant de prendre place dans le Code civil allemand de 1896, elle était formulée par la législation de plusieurs des États de la Confédération.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction	1

PREMIÈRE PARTIE

Historique de la légitimation des enfants incestueux ou adultérins	11
--	----

CHAPITRE I. — Droit romain	11
--------------------------------------	----

CHAPITRE II. — Droit canon	16
--------------------------------------	----

CHAPITRE III. — Ancien Droit français.	18
--	----

CHAPITRE IV. — Droit révolutionnaire	23
--	----

DEUXIÈME PARTIE

La filiation incestueuse ou adultérine sous le Code civil	33
---	----

CHAPITRE I. — Interdiction de la preuve légale de la filiation incestueuse ou adultérine	33
--	----

CHAPITRE II. — Situation des enfants incestueux ou adultérins	48
---	----

CHAPITRE III. — La légitimation des enfants incestueux ou adultérins.	63
---	----

TROISIÈME PARTIE

Projets de loi en faveur des enfants incestueux et adultérins. — Loi du 7 novembre 1907.	77
CHAPITRE I. — Projets de loi en faveur de l'assimilation des enfants incestueux ou adultérins et des enfants légitimes. — Proposition Groussier.	77
CHAPITRE II. — Proposition Violette et Steeg à la Chambre des députés.	87
CHAPITRE III. — La loi du 7 novembre 1907 devant le Sénat. — Son vote définitif	97
CHAPITRE IV. — Critique de la loi de 1907	107
CHAPITRE V. — Nouvelles propositions en faveur de la légitimation des enfants adultérins.	133

QUATRIÈME PARTIE

Projet de réforme de la Société d'Études législatives. . .	139
---	------------

CINQUIÈME PARTIE

Législation comparée	173
Conclusion	194

Vu :

Le Président de la Thèse
P. PIÉDELIEVRE.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Angers, imp. Lachèse et Cie, J. Siraudeau suc. — 40-3637
